

1 :

QUARANTE ET UNIÈME ANNÉE - № 12193

DIMANCHE 8-LUNDI 9 AVRIL 1984

5, rue des Italiens 75427 Paris Cedex 09 - Tél.: 246-72-23

LA FRANCE ET LE CHOC SIDÉRURGIQUE

au pied du mur

Le problème pour les com-munistes, « ce n'est pus qu'ils sortent du gouvernement, c'est qu'ils y rentrent », a affirmé, vendredi soir, M. Lionel Jospia. Où en sont-ils? Toujours un pied dehors, un pied dedans. Et toujours silencieux.

Du côté du PCF, en effet, les déclarations de M. François Mitterrand, le 4 avril, sont restées sans réponse, si l'on excepte les remarques de M. André Lajoinie, membre du secrétariat, président du groupe communiste de l'Assemblée nationale, estimant que les propos présidentiels n'ont » pas répondu à l'attente des travailleurs . M. Lajoinie s'est borné, en quelque sorte, à consta-ter que les mesures annoncées par le chef de l'Etat n'ont pas satisfait les sidérurgistes lorrains. Cette observation ne peut tenir lieu de réponse politique aux déclarations M. Mitterrand sur l'alliance PS-PCF et sur la . mise au net . qu'appelle le comportement des communistes.

Ceux-ci laissent la parole aux responsables syndicaux. S'agissant d'un conflit entre des travailleurs et la pouvoir, il revient à M. Henri Krasucki ou à M. André Sainjon, dirigeants de la CGT - et, d'autre part, membres, l'un du bureau politique, l'autre du comité central du PCF, – de faire entendre la voix des salariés dont l'emploi actuel est condamné par les décisions gouvernementales. La difficulté, pour la CGT, est qu'elle apparaît seule à défendre les positions qu'elle a adoptées dans ce conflit, et que le soutien dont elle a pu se prévaloir jusqu'à présent, reposant largement sur l'unité des organisations syndicales, pourrait être rapidement remis en cause par les divergences qui se sont exprimées au lende-main de la conférence de presse

PATRICK JARREAU. (Lire la suite page 8.)

Le PCF La parole est aux syndicats

Voilà M. Fabius lancé à l'épreuve du fer. On connaît maintenant quelles sont ses attribu-tions dans la lutte pour les restructurations industrielles. Elles ont été définies par l'hôtel Matignon qui a choisi de les annoncer discrètement et hors la

la journée du 13 avril, c'est afin d' agir librement hors de la tutelle du Parti communiste et de la CGT -, répliquent les responsables locaux. Toutefois, elle ne sera annoncer discrètement et hors la pas absente, la fédération de la voie réglementaire (pas de publimétallurgie de ce syndicat vient

• Si la CGC de la Lorraine ne s'est interrogé sur les tâches de la participe pas à la préparation de dite commission : « A quoi servira-t-elle? .

(Lire la suite page 15.)

(1) La CGT du groupe Creusot-Loire (douze mille salaries) a décidé d'organi-ser, elle aussi, une marche vers Paris le 13 avril.



cation au Journal officiel), ce qui de « lancer un appel à la mobili-cadre mai avec l'aspect solennei sation » le 13 avril dans la capi-qu'avait donné le président de la tale pour soutenir les sidérurgistes République à la présentation des nouvelles responsabilités de M. Fabius. Sans doute s'agit-il de ménager certaines susceptibilités

La parole est maintenant tout autant aux syndicats, qui montreni plus que de la défiance envers les discours gouvernementaux, en attendant des réalisations concrètes. Rien ne les retient donc de manifester leur inquiétude.

Figure populaire du syndicalisme régional, M. Denis Bonvallot aimerait donner un caractère unitaire à la manifestation. A cet égard, il a déclaré le vendredi 6 avril - regretter le retrait de la direction régionale de la Confédération générale des cadres (CGC) des initiatives pour préparer la marche des sidérurgistes lorrains - vers Paris. M. Bonvallot appelle tous les travailleurs de la région à · organiser en commun . cette manifestation. d'autant que « la réponse du gouvernement n'est pas celle que la

tale pour soutenir les sidérurgistes lorrains et aussi ceux d'Ugine-Aciers de Fos-sur-Mer.

Vendredi, en fin d'après-midi, la CGT annonçait qu'elle avait déjà recensé quinze mille inscriptions de personnes désirenses de participer à la marche (1).

D'une manière générale, les syndicats sont engagés dans un nouvel effort de mobilisation qui va de pair avec un certain scepticisme manifesté vis-à-vis des propositions gouvernementales. Toutes les organisations ouvrières refusent de tenir pour acquis le plan acier . décidé par le gou-

De son côté, M. Jean-Marie Rausch, président du Conseil régional de la Lorraine a rappelé qu'il fallait que la - commission des sages » qui vient d'être constituée (le Monde du 7 avril) examine le plan acier - en premier lieu - et - à l'abri de toute contrainte -. M. François Guillaume, président du Conseil économique (CES) de la Lorraine

Big Brother et ses contradictions

AMÉRIQUE CENTRALE

Avec ce numéro

Le musée de La Villette

en chantier

(Pages 4 et 5)

ESPAGNE

Les dangers de la société permissive

(Page 7)

ZAMBIE

Les étudiants remuent

(Page 7)

CULTURE

Les mirages de la décadence

(Page 12)

Contre-offensive au Cameroun

L'armée loyaliste aurait barré la route aux mutins

Après plus de vingt-quatre heures de combats dans la capitale du Cameroun, il semble que la tentative de coup d'Etat menée par une partie de la garde républicaine - composée de mille deux cents hommes - pour renverser le président Biya a échoué, la ma-jeure partie de l'armée étant restée fidèle au régime. Ce samedi matin 7 avril, alors que le Cameroun reste coupé du monde, l'incertitude règne sur la poursuite des combats. Le groupe de mutins, commandé par le colonel Saleh, inférieur à une centaine d'hommes, disposerait d'une douzaine d'autos-mitrailleuses légères et d'autant de canons bitubes antiaériens de fabrication chinoise, ce qui expliquerait l'ampleur des combats. Ce groupe, qui a encore attaqué dans la nuit plusieurs objectifs, notamment le domicile du ches d'état-major, le général de division Sémengué, la poudrière, la présidence, l'aéroport et le centre de télécommunications, serait essentiellement composé de capi-

taines et de lieutenants. La contre-offensive gouvernementale, qui a débuté dès vendredi matin, est dirigée par le colonel de gendarmerie Obama et le lieutenant-colonel Mbomback, responsable du premier secteur militaire. Les deux officiers ont installé leur QG de crise à une quinzaine de kilomètres de Yaoundé. Des renforts ont été acheminés vers la capitale à partir de Koutaba, Ebolola et Douala. Ce samedi, des rotations d'avions C-130 déposaient des unités en renfort sur l'aéroport de Yaoundé. En l'absence du président Biya, sur le sort duquel l'incertitude demeure, c'est le ministre d'Etat chargé des armées, M. André Tsoungui, qui tient les rênes du

Selon certaines sources, des hélicoptères Gazelle seraient également intervenus.

gouvernement.

Le palais présidentiel de Yaoundé, en raison de son emplacement sur une colline située à l'écart de la ville, se prête particulièrement bien à une défense efficace. La route qui y mêne est sinucuse et les abords sont parfaitement dégagés. Entouré de solides grilles, le palais a été en partie conçu (par M. Ahidjo) pour permettre à ses occupants de faire face à une attaque. Il disposcrait même d'une sortie discrète permettant au président de echapper sans encombres.

Dans un communiqué diffusé vendredi soir par Radio-Garoua, station gouvernementale du nord du Cameroun, annoncait l'échec du coup d'Etat, précisant : . Tôt dans la matinée du 6 avril, une fraction dissidente de la garde républicaine a tenté de déstabiliser l'Etat. Elle a diffusé des fausses nouvelles à partir de la radio [de Yaoundé]. Les forces restées loyales ayant la situation bien en main, les populations sont appelées à rester calmes, vigilantes et à vaquer à leurs occupations ha-

La radio de Yaoundé a, apparemment, été tour à tour occupée par les forces régulières et par les mutins. Ainsi, dans l'après-midi

de vendredi, dans un · appel aux Camerounais ·, diffusé sur un canal radio différent de celui de la radiodiffusion nationale camerounaise, les militaires insurgés ont proclamé la destitution du prési-dent Biya, la suspension de la Constitution et l'interdiction de toute activité politique. Ils ont également annoncé l'institution d'un couvre-feu, de 19 heures à 6 heures du matin. Les auteurs de ce message, se réclamant d'un - Conseil militaire supérieur -, ont reproché au président Biya l'ensemble de sa gestion et notamment d'avoir autorisé le procès de l'ancien président Ahidjo. Ils af-firmaient également vouloir rendre le pouvoir aux civils.

(Lire la suite page 3.)

La hausse des taux aux Etats-Unis

Lorraine attendait ».

Le niveau élevé du coût du crédit est une conséquence de l'endettement général

Applicable à partir du lundi 9 avril, la décision prise par le Système de réserve fédéral (institut d'émission des Etats-Unis) de porter de 8,50 % à 9 % le taux de l'escompte a suivi de peu (voir page 17 notre rubrique . Crédits changes grands marchés ») la majoration par les banques américaines de leur taux de base porté en l'espace de trois semaines de 11 % à 12 %. Il y a moins de dix ans, un tel niveau aurait été considéré comme totalement exceptionnel. Les banques avaient porté leur prime rate (taux préférentiel) à 12 % en août 1974, au moment où le boom inflationniste. commencé en 1972, atteignait sa phase de paroxysme qui allait bientôt se résoudre dans sa première grande récession de l'aprèsguerre... Depuis lors, on a fait beaucoup mieux. Le maximum a été atteint en mai 1981, quand les banques américaines établirent leur prime rate à 20,50 c. un niveau qu'on aurait au cours des années 60 qualifie de . latinoaméricain - mais, dans les pays en voie de développement, un niveau élevé du loyer de l'argent a beaucoup moins de conséquences car ils n'ont pratiquement pas de marché du capital.

Que le coût du crédit reste si élevé et soit de nouveau orienté à la hausse aux Etats-Unis, où l'inflation a été ramenée au-dessous de 4 % par an, apparaît comme un défi. Certains y voient même la preuve que les lois économiques et financières, celles qui leur sont familières en tout cas, ne s'appliquent plus dans les circonstances d'aujourd'hui. Ce n'est pas la . logique » qui est en défaut, mais le monde qui va mal, et cela malgré les impressionnants résultats enregistrés par l'économie américaine, où la reprise est plus vigoureuse encore depuis le début de l'année (le taux de croissance aurait été pour le premier trimestre de l'ordre de 7,2 % en rythme annuel), et le châmage en très net recul (bien que, pour la première fois depuis six mois, le pourcentage n'ait pas diminué en mars).

La nouvelle hausse des taux doit être interprétée à la lumière des faits suivants :

1) Le sens du mouvement est d'abord donné par le marché. Les autorités entérinent et ajustent. La Fed aurait pu par exemple, relever son taux d'escompte d'un point entier ; si elle s'est contentée d'une hausse de 0,50 %, c'est pour des raisons d'opportunité (on ne connaît pas le degré de vulnérabi-lité de la reprise, et on a le souci de ne pas trop aggraver la situa-tion déjà quasi désespérée des débiteurs en dollars des pays à bas

Il ne faut jamais oublier que les autorités monétaires n'ont à leur disposition qu'un seul moyen de s'opposer à une hausse des taux en période de forte tension : racheter du « papier » (bons du Trésor, par exemple) sur le marché mo-

> PAUL FABRA. (Lire la suite page 15.)

SIX SOLDATS FRANÇAIS TUES AU TCHAD

Lyon, (AFP). - Six soldats français ont été tués et neuf autres blessés samedi mutin au Tchad, à Oum Cchalomba (nord-est du pays), niors qu'ils dégageaient « des épaves de véhicules abandonnés par les forces du Nord - a annoncé, samedi, M. Charles Hernu dans une déclaration faite à Villeur-

Le ministre de la défense n'a pas précisé les circonstances de cet - accident -. Les victimes appartiement au 17 RGP (régiment du génie parachutiste) stationné à Montauban.



LA DIÉTÉTIQUE

EDITIONS DE LA TABLE RONDE

Dates

IL Y A QUATRE-VINGTS ANS, L'ENTENTE CORDIALE

RENDEZ-VOUS

Dimanche 8 avril. - Lyon : 40 anniversaire du CRIF (Conseil représentatif des institutions juives). Sète: Elections municipales partielles.

Landi 9 avril. - Luxembourg: sommet de la CEE. Lisbonne: conférence inter-nationale du Conseil de l'Europe sur le rôle de l'Europe dans le dialogue Nord-Sud (jusqu'au 11). Tunis : visite de Mª Gan-

Mardi 10 avril. - Paris : M. Giscard d'Estaing invité d'« Edition spéciale » sur

Harrisburg : élections primaires en Pennsylvanie.

Rio de Janeiro : manifestation pour des élections prési-dentielles directes.

Mercredi 11 avril. - Turin : quinzièmes Etats généraux des communes d'Europe (jusqu'au 14). Rome: FAO, neuvième session du Comité de la sécu-

rité alimentaire mondiale. Jendi 12 avril. - Paris : visite du ministre des affaires étrangères bulgare (jusqu'au 13).

Vendredi 13 avril. - Paris : session du tribunal perma-nent des peuples sur le géno-cide arménien (jusqu'au 16).

Samedi 14 avril. — Saint-Malo: visite du premier mi-nistre québécois, R. Léves-Milan: foire (jusqu'an 23). SPORTS

anche 8 avril. – Cyclisma: Paris-Roubaix. Sports équestres : CSI de Paris, Coupe du monde (POP Bercy). Rugby: Coupe de France (domi-finales). Karaté : championnat de France (stade Coubertin à

Voile : départ des 1000 milles de Deauville. Lundi 9 avril. - Tennis: Tour-noi de Nice (jusqu'au 15). Mercredi 11 avril. - Football : Coupes d'Europe (demi-finales, matches aller); Coupe de France (quarts de linale, matches retour).

Flèche Walkonne. Samedi 14 avril. – Football : championnat de France (trente-cinquième journée).

Jeudi 12 avril - Cyclisme

LES TARIFS DU MONDE A L'ETRANGER

Algárie, S DA; Marce, S căr.; Tersinie, 550 m.; Allemagna, 2,50 DM; Autriche, 20 sch.; Selgique, 36 fr.; Caneda, 1,50 S; Côte-d'Ivolre, 450 F CFA; Damemark, 7,50 Kr.; Espagna, 150 pes.; E.-U., 110 c.; G.-B., 55 p.; Grice, 75 dr.; Irsande, 85 p.; Italie, 1 800 L.; Lüsen, 475 P.; Lihye, 0,350 DL; Lusenthourg, 35 L.; Boruèga, 10,00 fr.; Paya-See, 2,50 R.; Partugal, 100 anc.; Senigal, 480 f CFA; Suède, 9,00 kr.; Suises, 1,701; Yeugotievie, 162 dd.

5, RUE DES ITALIENS 75427 PARIS CEDEX 09 Telex MONDPAR 650572 F C.C.P. 4207 - 23 PARIS Tél.: 245-72-23

Le Monde

5. rue des Italiens 75427 PARIS CEDEX 69 C.C.P. Paris 4207-23 ABONNEMENTS 3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

341 F 605 F 859 F 1000 F TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE 661 F 1245 F 1819 F 2368 F ÉTRANCER

L - BELCIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS 381 F 685 F 979 F 1 248 F IL - SUISSE, TUNISIE

454 F 830 F 1 197 F 1 530 F Par voie aérienne Tarif sur demande. Les abonnés qui paient par chèque posal (trois volets) vouéront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou revisoires (deux semajues ou plus) : provisoires (deux semajues ou plus); nos abonnés sont invités à formaler leur demande une semajue su moins leur demande un: avant leur départ.

Joindre la dornière bande d'envoi à Veuillez svoir l'obligeance de, rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Parfum de France

Nul ne s'étonnera, quand la crise européenne exaspère les relations franco-britanniques, que le quatre-vingtième anniversaire de l'Entente cordiale passe inaperçu. Un grand journal de Londres proposait récemment à ses lecteurs de rivaliser d'humour aux dépens des Français, que 13 % seulement des Britanniques jugent des alliés sûrs », moins d'un tiers des Français considérant la Grande-Bretagne comme une nation importante (1).

Discorde acrimonieuse plutôt qu'entente cordiale, il suffit, pour caractériser aujourd'hui les relations entre les deux pays, de retourner l'expression qui fit for-tune pour désigner le virage diplomatique d'une rare dextérité qui, au début du siècle, fit d'ennemis multiséculaires les premiers alliés des deux guerres mon-

L'Entente cordiale ne découlait pas seulement d'un acte diplomatique. Certes, les conventions du 8 avril 1904 réglaient un conten-tieux qui pesait lourd à la grande époque coloniale, bien qu'il peraisse futile aujourd'hui; mais elle résultait surtout d'une évolution des esprits voulue par quelques têtes politiques perspicaces, le roi Edouard VII d'Angleterre et le ministre français des affaires étrangères Delcassé, entre autres. Les . étranges relations - qui s'établirent alors entre les deux pays, écrit l'historien britannique Gordon Brook-Shepherd, « étaient fondées non sur des engagements politiques formels mais sur un climat de confiance et d'entente. Ce climat était le traité (2) ». Cette « cordialité » avait été suscitée quasi ex minifo en quelques jours au cours d'une visite d'Edouard VII à Paris un an plus tột.

L'inimitié franco-anglaise remontait du fond des âges. Depuis que Guillaume de Normandie s'était taillé un royaume outre-Manche, l'histoire des deux pays ne comptait plus leurs confrontations sanglantes. Waterloo n'avait un terme i dans le monde, de Terre-Neuve à l'Indochine en passant par l'océan Indien et surtout l'Afrique.

Si la Grande-Bretagne possit ses jalons du nord au sud de l'Afrique, pourquoi la France, bien établie en Afrique occidentale, ne tenterait-elle pas sa chance d'ouest en est? Profitant de rébellions antibritanniques, le gouvernement français envoya une colonne, commandée par le capitaine Marchand, qui atteignit Fachoda, sur le Nil, peu avant l'armée anglo-égyptienne de Kitchener. En octobre 1898, la guerre semblait inévitable. Mais Marchand avait deux cents hommes et Kitchener vingt mille. La France céda, en échange de compensations territoriales en Afrique centrale. Les perfs des Français restaient cependant à vif, et quand la Grand-Bretagne entreprit l'année suivante la conquête des républiques boers d'Afrique australe, l'angiophobie en France atteignit des sommets.

La vibration érotique de Paris »

Paris et Londres savaient pourtant qu'elles ne pourraient plus savourer les délices de ce duel sans compter avec les autres puissances européennes. Au fond d'elle-même, la France n'avait pas renoncé à l'Alsace-Lorraine ; l'Allemagne la surveillait, et son étatmajor rêvait à nouveau d'en découdre. Dès 1875, à la demande du gouvernement français, la reine Victoria et le tsar intervinrent à Berlin, et l'Allemagne mit ses menaces en sourdine. L'Angleterre pour sa part était surtout inquiète du programme navai aile-mand et peut-être plus encore des visées russes en Asie et dans l'Empire ottoman en décomposition.

Dès le début du règne de Napoléon III, la tension entre Londres et Saint-Pétersbourg avait fourni à l'empereur l'occasion de liquider les séquelles de la Sainte-Alliance, qui avait abattu son oncle, en s'alliant à la Grande-Bretagne contre la Russie. Victoria n'aimait pas les Français et se méfiait du neveu de l'a ogre », mais la guerre de Crimée se révéla plus dure que prévu. En 1855, en pleine bataille de Sébastopol, elle ne put refuser une invi-

Cette visite à Paris fut surtout remarquable par l'impression qu'elle fit sur le prince héritier, début de sa love affair pour la vie avec . la belle France » (Brook-Shepherd).

Le futur Edouard VII avait quatorze ans. Le puritanisme vic-torien l'étouffait. Il découvrit d'un coup la gaieté, l'élégance, la vie. De bals en chasse à courre, il passa une semaine féerique. . La vibration érotique de Paris et des dames de la cour a dû toucher au cœur cet adolescent bien bâti, mais très fruste, qui atteignait la puberté », écrit Brook-Shepherd. en soulignant que cet aspect de la visite fut ignoré des historiens jusqu'à ce qu'un Français, Phi-lippe Jullian, écrive, cent ans plus

tard: - Pour la première fois il

respira aux Tuileries cette

odore di femmina doni il a

suivi le sillage jusqu'à la mort.

Les jolies femmes parfumées qui l'embrassalent (n'était-il pas un

enfant?) lui faisaient aussi des

révérences (...), leurs décolletés découvraient des beautés que l'on

Le jeune Edouard ne voulait

pas rentrer à Londres. Impossible.

Mais dès qu'il fut libre de voya-

ger, et pendant une quarantaine d'années, le prince de Galles mul-

tiplia les séjours incognito en

France. Il plaisait par sa simpli-

cité, sa décontraction, sa bonne

humeur, et il se fit d'innombra-

bles amies et amis parisiens.

Quand il monte enfin sur le trône,

en 1901, il n'a de cesse de méta

morphoser les détestables rela-tions franco-britanniques.

moins de trois ans et la guerre des

Boers fait rage. Mais le roi est

pressé. A soixante ans, il juge que son devoir est d'abord de modifier

l'image que les Français se font de

son pays. Il - court-circuite - ses

ministres, donne des instructions

personnelles à son ambassadeur à

Paris et provoque une invitation du président Emile Loubet pour

De cer exercice protocolaire ba-

nai, le roi fera une opération di-

plomatique exemplaire, « la plus

importante expédition entreprise

dans les Temps modernes (...) à

l'extrême limite de la monarchie

constitutionnelle . En France, le

président Loubet est prudent,

mais Delcassé partage les disposi-

tions d'Edouard VII, quand il ne

les devance pas. Esprit pragmati-

que, ancien collaborateur de

Gambetta, sensibilisé au danger

allemand, il semble très isole au

Quai d'Orsay mais il aura le

temps d'agir : ayant accédé à la

tête de la diplomatie française au

moment de Fachoda, il y restera

Ouand le roi débarque à Paris

sept ans.

par un souverain britannique

une visite officielle en 1903.

Tâche ardue. Fachoda date de

voilait à Windsor. .

sur l'air de Viens poupoule, « Viens Mimile, viens Mimile, viens / Viens serrer dans tes bras / Edouard VII gros et gras . : d'autres fustigent "l'chourineur du Transvaal », mais d'autres encore nuancent leur opinion: « Si nous n'aimions guère / Tes mufles d'su-jeis. / Edouard mon vieux frère. / Toi tu nous allais. • An passage du cortège, des « Vive le roi ! - se melent aux - Vive Marchand! - et . Vive les Boers! », mais des « Vive l'Angleterre! », ne retentiront qu'à la fin de la vi-

de Fachoda sur les cartes du pays pour le remplacer par Kodok. A Paris, beaucoup font la fine bouche: « Nous ne sommes pas au Maroc, alors que les Anglais sont en Egypte : et puis : « Nous n'avons pas l'accord des Allemands... Ceux-cì, pourtant, ne s'alar-ment pas. « La flotte anglaise est incapable de sauver Paris . irogise le Kaiser. Par ses impru-dences et ses maladresses, il fera beaucoup pour transformer cette entente peu contraignante en une alliance efficace. Chaque pro-

Entre-temps, beaucoup de vocation allemande au Maroc choses se sont dites en peu de mots. Au débotté, Edouard VII a mène Londres à soutenir plus ouvertement Paris. Si la visite de Guillaume II à Tanger se solde par la mise à l'écart de Delcassé proclamé son « constant désir » proclame que son prix .. C'est Lloyd

chaude affection - entre les deux

pays. La soirée à la Comédie-

Française est un grand moment.

Le roi avait demandé que le Mi-

santhrope (- Je l'ai vu douze

fois ») fut remplacé par l'Autre

Danger, audacieuse comédie de

Maurice Donnay dont la jeune hé-

roîne épouse l'amant de sa mère.

Le roi, que la salle a fraîchement

accueilli, s'esclaffe franchement

applaudit très fort. A l'entracte, il

spectateurs, se précipite vers la

comédienne Jeanne Granier :

Vous personnifiez la grâce et

sa loge, il est salué par une ove-

Fachoda effacé des cartes

l'Hôtel de Ville: « Je me sens parmi vous comme si j'étais chez

moi - - puis à la revue de Vin-

cennes. La partie est gagnée.

Bientôt Robert de Flers et Cailla-

vet seront triompher sur la scène

le Roi, comédie inspirée de la vi-

dent français rend la politesse.

C'est au cours de ce retour, pré-

paré avec le même soin par

Edouard VII, que Delcassé amorce la négociation coloniale. Trois conventions sont signées le

8 avril 1904. Par la première, la

France renonce au monopole de la

pêche dans certains secteurs de

Terre-Neuve contre des avantages

au Soudan ; la seconde règle quel-

ques difficultés en Indochine, à Madagascar et aux Nouvelles-

Hébrides. La troisième est la plus

importante, mais elle est simple

dans son principe : la France et la

Grande-Bretagne échangent la li-

berté d'action au Maroc (sauf

aux abords de Gibraltar) contre

La portée de l'événement n'est

pas immédiatement perçue. Seul

lord Cromer, gouverneur britanni-

celle de la seconde en Egypte.

Dès le mois suivant, le prési-

(Notre avenir est sur l'eau ») qui consolidera l'alliance franco-britannique. Dès son avènement, le Kaiser avait proclamé sa volonté de porter sa flotte, alors presque inexistante, « à la uteur de l'armée ». En 1914, en effet, elle sera la deuxième du monde, mais à quel prix! Son ambassadenr à Londres l'avait depuis longtemps averti : il faut désormais chvisager une guerre anglo-alle-Après Agadir, Paris et Londres ré-

malgré l'appui dé-

après l'envoi d'une

inistre britannique

pays n'acceptera pas - la paix à tout

George, futur chef du

gouvernement de la

C'est surtout le défi

naval de Guillaume II

Grande Guerre.

partissent leurs escadres – aux Anglais l'Atlantique, la Manche, le mer du Nord ; ROULL aux Français la Méditerrannée – et s'engagent à se concerter en cas de risque de guerre (automne 1912). Simulta-

d'instaurer un - sentiment de nément, comme avec la France, l'Empire britannique se met d'accord sur la répartition des zones d'influence avec l'Empire russe. allié de la République française. La voie est ouverte à une « Triple entente » qui ne sera cependant pas une véritable alliance. L'Allemagne et l'Autriche se

seraient-elles lancées dans la guerre, si, au moment du danger, la Grande-Bretagne n'avait para éluder des obligations qui n'étaient pas formelles ? En 1914, bouscule le protocole, se mêle aux comme en 1938, le gouvernement de Londres poussa à l'extrême sa l'esprit de la France. - Tont Paris volonté de négocier. Le va le répéter et, à son retour dans 2 août 1914, alors que l'Autriche avait déclaré la guerre à la Serbie et l'Allemagne à la Russie tout en intimant à la France de se déclarer neutre, la Grande-Bretagne re-Même succès le lendemain à fusa d'assurer à celle-ci d'autre appui armé que la protection na-vale de ses côtes, conformément à l'accord de 1912. Le lendemain, le viol de la neutralité belge la libéra d'un cas de conscience. Lichnowsky, ambassadeur allemand à Londres, ne fut cependant pas surpris par son entrée en guerre. - Si l'Angleterre doit choisir entre la France et l'Allemagne écrivait-il en 1913, - elle se déci-dera pour la première », dont « le salut - est pour elle - une nécessité absolue ». Mais ce nouvel avertissement p'avait pas suffi.

✓ Une grande voionté d'illusions »

La Grande-Bretagne, qui joua un grand rôle sur mer, au Proche Orient et dans les offensives finales de Foch, sortit de la promière guerre mondiale moins exsangue que la France, mais tout de même très éprouvée, avec 743000 morts (plus du double qu'au cours de la seconde), soit un tué sur soixante-trois Britanniques en face d'un tué sur vingtneuf Français.

La paix rétablie, elle ne tira cependant pas la leçon de ces chif-

fres terribles. Comme au siècle fait littéralement effacer le nom précédent, elle se mit à redouter derechef la prépondérance française sur « le continent ». L'arri-vée de Hitler au pouvoir ne lui ouvrit même pas les yeux. Elle contraria toutes les velléités françaises d'associer Staline et Mussolini à un barrage contre le na-zisme. « Le Reich peut compter sur l'esprit de compréhension, de conciliation, de médiation de la Grande-Bretagne », écrit l'ambas-sadeur de France à Berlin, François-Poncet, en février 1935. Cinq mois plus tard, les Britanniques accordent à Hitler une flotte égale à 35 % du tonnage de la leur, au mépris du traité de Ver-

> Les Français, en crise ministéfrégate ellemande à Agadir (1911), un coup comme grande puissance mondiale par les Etats-Unis et l'URSS.

Depuis 1945, l'Entente cordiale, souvent offebrée verbalement, a perdu beaucoup de sa signification. Un repentir anachronique amena Paris et Londres à conclure à Dunkerque, en 1947, une alliance formelle contre une Allemagne en morceaux, exercice académique qui amorça pourtant, par un glissement paradoxal de l'histoire, tout le système d'alliances sur lequel leur sécurité est encore aujourd'hui fondée, et anquel, face à leur ancien allié soviétique, leur ancien adversaire alle-mand fut invité à adhérer.

La reconversion nécessaire

indiscutable, M. Heath.

Conseil européen de Bruxelles et les - renégociations - à répétition, le sentiment des autres Europée rejoint celui des Français dans le soupçon que les Britanniques, incorrigibles, préféreront toujours « le grand large » à l'Europe et s'accommoderaient sans larmes d'une éventuelle liquidation de la Communauté.

Ce qui manque aujourd'hui entre les Britanniques et les conti-nentaux, ce sont surtout la « cordialité » et la confiance, ce sont moins des accords techniques, comme ceux que l'on cherche à Bruxelles, qu'une reconversion psychologique de même ampleur que celle qui se produisit de part et d'autre de la Manche, il y a quatre-vingts ans.

MAURICE DELARUE

 $\int_{-\infty}^{\infty} d\tau = 2\pi$

rielle permanente, n'ont aucune tentation de transgresser « la grande volonté d'illusions » des Britanniques (Ch. Corbin, ambassadeur à Londres). Quand ils s'éveilleront, six mois après le dé-sastre de Munich dont Chamberlain fut le grand artisan, c'est en entendant les chars allemands rouler à Prague, trop tard pour la paix, trop tard pour la France, trop tard pour l'Europe, trop tard pour la Grande-Bretagne elle-même. Si grâce à Churchill, qui n'avait jamais pratiqué l'« appeasement », elle s'assit en 1945 au premier rang des vainqueurs, elle était désormais devancée de beau-

200

. 2 2 2 - 1

J.

35 S 10 W

The second second second

Park and the second sec

The fact of the second

1008 V Jr. 1 2 Jr. 12 M.

symmetric control of the first of the first

1.基本,作品 人名英格勒

E .7 17

COC ALC: 11

1,5 (2011)

 $2 - \epsilon \sigma (g) = \sigma^{\ast}$

44. A 15.

 $2 \cdot \left(A_i = \left(\left(A_i \right) + \left(\left(A_i \right) \right) \right) \right)$

Marie Committee Committee

RELECTION OF THE

And the second

Banks of the Charles

\$250 - 1 1767 kg/s

Markey or a contract to

Talker with the reserved fact.

-1 ::-#

78 454

4... 1 1297

Sharing tags

-2 --- -

Arrest or a

g ambanga s

3 . 4

STREY

4.50

la ver

Z - ---

MANELLEN DE REPRÉ

WES CONTRE UNE BASE

FROM DEMOCRATIQUE

The same of the same

er en de

A STATE OF THE PARTY OF THE PAR

And the second second second

Areas area area area

The same of the sa

The same of the same

Street Street Street

Sear Charge

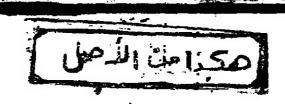
\$55 m 1 1 1 5 5

Le grand échec de l'Entente cordiale, c'est que, formée et reformée pour les guerres franco-allemandes, elle n'a pes survécu dans le paix. Il est vrai que la France, de Robert Schuman à Mitterrand, donna délibérément la priorité à la réconciliation franco-allemande; il est vrai aussi qu'en dépit de campagnes parfois nsensées de la presse britanniques contre l'« axe Paris-Bonn », les dirigeants britanniques comprirent cette préoccupation. Dans son appel de Zurich pour « une sorte d'Etats-Unis d'Europe » (1946), Churchill préconisait « une association de la Fance et de l'Allemagne », mais il écartait son pays de l'édifice. La Grande-Bretagne ne saisit même pas la main que Mendès France lui tendit et enterra, aussitôt que constituée, une Union de l'Europe occidentale pourtant tailiée à sa mesure (1954-1955). L'Angleterre européenne, parlant à l'unis-son de ses partenaires, agissant sans arrière-pensée, n'a existé qu'en 1973, alors que, membre de Communauté européenne, elle était gouvernée par un Européen

Aujourd'hui, après l'êchec du

(1) Sondage Gallup dans l'Express da 21/1/84.
(2) Gordon Brook-Shepherd: Uncle of Europe: Les citations sans référence, sur Edonard VII sont extraites de ce li-

Page 2 - Le Monde Dimanche 8-Lundi 9 avril 1984



le 1" mai, les Français chantent, que de l'Egypte (sans le titre),

Jour 1- Chillian

---Die bereift gefeicht 公治 "明明" 有 有 tree de Cappin 24 李文·**阿斯斯**斯 とはからか 神経 上沙生 海 一班 傳教教 MARKE WELL 一十二年 李明明 ---TABLES SAFERED BY In with the fee Color of the later than HALLES WAR TAKE · 数 14.3个496年

A LINES TOWN 對物面, 預 🍍 : 如此外不好 雅 The second secon ** *** *** CANAGE STATE The gridelessesses THE PART OF THE PARTY. AL & DECEMBER ! The state of the s HANGE CO. epicales parter. married Lin mil تنصانبه ويتها وتزور GENERAL TANKS California in the The second secon ** FE 18 tigation to the contract season andreit ein ein PRINCIPLE OF SERVICE

1 × 2.1.1/4 The Standard Christia an m. the their person THE PERSON Company of 第2年からいる AN SERVICE SE 1 2 82 prince frame ≥writing of the parent **克斯特斯斯 斯斯** The second of décarine and العادية أنويها في 医生物菌素 Reserve to the second er me me total A Martin with Description of Contractor is the black 2 A: 1 - 1 - 100 The wide interface Open in annual e muchilles de :

ra, ž∰a

Goglegit, La LETTUTION AU LIBAN lambée de violenc

STATES THE

المنطبقة المختدات

CONTRACTOR TO AND THUS PLEASE east weers an remains that the (an fin Senter THE R. A. الشويد في i region il the new of the at to believe BREEL STREET CL AT THE

the sit passes Tr. - 1 37 574 ing tracks after arrested to Corner Catholica STREET CHAN Santa II break TALL AMERICA SHE WEIGHT

On spanish Contracted Me O was returned to THE PERSON Francis is to internation to 74 THE 1-15 ME

ers 30 183 Lik di regerii

The second surface of Com States, & The state of the s The same of the sa The second secon it rudin j

Étranger

LES TROUBLES AU CAMEROUN

Les aléas d'une société bloquée

tensions qui agitent en profondeur la société camerounaise. Analyser celles-ci est un exercice plein d'aiéas, dans la mesure où ce pays, plus que d'autres, s'offre à une « grille de décodage » simple, c'est-à-dire, eu égard à sa diversité, simpliste, Certes, on peut calquer sur le Cameroun le prisme de la vieille rivalité Nord-Sud qui - apparemment - permet si facilement, en Afrique, d'expliquer les évolutions et les crises. Un exemple : M. Ahmadou Ahidjo. chef de l'Etat, nordiste, a, pendant tout le cours de sa présidence, privilégié les nordistes. Son successeur, M. Paul Biya, sudiste, est l'instrument - conscient ou non - de la revanche du sud. Ce n'est pas qu'il faille rejeter a priori cette explication. Mais elle n'est pas la seule. Ou plutôt, elle constitue davantage une conséquence qu'un point de départ.

mme au sieu mit a redend noch ance ha noch a lan un or ne hab ta neur hab vellenie ha altse et v.

contre le se prehension à chicition à

ediction is

e a Berly

i (étrier (m. 2 les Brigge sier une fles conneces

tonnage de l

n on the

Orbin and Quant Sapra ke San Cra-

its allenge

to tard par

rope, tropic

THIS PROPERTY.

· hurchia a

Qué l' sau

on the

armutette s

400 to 2000

Co New

Entente at

apass real

4-44g- 5]

repent 2

2716 21 2

Tube, et .

no carry

TALL TO

1877 32

7-70

17.51

11.05

Sher.

75.5

18CET

de És

, -g:

Seres to

1 Car Ta

1.374.34

Nº 2

30 337

1. 1.

1.50 7.

100

474 54

11.00

2.5

. . . . -

- 15 m

2500 Miller Control

1000

100 H117

5-80 医中部节点

700

.- Euro

3 1 2 2 2 2

Beres

تنديج و ا المساور الم

المال ا المال ا

4.

10.00

1.02

....

فمنجمناة

Elle peut même, si les gouver-nants camerounais choisissent la facilité, entraîner la dislocation du pays, voire la guerre civile. Il suffit pour cela de surenchérir sur le problème ethnique. M. Biya ne gouvernera pas longtemps le Cameroun en installant une suprématie du Sud sur le Nord. Cela, il ne l'ignore pas. Qu'il y ait de sa part une volonté de rééquilibrage n'est pas niable. Mais une telle action ne sera viable qu'à doses homéopathiques. La difficulté, pour le chef de l'Etat camerounais, est qu'en voulant réformer il se heurte à des pesanteurs qui sont autant de rentes de situation politiques, sociologiques et ethniques. On ne conduit pas sans risques une société conservatrice vers la modernité. Et les risques, on les voit à Yaoundé.

Le risque, c'était aussi d'aller dans le sens de la colère du peuple et des « conseillers », qui réclamaient, sans souci de l'avenir, et comme pour mieux se dédouaner de l'avoir si fidèlement servi, la « tête » d'Ahmadou Ahidjo. Plus condamnation à mort de l'ancien président furent une faute politique, bien vite avouée d'ailleurs par l'abandon de toute poursuite et de toute enquête contre les autres accusés - les ministres.

Lorsque, le 6 novembre 1982, M. Biya accède à la tête de l'Etat, il y a estime-t-il, pour éclairer son action, un contre-modèle : ce qui a La chose ne se fait pas sans aménagement un territoire), et été fait par son prédécesseur, tant douleur. Le personnel politique Oumarou Aminou (affaires étran-

Les affrontements de Yaoundé dans le domaine de la vie publi-ne sont que la partie spectaculaire que et politique que dans celui de et probablement caricaturale des l'organisation de la société. D'abord parce que, le premier, comme premier ministre, il a souffert du dirigisme de l'ancien président. En un sens, c'est à un véritable tour de force que s'est livré M. Ahidjo pour, tout en brisant le dynamisme individuel et collectif des Camerounais, faire du Cameroun un pays économimentairement et énergétiquement, et reconnu par les investisseurs étrangers comme étant l'un des « paris » les moins hasardeux parmi les pays situés au sud du Sahara. Mais, fondamentalement, la société camerounaise est une société bloquée. Même si, de l'extérieur, et par rapport à d'autres, elle apparaît

L'ouverture

Ayant fait le choix du « chanment, M. Biya se proclame le champion de l'« ouverture ». Réformiste », il entend faire sauter un à un les verrous. Et d'abord celui d'une administration pléthorique, largement incapable d'initiatives, lente à prendre et à suivre des décisions, d'un nationalisme exacerbé qui frise la zénophobie, méfiante à l'égard du secteur privé, et surtout centralisatrice. Ce sont les pesanteurs de cette administration qui font que, depuis six mois, les entreprises camerounaises tournent à perte, à force d'attendre l'homologation de leurs prix. Et comment les industriels suraient-ils pu faire preuve de dynamisme, dès lors que tous les marchés étaient décidés au sein d'une commission de trois personnes (dont le secrétaire général de la présidence) dépendant de la présidence de la République? M. Biya prend donc les moyens et charge des entreprises françaises spécialisées d'étudier une réforme globale de l'administration. Les premières décisions conneîtront d'application lors du dernier remaniement ministériel, le 4 février : une déconcentration de la présidence, une restructuration et une revitalisation des tâches des ministères, la création d'un ministère de l'informatique et des marchés publics (qui remplace la « commission à trois »).

nécessité et à la rapidité du « changement ». Les conséquences en sont tirées : quatre ministres (don't trois sudistes ...) quittent le gouver nement. Les rancœurs et les résistances, alors, se durcissent. Des rentes de situation disparaissent, des empires administratifs sont menacés d'éclatement, des gens qui, du temps du président Ahidjo, faisaient toute leur carrière dans l'administration de la endent brusquement compte que si la réforme et la volonté qui y préside vont jusqu'au bout de leur logique, c'en est fini d'une certaine époque.

Le choc de deux générations

C'est donc devant une certaine forme de mutation que la société camerounaise renâcle. Il y a dans cette attitude une constante de la société africaine, c'est-à-dire le choc de deux générations, le cli-vage entre les « anciens » et les « modernes », les conservateurs et les réformistes. Cette clé-là ouvre bien des portes dans la compré-hension de la vie camerounaise, pour peu que l'on veuille voir audelà de la querelle Nord-Sud. Pourtant, c'est vrai que le prisme ethnique apperaît toujours à un moment ou à un autre, dans la mesure où, souvent, il sert à masquer des conflits plus essentiels. Ainsi, il y a, dans l'entourage de Paul Biya, des bommes qui veulent « casser » le « système

Sont-ils pour autant des revanchards sudistes » ? Sans doute y en a-t-il parmi eux. Mais les ministres ou conseillers qui ont le plus d'influence suprès du chef de l'Etat ne sont pas tous originaires des régions Sud. Certes, dans l'entourage immédiat du président, on trouve des « sudistes » : M. Mataga, directeur du cabinet du chef de l'Etat, qui est bassa et incarne la sensibilité très nationsliste de cette ethnie du Sud; MM. Ngango, et Doumba, ministres chargés de mission à la prési-dence, sont respectivement originaires du Centre-Sud et du littoral. Ce sont sans doute oux les un « geste » de la part de Paris. plus chauds partisans de l'« ouverture », voire les défenseurs du multipartisme. Mais MM. Sadou Hayatou, ministre de l'agriculture, Youssonfa Daouda (plan et aménagement du territoire), et

gères) ont, bien que tous trois - nordistes », un rôle politique

Ce qui se passe au Cameroun a une importance politique essentielle. D'abord pour le Cameroun. ensuite pour l'Afrique, enfin pour la France. Les événements de Yaoundé peuvent être lourds de conséquences pour l'unité du Cameroun dans la mesure où, si M. Biya rétablit la situation, il sera tenté - ou forcé - de faire « tomber des têtes », ce qui sera interprété (ou déformé), à tort ou à raison, comme une revanche de caractère ethnique. Dans ce cas. la machine répressive peut s'emballer. Si l'expérience Biya échouait, cels aurait une portée considérable sur le continent : avec le Sénégal, le Cameroun est en effet l'un des pays sur lesquels se fondaient le plus d'espoirs. Un échec serait désespérant pour toute une génération d'Africains qui croient en une certaine forme

de démocratie. Pour la France, c'est notamment un pertenaire économique : le deuxième dans l'Afrique sudsaharienne; un des trois principaux bénéficiaires de l'aide francaise, I'un des rares pays africains avec qui une coopération industrielle est possible. Sur le plan géo-politique, le Cameroun sert d'escale (au nord) pour des avions qui assurent une partie du ravitaillement de l'opération Manta au Tchad. Avec le Sénégal. la Côte-d'Ivoire et le Gabon, c'est l'un des maillons du camp « pro-occidental » sur qui, outre la France, les Etats-Unis comptent beauconp. C'est aussi au Cameroun que l'influence de la culture française a laissé le plus de traces et que les élites intellec-tuelles sont les plus nombreuses.

Or depeis la brouille publique entre MM. Ahidjo et Biya, la diplomatie française n'a pas marqué beaucoup de points à Yaoundé. Les Camerounais ont cu le sentiment que Paris refusait de choisir entre les deux hommes, au mépris de la « légalité républicaine » qui devait forcement faire pencher la balance en faveur du chef de l'Etat en titre. Yaoundé, ces dernières semaines, attendait

C'est donc aussi parce que le Cameroun est porteur de tous ces enjeux externes qu'il ne peut se permettre d'user ses potentialités en des luttes fratricides.

LAURENT ZECCHINU.

L'armée loyaliste aurait barré la route aux mutins

(Suite de la première page.)

Plus tard, vers 23 h 30, la radio nationale avait diffusé un communiqué des forces restées fidèles au chef de l'Etat, invitant la population à rester chez elle « pour permettre aux forces loyales de nettoyer les dernières poches de résistance ». Selon ce message radiodiffusé, les troupes gouvernementales avait « la situation bien en main ». Ce samedi matin, après avoir interrompu ses émissions à plusieurs reprises au cours de la nuit, la radio aurait repris

A Paris, on suit très attentivement la situation, et M. Guy Penne, conseiller du président de la République pour les affaires africaines, a réuni, vendredi après-midi, une cellule de crise. Il

ministre des finances du Cameroun, M. Etienne Tsama, qui se trouve à Paris pour la réunion des ministres des finances franco-

L'Elysée aurait d'ailleurs été saisi de plusieurs demandes de dant à la France d'apporter son soutien an président Biya. Selon certaines sources, celui-ci s'attendait à des troubles à Yaoundé. Les mesures qu'il aurait prises jeudi 5 avril, destinées à se débarrasser de certains officiers de la garde républicaine, auraient fait suite à des rapports, en provenance de l'ambassade du Cameroun à Paris, évoquant le « noyautage - de la garde et invitant le chef de l'Etat à réorganiser sesdevait recevoir ce samedi matin le services de sécurité.

Une armée bien encadrée

Forte de sept mille oinq cents ommes environ, l'armée camerouneise est principalement áqui-pée de matériels français et, depuis 1981, elle a sansiblement augmenté les effectifs de ses forces terrestres. A cet ensemble, il convient d'ajouter les forces paramilitaires, c'est-à-dire le garde républicaine et des grou-pements régionaux de sécurité qui rassemblent environ cinq

Avec plus de six mille six certs hommet, l'armée de terre est la force principale : quatre betaillone d'infenterle, un escadron de blindés légers de reconsaissance, une compagnie para-chutiste, le tout doté de chars), britanniques et améri-

ment six avione de combat Alpha-Jet de conception francoallemande, pour des missions d'appui tactique au sol et antiguérilla. Elle dispose également de plusieurs hélicoptères français (des Alouette, des Gazelle antichara et des Puma). La marine a. de son côté, deux canonnières rapides lance-missiles antisurface Exocet et des anciens patrouilleurs côtiers français.

De nombreux officiers et sousformés dans des écoles militaires en France (mais aussi aux Etata-Unis et en Chine) et la présence militaire française set de l'ordre niques aux termes d'un accord de défense de février 1974.

Guinée

Les syndicats sont autorisés à reprendre leurs activités

vogui, le régime du colonel Lansana Conte a décidé, vendredi 6 avril, la récuverture au trafic international

Selon le ministre israélien de la défense

L'ÉGYPTE VIOLE DES CLAUSES MILITAIRES

DU TRAITÉ DE CAMP DAVID M. Moshe Arens, ministre israé-lien de la défense, a déplocé, ven-dredi 6 avril, la mise en place par l'Egypte, au Sinaï, d'une infrastruc-ture militaire suffisante pour quatre divisions, ce qui est contraire au traité de Camp David. Interrogé par la radio israélieme, M. Arens a déclaré que l'annexe militaire du traité ne définissait pas les dimensions de l'infrastructure que l'Egypte serait autorisée à implanter à l'ouest du ca-

autorisée à implanter à l'ouest du canal de Suez, mais qu'il indiquait
clairement que Le Caire ne pourrait
y déployer plus d'une division.

M. Arens, partisan de la ligne
dure opposée aux accords de Camp
David, a souligné les craintes de son
pays quant aux possibilités de
l'Egypte de déployer rapidement
une force bien plus importante que
celle prévue par le traité.

En rendant le Sinal et ses puits de

En rendant le Sinal et ses puits de pétrole à l'Egypte, Israël avait payé un prix très élevé et « nous voulons à présent profiter du prix que nous avons payé », a précisé M. Arens, avons papé », a précisé M. Arens, ajoutant que son pays n'avait pas renoncé au Sinal pour, en échange, accueillir un ambassadeur d'Egypte à
Tel-Aviv de 1979 à 1982. Par ailleurs, M. Abba Eban, ancien ministre des affaires étrangères travailliste, est rentré tendredi d'Egypte
où il s'était entretenu avec le président Monbarak et d'autres diri-- (Reuter.)

Trois jours après le conp d'Etat de l'aéroport de Conakry. Les syndimilitaire qui a renversé le gouvernement provisoire de M. Lansana Béa-ganisations de masse le 3 avril, ont, ganisations de masse le 3 avril, ont, d'autre part, été autorisés à reprendre leurs activités pour « défendre les intérêts des travailleurs ». L'Eglise de Guinée a exprimé, par la voix de Mgr Robert Sarah, archevêque de Conacky, sa « sincère adhé-sion » au programme et aux objec-tifs du Comité militaire de redressement national (CMRN), et redressement national (CMRIN), et donné l'« assurance de sa disponibilité » pour participer à leur réalisation. « C'est l'ocassion pour notre pays de donner à l'Afrique et au monde une leçon d'humanité qui résiste à toutes les tentatives de ran-cure et de vengeance », a indiqué Mgr Sarab.

Le chef de l'Etat de Guinée-Bissau, le général Joso Bernardo Vicira, a, d'antre part, indiqué qu'il avait demandé aux nouvelles autoavait demande aux nouveries auto-rités de Conalcry « d'épargner la vie des membres de la famille du dé-funt président Sekou Touré, ainsi que celle des anciens dirigeants du pays ». Cette requête a été exprimée après que les dirigeants guinéens en-rent exprimé à l'ambassadeur de Guinée-Bissan à Conakry « leur désir de resserrer et de développer les liens traditionnels d'amitié et de coopération qui unissent les deux

Enfin, l'association des familles françaises de prisonniers politiques en Guinée, présidée par M® Nadine Barry, s'est également félicitée des décisions prises par le CMRM. « Elle regrette seulement que la France alt fait l'éloge sans réserve du grand dictateur disparu et s'étonne que le gouvernement fran-çais n'ait pas déjà proposé l'aide pharmaceutique de première ur-gence nécessaire aux rescapés des camps de la mort. » Elle a, d'autre part, demandé au Quai d'Orsay de réclamer la liste des prisonniers lident Moubarak et d'autres diri-geants égyptiens, qui ont tous ex-primé leur soutien au traité de paix. l'évasion présumée d'Abdoulaye Barry, époux de M™ Barry.

LA SITUATION AU LIBAN

Flambée de violence à Beyrouth

De notre correspondant

Bevrouth. - Après une folle soirée de bombardements qui, elle-même suivait un après-midi très violent, un cessez-le-fen a mis fin, le vendredi 6 avril à minuit, aux tirs d'obus qu'échangeaient les deux sec-teurs de Beyrouth, sans arrêter les

RAID ISRAÉLIEN DE REPRÉ-SAILLES CONTRE UNE BASE DU FRONT DÉMOCRATIQUE

Tel-Aviv (Reuter). - L'aviation israélienne a bombardé, samedi matin 7 avril, un bâtiment servant de base à des fedayin palestiniens dans la ville de Bhamdoun, à une quinzaine de kilomètres au sud-est de

Un porte-perole de l'armée israé-lienne a précisé qu'il s'agissait d'un ancien hôtel utilisé par le Front démocratique de libération de la Palestine (FDLP), de M. Nayef Hawat-

Ce groupe avait revendiqué l'attaque qui avait fait quarante-huit blessés, lundi dernier, dans le centre de Jérusalem. Selon le porte-parole, qui n'a pas précisé les résultats du raid, tous les appareils y ayant participé ont regagné leur base sans encombats le long de la ligne de front. Deux morts, deux servantes éthio-piennes, échouées ici par suite des vicissitudes de la vie, et six blessés ont été dénombrés à Beyrouth-Est; 2 morts et 14 blessés à Beyrouth-

L'origine directe du brusque dé-chaînement de violence qui a fait vo-ler en éclais la demi-trêve en vigueur depuis une dizaine de jours est un malentendu mineur sur la voie de passage du Musée, la seule reliant les deux parties de la ville, où les forces adverses sont pourtant désengagées. Cependant, la cause profonde, estime-t-on, est le prochain sommet entre le président syrien Hafez El Hassad et le président libsnais Amine Gemayel, qui serait donc précédé de la classique montée

On considère ici que le président Gemayel se comporte depuis plus d'un mois, en fait depuis sa précédente rencontre avec le président Hassad fin février, d'une manière satisfaisante par Damas et n'entreprend rien sans en référer aux Syriens. Il tenterait d'obtenir de Damas la fin définitive des combats. Cela étant, personne ne s'évertue à surévaluer le pouvoir de la Syrie sur les milices de Beyrouth-Ouest, où, malgré la suprématic d'Amai (chitte) et du PSP (druze), les groupuscules fleurissent, ni à sousévaluer l'intérêt d'Israël à relancer

Le président Gemayel a été précédé à Damas par deux émissaires, MM. Michel Samaha et Jean Obeid; le premier s'est entretenu vendredi avec l'un des chefs de l'op-position, M. Walid Joumblatt, en présence du médiateur saoudien, M. Rafic Hariri.

La visite du chef de l'Etat libanais à Damas est prévue, en prin-cipe, pour mardi ou mercredi pro-chain. Elle interviendra alors que Syriens et Israéliens concentrent des forces dans la Beksa. Effectuant une tournée remarquée au Liban, M. Karen Brutens, membre du comité central du Parti communiste soviétique, a lancé une mise en garde à Israël en déclaram : « Israël ierait très cher une attaque contre paierait très cher une aumque la Syrie. Le gouvernement israélien connaît la puissance de la Syrie et sait qu'elle recevrait également de l'aide de ses alliés et amis. »

Selon les informations en provenance de la Beksa, une unité blindée syrienne, composée de chars T-62 et T-72, serait arrivée en renfort au cours des dernières quarante-huit heures. Les forces palestiniennes pro-syriennes présentes dans la Be-kan auraient été déplacées vers la ligne de démarcation, face à l'armée israélienne. Selon les experts occiles troubles grâce à son alliance re- dentaux, les forces syriennes dans la

nouvelée avec les Forces libenaises Bekaa seraient composées de (milices chrétiennes) à Beyrouth- 25 000 hommes, face à environ

Maigré tous ces préparatifs, les milieux bien informés de Beyrouth continuent à ne pas croire à un af-frontement syro-israélien imminent de grande envergure.

LUCIEN GEORGE.

 La guerre du Golfe. — Des arti-ficiers américains ont désamorcé un missile Exocet qui s'était logé sans exploser dans la coque d'un pétrolier grec près du détroit d'Ormuz, a aanoncé le vendredi 6 avril le Pentagone. Une équipe d'artificiers a été envoyée à la demande des proprié-taires du navire, le Filikon, atteint par la chasse irakienne le 27 mars. – (Reuter.)

Edité par la S.A.R.L. le Monde Gérant : Ancieus directeurs : Hubert Beuve-Mêry (1944-1969) Jacques Fauret (1969-1982)



Reproduction interdite de tous articles sauf accord avec l'administration Commission paritaire des journaux et publications, nº 57 437 ISSN: 0395 - 2037

Etranger

Allemagne fédérale

La visite de M. Mittag confirme les bons rapports actuels entre Bonn et Berlin-Est

Correspondance

Bonn. – Le chancelier Helmut Kohl a reçu vendredi 6 avril à Bonn M. Günter Mittag, membre du bureau politique du parti communiste de RDA, pour évoquer la prochaine visite en Allemagne de l'Ouest du numéro un est-allemand, M. Erich Honecker, dont la venue cet au-tomne a été confirmée par le porteparole du gouvernement de Bonn.

Le séjour en RFA de M. Mittag, qui s'est également entretenu avec le ministre ouest-allemand de l'économie, M. Lambsdorff, et le ministredent de Bavière, M. Franz-Josef Strauss, a notamment permis d'évoquer la coopération interallemande dans le domaine de l'environnement et les moyens de renforcer les échanges entre les petites et moyennes entreprises. Dans un com-muniqué commun publié vendredi à Bonn, les deux Allemagnes ont réaffirmé que le développement de leurs relations constituait une « contribu-tion importante » au maintien de la

Les bonnes dispositions actuelles entre Bonn et Berlin-Est ont été confirmées par le règlement du cas des trente-cinq ressortissants est-allemands réfugiés depuis cinq se-maines à l'ambassade de RFA à Prague. Ceux-ci ont regagné la RDA vendredi avec l'assurance de recevoir une autorisation d'émigrer à l'Ouest. Le porte-parole du chancelier, M. Boenisch, qui s'est félicité « des développements positifs en RDA dans le domaine humanitaire », a lancé une nouvelle mise en garde à l'encontre de ceux qui seraient encore tentés dans l'avenir d'utiliser les ambassades occidentales pour « forcer leur sortie de RDA . « Ceux qui seraient tentés de le faire – a-t-il dit – se retrouveraient bien vite à la fin de liste d'aq-tente. » – H. de B.

Pologne

Accord de compromis dans la « guerre des crucifix »

Varsovie (AFP). - Le conflit de Mietne, à 70 kilomètres au sud-est de Varsovie, où quelque quatre cents élèves avaient occupé les 6 et 7 mars dernier leur groupe scolaire agricole pour protester comre le re-trait des crucifix de leurs salles de classe, a été résolu vendredi 6 avril par un compromis, a-t-on appris de source officielle sur place.

Le directeur de l'établis M. Ryszard Domanski, a indiqué à l'AFP que les négociations entre l'Eglise et les autorités avaient abouti et que les cours pourraient re-prendre hindi matin. Selon le direcprendre annu mann. Seron se arrec-teur, le compromis prévoit que les crucifix ne seront pas réinstallés dans les salles de classe, mais qu'ils le seront dans la salle de lecture et l'internat de l'école.

Deux enseignantes qui avaient été licenciées pour avoir pris parti en favour des élèves, seront réintégrées dans leurs fonctions. Aucune représaille ne sera prise contre les six cents élèves de l'établissement, a ajonté le directeur. Ceux-ci n'auront pas à signer de déclaration d'allé-geance laïque et pouront tous réintégrer leur classe, y compris ceux d'entre eux (deux cents environ) qui avaient déjà décidé de s'inscrire dans d'autres groupes scolaires.

Au cours d'une messe célébrée vendredi après-midi à Garwolin, près de Mietne, devant milie cinq cents jeunes arborant des crucifix sur la poitrine, l'évêque du diocèse et principal négociateur de l'Eglise dans cette affaire, Mgr Mazur, a tiré les conclusions du conflit en lançant un avertissement aux autorités : Vous n'arriverez jamais à vaincre Dieu ., a-t-il dit. A la fin de la messe, une jeune fille a lu, au nom des lycéens de Mietne, un message de remerciements « aux efforts déployés par Mgr Mazur ». Le directeur de l'école - nous a promis que nous pourrious assister aux cours en arborant des crucifix sur la poitrine », a affirmé la lycéenne.

L'armistice intervenu à Mietne ne règle pas pour autant la confrontation larvée qui oppose depuis plu-sieurs mois l'Eglise à l'État. A preuve, l'impasse des discussions sur la création d'un statut juridique de l'Eglise, qui ont été récemment « gelées » sine die, a-t-on appris ven-dredi de source sûre à Varsovie. En

revanche, le Fonds d'aide à l'agriculture privée, que l'épiscopat polonais souhaite mettre en place, dispose depuis vendredi d'un cadre juridique légal, avec l'adoption par la Diète d'une loi prévoyant que Polonais ou étrangers pourront créer des fonds d'aide ayant leur siège en Pologne, pour « la réalisation d'objectifs sociaux ou économiques conformes aux intérêts essentiels » du pays.

Le texte assure néammoins, au « ministre compétent », de larges prérogatives de contrôle : il pourra refuser la création d'une fondation dont les statuts ou les objectifs ne seront pes conformes à la loi, bloquer la réalisation de projets, annuler des résolutions et, s'il le fant, suspendre la direction pour la remplacer par

L'épiscopat négocie depuis l'été dernier avec le gouvernement les modalités de la mise en place de ce Fonds d'aide à l'agriculture privée (80 % des terres en Pologne), doté de 5 milliards de deutschemarks (15 milliards de franca) qu'il pense cillir en plusieurs étapes auprès

 Une protestation de Madrid. ssade d'Espagne à Paris a remis, le vendredi 6 avril an Quai d'Orsay, une note de protestation à propos d'une séquence de l'émission Résistances », diffusée jeudi 5 avril sur Antenne 2 et consacrée à l'organisation séparatiste basque ETA militaire. Les déclarations des militants de l'ETA recueillies par les journalistes du magazine de Bernard Langiois ont été qualifiées à Madrid, par le ports-parole du gouver-nement espagnol, M. Sotillos, de « claire apologie du terrorisme »,

• Londres et l'UNESCO. - La Grande-Bretagne « reconsidèrera son appartenance à l'UNESCO à la sin de l'année si, d'ici là, un certain nombre de réformes n'ont pas été effectuées par l'Organisation», a-t-on appris jeudi 5 avril auprès du ministère britannique du développement outre-mer. Le porte-parole de ce ministère a critiqué certains pro-grammes de l'UNESCO et « les dépenses excessives engagées au siège de l'Organisation au détri-

Deux cents Vietnamiens auraient été tués lors des accrochages à la frontière khméro-thailandaise

Les incidents vietnamothailandais de ces deux dernières semaines sur la frontière du Cambodge ont fait environ deux cents morts du côté victnamien, a affirmé samedi 7 avril, à Bangkok, le géné-ral Chaowalit Yongchaiyuth, chef d'état-major adjoint de l'armée de terre thallandaise, an retour d'une tournée sur le site des accrochages.

D'autre part, les maquisards khmers rouges ont admis pour la première fois, samedi, avoir perdu une de leurs bases et avoir en des morts dans leurs rangs au cours de combats avec les forces vietnamiennes dans une autre zone du Cambodge, en bordure de la Thailande.

Pour sa part, l'agence cambod-gienne de presse SPK, reçue à Hanoi, a affirmé samedi que lmi cents « Khmers réactionnaires » out été mis hors de combat entre le 2 et le 29 mars. Le terme « réactionnaire», selon la terminologie de Phnom-Penh et de Hanoï, englobe aussi bien les Khmers rouges que les partisans des deux dirigi communistes — le prince Sibanouk et son ancien premier ministre Son Sann — de la résistance antivietnamienac au Cambodge. -

PARFUMERIE, COSMÉTIQUE, SAVONNERIE, PLASTIQUES matériel de fabrication et de conditionnement (neuf - occasion revisée - installations)

Sté STUDEX 52, rue Saint-Germain 27000 EVREUX

Tél., Evreux: (32) 38-17-56 ou Paris: 585-85-86

de l'Amérique centrale

Le « Big Brother »

droite, qui est soupçonné de liens avec les Escadrons de la mort ?

de plus en plus net au Honduras,

L'engagement américain est

Un engagement croissant

laire du porte-parole militaire américain à Tegucigalpa, est en

cours de construction à Jamas-

tran, dans une vallée plantée de

De notre envoyé spécial.

Tegucigalpa. - Que veulent les Etats-Unis en Amérique centrale? D'abord, sans doute, stopper la progression révolutionnaire, mettre en échec les mouvements de guérilla au Salvador et au Guatemala, affaiblir le plus possible le régime sandi-niste du Nicaragua. M. Reagan le répète depuis janvier 1981 : l'Amérique centrale, arrière cour des Etats-Unis, est devenue un lieu de confrontation directe entre l'Est et l'Ouest. L'Union soviétique et Cuba s'efforcent de conquérir de nouvelles positions dans la région

Si le Salvador tombe, dit M. Reagan - et M. Kissinger a dit la même chose en janvier dernier en présentant son rapport sur l'Amérique centrale, - le Honduras et le Guatemala tombent aussi. Le Mexique sera menacé. La crise est · aigué » et il faut s'en occuper immédiatement en accroissant l'aide militaire et économique. Du beurre et des canons, en somme.

A voir la dure bataille livrée au Congrès par l'administration Reagan pour obtenir de nou-veaux crédits militaires en faveur du gouvernement salvadorien et des organisations armées anti-sandinistes basées au Honduras, on a l'impression que les tiroirs sont presque vides. En fait, l'accroissement de l'aide militaire et économique à l'Amérique centrale est spectaculaire depuis 1979. Elle atteint, en 1984, 500 millions de dollars des assistances « indirectes ») et près de un 1 500 millions de dollars pour l'économie. Pour le seul Salvador, l'aide globale a été multipliée par quarante en six ans. La commission Kissinger recommande une assistance économique de 8 milliards de dollars pour les cinq prochaines années et un accroissement « dramatique » de l'aide militaire.

Quitte ou double au Salvador

Les Etats-Unis s'engagent de plus en plus. C'est évident au Salvador, où ils jouent à quitte ou double en précipitant une élection présidentielle que les dirigeants salvadoriens n'étaient pas très pressés d'organiser. Il a fallu que des envoyés spéciaux de la Maison Blanche – à commencer par le secrétaire d'Etat, M. Shultz - fassent énergiquement pression sur le gouvernement de M. Magana et lui mettent le marché en main : « Pas d'élections, pas d'argent ». Une aide exceptionnelle de 10 millions de dollars a été allouée au Salvador pour l'organisation du scrutin du 25 mars.

Le résultat est ambigu. Le taux de participation a été seulement de 50 %. Près d'un demimillion de Salvadoriens n'ont pas pu voter parce que les perfectionnements techniques souhaités par les Américains - et destinés à éliminer toute tentative de fraude - étaient trop compliqués pour un pays en guerre, qui a six cent mille citoyens en exil alors que six cent mille autres sont des personnes « déplacées » dans leur propre patrie. En outre, le résultat n'est pas acquis. Celui que Washington considère comme le moins mauvais des deux candidats encore en lice, le démocratechrétien Duarte, n'est pas certain de l'emporter au deuxième tour. Une élection démocratique de M. Roberto d'Aubuisson à la présidence accroîtrait les difficultés de M. Reagan au Congrès. Comment pourrait-il justifier, en effet, le soution total des Etats-Unis au dirigeant de l'extrême

caféiers, à une trentaine de kiloprogressivement transformé en base d'opérations contre la guémètres de la frontière. C'est rilla salvadorienne et les sandiaussi l'un des repaires des comnistes nicaraguzyens. En 1983, mandos de la « contra » (contreles Etats-Unis ont commencé de révolution) engagés dans des acmettre en place une infrastruc-ture militaire solide : bases nations armées au Nicaragua. La matériel lourd pour construire la vales et aériennes à La Ceiba, à piste de Jamastran a été débar-Puerto-Cortes et à San-Lorenzo, qué la semaine dernière à Sanreliées au quartier général de Lorenzo, dans le golfe de Fon-Palmerola, à une centaine de kiseca, et transféré aux hommes lomètres de Tegucigalpa. du bataillon du génie. Les deux pistes de Jamastran et de Cucuyagua seront utilisées pour les « exercices spéciaux » à proxi-Les « muscles » mité des frontières du Salvador de l'Amérique et du Nicaragua, jusqu'à la fin juin. En 1983, les manœuvres Grand-Pin II s'étaient officielle-Ils ont installé un centre d'entraînement militaire régional, le CREM, à Puerto-Castilla, sur la ment déroulées à une très grande distance des frontières. Un seul côte atlantique : plusieurs mil-liers de recrues bonduriennes, incident : un hélicoptère américain avait été mitraillé par les sandinistes, et le pilote américain aussi salvadoriennes, ont suivi depuis un an des cours antiavait été tué. guérilla. Des unités américaines Cette fois, la volonté de ont participé à des manœuvres combinées aux côtés de troupes

« montrer les muscles » de très près est manifeste. Et le risque



du Honduras. Le secrétaire d'Etat à la défense, M. Caspar Weinberger, et le général Gorman, commandant en chef du Southern Command, basé dans la zone du canal de Panama, sont venus à plusieurs reprises superviser ces exercices destinés, dans un premier temps, à montrer les muscles » de l'Amérique et à dissuader sandinistes et guérilleros salvadoriens. Depuis le début de l'année, on

a encore monté la barre. Des ap-

pareils de reconnaissance (Mo-

hawk et Beechcraft, basés à Palmerola, et RC-130, venant de la base Howard, près de Panama) participent directement depuis trois semaines à la guerre salvadorienne. Ils transmettent leurs informations - à l'état-major de l'armée salvadorienne ou directement aux conseillers militaires américains qui assistent les unités en opération. Théoriquement, ces appareils ne sont pas armés. Mais un « incident » peut toujours se produire. De nouvelles manœuvres, plus offensives, ont commencé le la avril. Des convois, tous phares aliumés, roulent vers Santa-Rosa et Cucuyagua, dans l'ouest du Honduras et au nord du département salvadorien de Chalatenango, l'un des fiefs de la guérilla. Des bulldozers de l'armée américaine préparent une nouvelle « piste d'assaut » dans ce secteur : quatre cents GI du bataillon du génie, venant de Fort-Lewis, dans l'Etat de Washington, transforment une simple méchante piste de terre en base capable de recevoir les C-130 géants de transport de troupes et de matériel lourd. La frontière est à une quarantaine de kilomètres : des « muchachos » salvadoriens la franchissent à l'occasion pour échapper aux opérations de ratissage. Là aussi, des cincidents » sont possibles.

Une seconde « piste d'assaut », pour employer le vocabu-

de dérapage est accru à l'occasion des nouvelles manœuvres baptisées Grenadier I, qui doivent mobiliser plusieurs milliers de soldats. Pour la première fois, ces unités américaines vont se trouver à proximité du champ de bataille salvadorien. Le général Gorman, dont on affirme qu'il souhaite utiliser cette « force » et ne pas sculement la montrer, est arrivé mercredi 4 avril à Tegucigalpa pour inspecter les unités américaines. Et anssi, sans doute, pour faire un bilan à la fois politique et militaire avec l'ambassadeur des Etats-Unis, M. Negroponte, à la suite du limogeage surprise du général Alvarez, ancien commandant en chef des forces armées honduriennes, et partisan, ini aussi, de la manière forte.

Le soutien aux « contras »

Le général Alvarez avait carrément proposé, à plusieurs re-prises, que le Honduras déclare la guerre au Nicaragua. Son éviction - par des colonels mécontents de ses méthodes autoritaires - ne remet pas en cause les manœuvres américaines. Elle peut introduire un bémol dans la ligne diplomatique de Tegucigalpa et permettre une certaine détente entre le Honduras et le Nicaragua. Encore que les « contras », qui dépendent directe-ment de la CIA, n'ont pas la moindre intention de baisser les bras. Le départ du général Alvarez, l'un de leurs plus fermes soutiens au Honduras, peut les êner pour leurs déplacements. L'armée hondurienne sera sans doute moins complaisante. Mais les opérations de sabotage, en particulier le minage des ports de la côte pacifique du Nicaragua par des équipes très spécialisées, vont se poursuivre. Et c'est jusqu'à présent la menace la plus

grave pour la région de Mana

Grave, mais pas suffisante. Le déploiement militaire des Etats-Unis en Amérique centrale est spectaculaire, mais il ne peut, à hui seul, faire la décision. Âu Salvador, l'armée est en progrès, mais la guérilla aussi. En 1981 les mesures prises par Washington contre le Nicaragua avaient un objectif précis et limité : obtenir des sandinistes qu'ils cessent tout envoi d'armes à la guérille salvadorienne. Le radar américain sophistiqué installé sur l'île du Tigre, dans le golfe de Fonseca, est censé surveillé les mouvements de bateaux « clandestins ». A en croire les conseillers américains à San-Salvador, le trafic continue. De toute manière, la moitié du matériel militaire livré par les Etas-Unis à l'armée salvadorienne passe de l'autre côté, dans les mains de la guérilla. De ce point de vue, c'est bien le Vietnam, à une petite écheile. Il est ciair aujourd'hni que, pour réduire la guérilla salvadorienne, il faut aller la chercher. Ses échecs politiques - en

mars 1982 et en mars dernier n'affaiblissent pas se résolution. L'armée salvadorienne paraît hors d'état, à court terme, de l'emporter seule. En fait, l'engagement militaire américain favorise l'escalade et peut déboucher sur une intervention directe des Etats-Unia Même impasse au Nicaragua: les sandinistes sont affaiblis par les coups de la contra », mais pas à genoux. S'ils tiennent jusqu'en novembre, jusqu'aux élections, ils peuv énssir à légitimer leur pouvoir révolutionnaire et placer ainsi l'administration américaine dans une situation délicate, et inverse de celle du Salvador : comment continuer à exercer une pression militaire dont le but est le renversement d'un régime confirmé par des élections ?

Beaucoup d'occupations ou de € débarquements »

Ce n'est pas la première fois que les États-Unis interviennent militairement en Amérique centrale. Depuis le début du siècle, ils ont occupé à plusieurs reprises le Nicaragua et déharqué au Honduras. Pour défendre leurs ressortissants et plus souvent leurs intérêts, ou pour se porter au secours d'un président ami ». Les « marines » ont affronté pendant cinq ars la guerre de guérilla de Sandino. Puis Somoza, le fondateur du « clan », mis en selle par les Américains, a assassiné Sandino dans un guet-

La tentation de l'intervention musciée n'est pas réservée aux républicains. Le clan Somoza est resté plus de quatre décennies au pouvoir à Managua, aidé par des administrations républicaines et démocrates. Même pendant l'ère Kennedy et le lancement de l'Alliance pour le progrès, rien n'a été fait à Washington pour disso-cier les États-Unis des régimes militaires d'Amérique centrale. Somoza est resté un fidèle allié. Les militaires guatémaltèques ont consolidé leur pouvoir. Des forces libérales sont apparues au Salvador et au Honduras, mais elles n'ont guère été encoursgées. En 1963, Washington a approuvé la création du CONDECA, le Conseil de défense de l'Amérique centrale, à l'instigation de Somoza. Les militaires devaient maintenir l'ordre, et éventuellement être les promoteurs du changement. Johnson, alors président, mettait l'accent sur la « sécurité » en Amérique centrale, négligeant le progrès économique et social dont la doctrine Kennedy affirmait la nécessité.

ans I « arrie

or Erets Links

THE RELEASE OF THE PERSON NAMED IN

18 1 and 1

5 24 Nov.

graf de la constitución

A 29 3553

\$1.00 mg

2.71

a数 第445 章

State of the party

Many of a species

"你说我们是一个人的,我们就

Autorite in the late

THE STATE OF STREET

The state of the manager.

San San Carlot Brown

Marian Company

The to the se

San tre . . . des

A TETT OF BRIDER

Section of the same

Same received to the

State of Salva

The Australia of August

are: - - - Manage

My house he dinner

La company

A 11.

Additional and the second

Sign from the German

the second

19 A - 2 2 4 60

the state of the state of the

Ale and the same of the same o

end and

San in 4:24

g () specialities)

E4: . . .

The State of

in Themes de

in the adjust

e fsa

-

The growing

.. Stag

1 9,2

Table Street, and the second

State of the state

Sein

 $\{a_{i,j}, a_{i,j}, a_{i,j+1,j+1}, \dots, a_{i,j+1,j+1}, \dots, a_{i,j+1,j+1}, \dots, a_{i,j+1,j+1}, \dots, a_{i,j+1,j+1,j+1}, \dots, a_{i,j+1,j+1,j+1}, \dots, a_{i,j+1,j+1,j+1,j+1}, \dots, a_{i,j+1,j+1,j+1,j+1}, \dots, a_{i,j+1,j+1,j+1,j+1,j+1}, \dots, a_{i,j+1,j+1,j+1,j+1,j+1}, \dots, a_{i,j+1,j+1,j+1,j+1,j+1}, \dots, a_{i,j+1,j+1,j+1,j+1,j+1,j+1,j+1}, \dots, a_{i,j+1,j+1,j+1,j+1,j+1,j+1,j+1}, \dots, a_{i,j+1,j+1,j+1,j+1,j+1,j+1,j+1,j+1}, \dots, a_{i,j+1,j+1,j+1,j+1,j+1,j+1,j+1,j+1}, \dots, a_{i,j+1,j+1,j+1,j+1,j+1,j+1,j+1}, \dots, a_{i,j+1,j+1,j+1,j+1,j+1,j+1,j+1,j+1}, \dots, a_{i,j+1,j+1,j+1,j+1,j+1,j+1}, \dots, a_{i,j+1,j+1,j+1,j+1,j+1,j+1}, \dots, a_{i,j+1,j+1,j+1,j+1,j+1,j+1}, \dots, a_{i,j+1,j+1,j+1,j+1,j+1}, \dots, a_{i,j+1,j+1,j+1,j+1,j+1}, \dots, a_{i,j+1,j+1,j+1,j+1,j+1}, \dots, a_{i,j+1,j+1,j+1,j+1}, \dots, a_{i,j+1,j+1,j+1,j+1}, \dots, a_{i,j+1,j+1,j+1,j+1}, \dots, a_{i,j+1,j+1,j+1}, \dots, a_{i,j+1,j+1,j+1}, \dots, a_{i,j+1,j+1,j+1}, \dots, a_{i,j+1,j+1,j+1}, \dots, a_{i,j+1,j+1}, \dots,$

Page . .

·= tu....

47. A. S. S.

Street, and the street, and th

الم وَ الله

A CHIEF

Marie St. VI

app は 4 でも いった ターマ 卓義

200 200 C ... 15 240

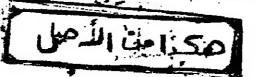
satista allerations hairedor - de mude--rement. In our department & fine reserves à l'appel de la de la Maissa -Energy collect frame in craffers men W and constant in the trans le propinsi bis tal les spanies profes

Hindura #

await sold UNI FROM WHAT IN ME TO cum des street the le speciment finish frat. Supplied in 1974s l'anti-professioner et merces à long author for ----Very York Phone To an de gentral Absorpt of the de la comaga e al Maria

Chem l'aumétice des de l'économies d

Page 4 — Le Monde ● Dimanche 8-Lundi 9 avril 1984



Étranger

ie « Grand Frère » de l'Amérique centrale, ce sont évidemment les Etats-Unis. Mais un peu à la manière d'Orweil.

Depuis des décennies, les Américains exercent sur cetta rágion une tutelle qui souvent a été abusive et tyrannique et qui peut l'être encore.

Les temps ont changé, sans doute. On ne croit plus aussi volontiers qu'avant, aux Etats-Unis aux vertus des dictatures tropicales.

Mais entre la découverte - tardive - de la démocratie et du progrès social comme remèdes contre-révolutionnaires,

et les préférences de M. Reagen et de son entourage pour une politique «musclée», de plus en plus interventionniste,

afin de contenir l'influence de Cuba et de Moscou,

les Etsts-Unis sont condamnés, pour longtemps peut-être, à se noyer dans les méandres et les contradictions.

dans l'« arrière-cour »

sont en état de promouvoir des taux est de 45 % au Guatemala, changements sociaux construc-M. Nixon de définir une « nouvelle politique » en Amérique latine, M. Nelson Rockefeller preconisait une - solution militaire » pour rétablir l'ordre : - Pas de progrès sans ordre. -M. Carter a mis l'accent sur le respect des droits de l'homme : il voulait le changement sans révolution, mais il ne suggéra pas d'offrir une aide économique importante de nature à prévenir des explosions révolutionnaires.

Le « Big Brother »,

ant

ा de Mag

re des Ettes contrale ma il ne pena a sesson Au Ses en progne issi En l'on pena a sesson au sesson en progne il more de sesson en progne il more de sesson en pena a sesson en pena de sesson en

An ip com

3 la guéra 12dar ané. 12die sur la

ile de fa

eille les mos

25 - clange.

Sairage.

T look &

Talenta 🖦

Elantin

the rase ;

ے مانف™ د

i de um (a

d who bette

AR MINE I

- գեզոլըչ

where was

100000

an denge.

4 (金融)

estans in

 π_{11}, π_{22} $r = r_2 + r_{\overline{\chi}_{M}}$

Committee of the second

191 출판합니 1.25% 7.0

S 42 .

45.40

26.50

0.425

4 4 17 18

41171

J. S. .

STATE OF THE PARTY OF

ement)

1127 272

mg 22 F

72, 24, 4

5 J. 62 S.

2272

200

200

15.25

100

200

4. 2.

الدون المدام ما ما

100

200

12275

 $= \gamma_1 \cap \mathbb{Z}^2$

217 -- 21

97.

1. to 12.

1.00

- -- --

 $N^{1/2}$

. . .

M. Kissinger insiste aussi sur la « sécurité », et il estime même que, en voulant respecter de facon - trop rigide - les droits de l'homme, cela pourrait favoriser une « victoire marxiste-léniniste au Salvador ». Mais son approche a au moins le mérite d'être réellement globale. Il préconise des aides massives pour tenter de stabiliser les économies des pays d'Amérique centrale, qui se dé- d'Amérique centrale les M. Negoro Ponte. Mais elle se gradent rapidement. Il recom- contraint d'affronter tous les as- dilue dans le corruption, la bumande une accélération de la pects de la crise. C'est un pro-raucratie locale et la paperasse-

M. Nixon a repris cette idée lutte contre la faim, la maladie grès, mais ils continuent appaque seuls les militaires locaux et l'analphabétisme (dont le de 63 % au Salvador et de 60 % tifs. Chargé en 1969 par au Honduras). Il suggère des négociations, au Salvador, entre le gouvernement et les représentants du Front Farabundo-Marti de libération nationale. Enfin, et c'est nouveau, le rapport Kissinger affirme qu'il ne peut y avoir de développement économique sans - réformes politiques -.

> C'est une évolution intéressante. Les États-Unis veulent la sécurité en Amérique centrale. Ils voulent aussi l'instauration de régimes démocratiques, la mise en route de réformes économiques et sociales, et le respect des droits de l'homme. Jusqu'à présent, les États-Unis avaient pratiqué, dans leur arrière-cour turbulente, une politique de grande puissance préoccupée de défen-dre en priorité ses intérêts stratégiques, politiques et économi

remment de penser que la démocratie made in USA est applicable immédiatement en Amérique centrale. C'est une illusion. Sauf au Costa-Rica, les conditions n'existent pas dans cette région pour la construction de régimes démocratiques.

L'a égalité des conditions > dont parlait Tocqueville pour faire l'éloge de la démocratie nord-américaine n'est pas pour demain. Il y a un abîme entre les masses misérables et une minorité de possédants. Les classes moyennes émergent à peine. L'industrialisation est balbutiante. L'idée américaine qu'une révolution victorieuse peut enfanter la liberté et la démocratie n'est pas davantage réaliste en Amérique centrale. On le voit bien au Nicaragua.

L'aide économique n'est pas négligeable. En volume, elle est plus importante que l'aide militaire, ainsi que le répète l'ambasques. La gravité des conflits sadeur américain au Honduras,

rie américaine. L'aide au Honduras de l'agence pour le développement international (AID) est de 100 millions de dollars. L'Agence avait prévu, en 1980, de construire deux mille cent classes d'école dans tout le pays. En mars 1984, trois cents seulement l'ont été, et elles sont sans fournitures. Un exemple parmi des milliers d'autres.

En Amérique centrale, les Etats-Unis ont confié l'application de la réforme agraire à des dirigeants ou à des classes sociales qui sont en fait partisans du statu quo. S'ils admettent, comme le recommande incidemment le rapport Kissinger, que les réformes sociales indispensables ne peuvent s'accomplir sans réformes politiques, alors quelque chose, peut-être, bougera. Dans ce cas, dit M. Jorge Reina, dirigeant du parti libéral hondurien, le beurre comptera plus que les canons. Et nous n'aurons peut-être plus besoin des canons. Mais c'est une longue patience... »

MARCEL MEDERGANG.

Les coups de clairon de M. Reagan

Correspondance

Washington. - Les résultats du premier tour de l'élection présidentielle au Salvador ont sensiblement renforcé la position du gouvernement dans le débat en cours au Congrès, et dans l'opinion publique, sur l'Amérique centrale.

performance de Napoléon Duarte, démentent, dit-on à la Maison-Blanche, les appréciations négatives et pessimistes exprimées au Congrès. Le serutin du Salvador renforde les milieux officiels dans leur conviction que les peuples d'Amérique centrale, une fois à l'abri des pressions des extrêmes, préfèrent un gouvernement du centre.

Ainsi, les quelque 3,5 millions de dollars affectés par les Américains à l'organisation des élections n'ont pas été gaspillés... En outre, la consultation du Salvador semble avoir fait fléchir le Congrès, où une majorité s'est finalement railiée au contreprojet négocié entre la Maison Blanche et les leaders parlementaires et assurant au Salvador une aide militaire de 62 millions de dollars (le gouvernement avait demandé 93 millions), et 21 millions pour les « contras » en lutte contre le gouvernement

Seuls une poignée de démocrates libéraux entraînés par le sénateurs Kennedy, ont mené jusqu'au bout le combat contre la politique de la Maison Blanche, en agitant la menace d'un · nouveau Vietnam ».

Des « irresponsables »

En quelques semaines, le président Reagan et son secrétaire d'Etat Shultz ont retourné une situation qui paraissait compromise (le Monde du 10 mars 1984), et cela à la suite d'intenses pressions. Jamais M. Shultz n'avait manifesté une telle pugnacité en qualifiant ses adversaires démocrates d'irresponsables, ignorant les intérêts vitaux des Etats-Unis ». M. Ikle, secrétaire adjoint à la défense, faisait écho en assimilant à des Ponce-Pilate ceux qui

droits de l'homme font le seu de clairement ni ouvertement. ceux qui les ont violés par-

Maleré leurs inquiétudes un grand nombre de parlementaires ne veulent pas courir le risque, en cette année électorale, de paraître favoriser les « ennemis marxistes > des Etats-Unis.

Cartes, il faut s'attendre à de L'ampleur relative de la par- sérieux affrontements à la est contrôlée par les démocrates, mais il semble bien que le président væ gagner la « bataille dæ Salvador » du moins au Capitole. Le débat reste ouvert sur les objectifs et les movens de la politique officielle. Le rapport Kissinger n'a pas créé le consensus souhaité par le gouvernement. Les services du département d'Etat font des réserves à l'égard de la politique de la Maison-Blanche, et beaucoup de leurs analyses rejoignent celles faites par divers leaders européens en visite à Washington (le dernier en date étant le président Mitterrand) sur les raisons profondes des tensions en Amérique centrale.

Les derniers événements du

Honduras fournissent des arguments supplémentaires à ceux qui recommandent que les problèmes de l'Amérique centrale ne soient pas considérés exclusivement sous l'angle de l'affrontement Est-Ouest. Etant donné le vieil antagonisme entre le Salvador et le Honduras, l'entraînement des troupes salvadoriennes sur le territoire bondurien ne peut, disent-ils, qu'encourager l'anti-américanisme et compromettre à long terme les positions américaines de la région. En revanche, comme l'a souligné le New York Times, l'élimination du général Alvarez et de ses collègues a pu être interprété par le ministre hondurien des affaires étrangères comme étant de nature à favoriser « la coexistence pacifique entre Etats d'Amérique centrale ». Une telle coexistence serait également facilitée, selon le journal de New York et le Washington Post, si cessaient les activités

des « contras » au Nicaragua. Dans l'immédiat, les doutes et les réserves ressentis par cer-tains éléments de l'administra-ponsable du commandement tion, du département d'Etat américain du Sud, basé à

Leurs sentiments sont imperceptibles, inaudibles, converts par les coups de clairon du président Reagan, qui, à sa dernière conférence de presse, confirmait son intention de harceler le gouvernement du Nicaragua tant que celui-ci continuerait d'exporter la révolution et d'aider les guérillas du Salva-

Pas d'alibi à la violence

Comment des positions plus nuancées du département d'État pourraient-elles se faire entendre, alors que leur chef. M. Shultz, pour justifier l'usage de la force comme moyen diplomatique, dénonçait ceux qui trouvent des « alibis » ou des excuses à la violence, comme · les fautes morales des alliés des États-Unis - ou « les profondes origines sociales et économiques des tensions - en Amérique centrale, par exemple? « Ce sont là des affirmations qui permettent aux ennemis de la liberté de l'emporter », a dit M. Shultz.

A dire vrai, le secrétaire d'Etat, passablement épronvé par l'échec au Liban, veut réta-blir son autorité au sein du gouvernement. Il est maintenant l'artisan le plus déterminé d'une politique musclée qui bénéficie de l'approbation ambivalente de l'opposition. Le public, en effet, n'est pas convaince de la néces-sité d'une présence militaire dans la région, mais est satisfait des démonstrations de force, surtout quand elles ne provoquent pas de pertes, comme ce fut le cas avec l'intervention à la

D'autre part, le secrétaire d'Etat ne peut paraître moins déterminé que le Pentagone. Dans l'affaire du Liban, les chefs militaires avaient exprimé leurs réserves à l'égard de l'engagement américain. Pour l'Amérique centrale, le Pentagone, tout en se déclarant contre une implantation militaire permanente, favorise l'intervention sous la forme de manœuvres, de constructions de bases d'entraînement des troupes des pays ponsable du commandement - sous prétexte de désendre les notammment, ne s'expriment ni Panama, est devenn un person-

Salvador et au-Nicarague. désapprouvés par le général Gorman pour avoir été trop attentifs aux infractions aux droits de l'homme par les chess militaires locaux de ces pays, ont été déplacés.

Bien entendu, le général Gorman ne croit pas à la possibilité d'un règlement négocié, estimant qu'avec l'aide des Etats Unis une victoire militaire est possible au Salvador.

Dans ce contexte, le département d'Etat peut difficilement se placer en retrait des positions très fermes du président Reagan. Tout au plus peut-il s'efforcer d'éviter que la politique pour l'Amérique centrale ne devienne une sorte de « chasse gardée » de la Maison Blanche. Ainsi, la nomination de M. Shlaudeman, pouvel envoyé spécial du président Reagan en remplacement de M. Richard Stone, est-elle considérée dans la capitale comme un point marqué par le département d'Etat.

Certes, M. Shlaudeman, tout comme M. Motley, secrétaire d'Etat adjoint pour les affaires interaméricaines, ne peuvent être considérés comme des « colombes », partisans d'une ligne « douce ». Mais, diplomate de carrière, M. Shlaudeman est par tempérament plus orienté vers la recherche d'un règlement négocié que vers une démonstration de force, plus disposé à saisir des possibilités d'action diplomatique. Dans ses premières déclarations, il a exprimé son appui aux efforts du groupe dit de Contadora (Mexique, Venezuela, Colombie, Panama), qui s'efforce de trouver des solutions négociées et dont les rapports, en cours d'élaboration, sont attendus avec intérêt.

Nombreux sont ceux, en effet, qui, au département d'Etat, craignent que, faute d'une percée rapide sur le front diplomatique, le recours à la force sous le forme d'une intervention militaire directe n'apparaisse, après les élections présidentielles américaines, comme le seul moyen de régler les problèmes de l'Amérique centrale.

HENRI PIERRE.

Etats-Unis

Les parlementaires démocrates accueillent froidement l'appel de M. Resgan à la coopération en politique étrangère

Correspondance

Washington. - Les sénateurs et représentants démocrates ont réagi négativement à l'appet du président Reagan qui, dans un discours pro-noncé vendredi 6 avril, a invité le Congrès à « rétablir un consensus des deux partis pour sontenir la po-litique étrangère américain. Le président, disent-ils, sait parfaite-ment qu'il nu saurait obtenir la coopération du Congrès qu'il accuse en même temps d'être responsable de l'échec du Liban et d'encourager les adversaires des Etats-Unis en Amé-

Le président, disent-ils, sait par-sitement qu'il ne saurait obtenir la coopération du Congrès qu'il accuse en même temps d'être responsable de l'échec du Liban et d'encourager s adversaires des Etats-Unis en Amérique centrale.

Au sujet du Liban, le speaker de Chambre, M. O'Neill, et ses amis démocrates n'ont pas manqué de rappeler que, en octobre dernier, ils avaient approuvé une motion de compromis qui avait permis de pro-longer la présence des « marines » pour dix-huit mois supplémentaires. « Le président ne peut s'excuser de ses erreurs en reprochant au Congrès d'exercer ses responsabllités constitutionnelles », a dit le sé-nateur Kennedy.

L'état-major de la Maison Blanche ne cache pas que le discours du président répondait à des préoccupa-tions électorales. Il est important vis-à-vis de l'opinion publique améri-caine que le président se présente comme l'homme qui a mis fin au défaitisme et au pessimisme, et rétabli le rôle dirigeant des Etats-Unis dans le monde, mais aussi comme un « komme de paix » toujours prêt au dialogue avec l'adversaire. En fait, son discours n'apportait rien de nou-veau sur le thème de « la paix par

la force - développé maintes fois. Néanmoins, à propos de l'Amérique centrale, il a été particulièrement ferme: «... Croire que la pauvreté et non le communisme est à l'origine des violences régionales est une mythologie », a-t-il dit, avant d'ajou-ter : « Ou nous aidons les amis de l'Amérique à se défendre euxmêmes et nous donnons une chance à la démocratie, ou bien nous abandonnons nos responsabilités et lais-sons l'Union soviétique et Cuba déterminer le destin de notre

Le président a donc utilisé son premier discours dicctoral, d'une part, pour rejeter sur le Congrès la responsabilité de la faillite du Liban, d'autre part, pour le blamer à l'avance d'un échec éventuel en Amérique centrale s'il refusait de ré-pondre, à son appel à la coopération. Au Liban, a dit en substance le pré-Au Litain, a dit en austance de pro-sident, le Congrès a géné l'action des diplomates américains, encouragé l'intransigeance des Syriens et pro-longer la violence... En Amérique centrale, le Congrès, en hésitant à entériner les recommandations de la commission Kissinger, encourage sculement les ennemis de la démocratie. - Les parlementaires doivent cratte. Les pariementaires dottent comprendre qu'ils sont des parie-naires du président (...) Ils ont la responsabilité d'aller au-delà de la critique pour établir un consensus qui permestra une action positive, pratique et efficace..., a-t-il ajouté.

Anticipant la réaction négative des démocrates, les conseillers présidentiels estiment que l'appel du pré-sident à l'unité et au patriotisme sera bien accueilli dans le pays qui appréciera la bonne volonté d'un chef d'Etat responsable, face à des parlementaires partisans qui refusent leur coopération et portant la responsabilité des viciss politique étrangère américaine.

Chili

Quatre guérilleros réfugiés à la nonciature sont autorisés à quitter le pays

Quatre militants du Mouvement Quatre mittants du Mouvement de la gauche révolutionnaire (MIR, organisation de guérilla) qui s'étaient réfugiés le 15 janvier à la nonciature apostolique de Santiago out reçu, le jeudi 5 avril, des sauf-conduits pour quitter le Chili. Ils étaient attendus dans la jouraée de samedi à Ouite en Equateur cè ils samedi à Quito, en Equateur, cè ils en Europe.

Doux d'entre oux. M= Pamele del Carmea Cordero et M. José Hector Aguiller Suazo, doivent partir ensuite pour la Belgique, qui leur a ac-

Jusqu'à présent, le gouvernement du général Pinochet s'était refusé à accorder des sauf-conduits aux quatre guérilleros, qu'il accuse d'avoir participé le 30 soût 1983 à un attentat au cours duquel le gouverneur de Santiago, le général Urzua, et ses deux gardes du corps out été taés.

D'autre part, on a appris à Sen-Mouvement démocratique populaire (coalition de gauche), M. Jaime In-sunza, a été enlevé dans la nuit du vendredi 6 an samedi 7 avril par un groupe d'hommes armés, en civil. -

A travers le monde

Japon

• DÉMENTI SOVIÉTIQUE. -L'ambassade d'Union soviétique à Tokyo a qualifié, vendredi 6 avril, d' « infondées » les accusations américaines portées contre un diplomate soviétique en poste au Japon, M. Viktor Oku-ney, soupçonné d'avoir acheté des informations à un ancien membre in contre-espionnage américain (le Monde du 7 avril). - (AFP.)

Koweit

 ULTIMATUM DES ISLA-MISTES IRAKIENS. – Le mouvement El Daoua (opposi-tion irakienne à Téhéran) a demandé au Koweit la « libération de tous les prisonniers jugés ré-cemment » dans ce pays après les attentats de décembre, le menaçant, en cas de refus, de porter la guerre sainte (djihad) sur son territoire. El Daoua (l'appel) formule ses menaces dans un éditorial de son organe El Djihad publié en arabe dans la capitale iranienne. Ce mouvement avait été mis en cause dans un premier temps par les autorités kowei-tiennes à propos de ces attentais mais son nom n'avait pas été mentionné dans le récent procès en cour de sûreté de l'Etat, qui a notamment prononcé trois peines de mort contre deux l'akiens et un Libanais. — (AFP).

Maroc

• VISITE EN FRANCE DE M. LAMRANI. - Le premier ministre marocain, M. Mohamed Karim Lamrani, est attendu mardi 10 avril en France pour une visite de travail de quarantehuit heures au cours de laquelle il sera reçu par MM. Mitterrand et Mauroy. - (AFP.)

 UN QUOTIDIEN SAOUDIEN AU MAROC. — Le premier miméro du quotidien international arabe financé par Ryad, Ashara Al-Awsai, est imprimé à partir de vendredi 6 avril simultané-ment à Londres et à Casablanca (le Monde du 28 mars). Grâce à une technique de pointe, mise en exploitation pour la première fois en Afrique, le journal a pu ré-duire le décalage de vingt-quatre heures entre la parution à Londres et la mise en vente au Ma-roc. Une société mixte marocosaoudienne, à laquelle est venu se joindre le groupe français Her-sant, gère à Casablanca la plus grande imprimerie d'Afrique de l'Ouest et d'Afrique du Nord. --(AP.)

Tunisie

 VISITE DU CHEF DE LA DI-PLOMATIE CHINOISE. -M. Wu Xueqian, ministre chinois des affaires étrangères, est arrivé vendredi 6 avril à Tunis pour une visite officielle de quatre jours en Tunisie, au cours de laquelle il sera notamment reçu par le président Bourguiba. — (APP).

URSS

• MORT D'UN PILOTE D'ES-SAI SOVIÉTIQUE. - Le général d'aviation Alexandre Fedotov, âgé de cinquante et un ans, a trouvé la mort au cours d'un voi d'essai, le 4 avril, annoncé samedi l'Etoile rouge, organe de l'armée soviétique. Il était titulaire de dix-huit records du monde de vitesse et d'altitude, dont certains sont restés inégalés à ce jour, précise le journal, qui ne fournit au-cun détail sur les circonstances de sa mort. - (AFP).

Etranger

ÉTATS-UNIS

Le « chemin de fer clandestin » des réfugiés du Salvador

L'administration Reagan n'accueille pas à bras ouverts les réfugiés salvadoriens qui fuient un régime ami. Les églises prennent le relais...

A 500 mètres de la Maison Blanche, la petite église du Luther Place Memorial est un véritable dési au président Rea-gan. Là sont accueillis, aidés, logés, nourris, des réfugiés du Salvador dont l'administration républicaine voudrait nier l'existence. Et pourtant, ces réfugiés, qui vivent dans la plus complète illégalité, sont estimés, dans tous les Etats-Unis, à près de cinq cent mille par les services de l'immigration. Pris chez eux entre les organisations peramilitaires, les Escadrons de la mort et la guérilla, les Salvadoriens qui veulent fuir ne peuvent compter que sur l'aide des églises.

Les demandes d'asile politique, dans leur sécheresse, sont des résumés de la situation.

Alicia: « Mon mari, docteur à San Miguel, a été enlevé par la guérilla en sévrier 1982. Terrisiée, j'ai quitté le pays avec mes deux ensants... En juin, j'ai reçu une lettre de mon frère disant que mon mari avait été identifié parmi des cadavres. Mon beau-frère a été tué par la guérilla en novembre 1982, mon frère, en juin 1983. -

M. Angel: - J'étais maire adjoint d'une petite ville et mem-bre de l'ORDEN, organisation vernementale chargée d'aider les fonctionnaires. Donc, la guérilla en veut à ma vie et à celle de ma semme et de mes quatre

Saul : « J'étais membre de l'ORDEN, organisation compo-sée de personnel militaire, Si je retournais, je serais persécuté comme traitre par l'ORDEN. pour avoir quitté le pays et par la population, comme ancien membre de l'ORDEN. »

Genaro: - J'ai vu des irrégularités dans le décompte des votes, en faveur du parti gouverneme tal. Je suis donc menacé par la garde nationale, car ce que je sais implique que je mets en doute la légitimité du gouvernement. Mais comme je suis membre du parti officiel, je suis aussi menacé par

la gauche. Comme, en outre, je suis syndiqué, je suis également menacé par la droite.

Les demandes d'asile confiées au service des réfugiés de la Conférence catholique des États-Unis ont un point commun : elles sont toutes rejetées par les bureaux d'immigration. Pour obtenir le statut de réfugié politique, explique Mª Lydia Savoyka, responsable du service, il faut faire la preuve - de persécutions en cas de retour ». Or, l'Immigration refuse toutes les preuves. « Même les assassinats de membres de la famille ne sont pas pris en compte », dit Mic Savoyka, en montrant les registres où attendent dix mille requêtes. Depuis 1981, seulement deux de ces requêtes ont été acceptées. C'est pourquoi la piupart des Salvadoriens renoncent à entamer des démarches vouées à un échec quesi certain.

Pour justifier les refus de l'administration, M. Elliot Abrams, secrétaire d'État adjoint



ponsables des services d'immigration, affirment que les Salvadoriens sont en réalité des réfugiés économiques. Leur démonstration est imparable : pour la plupart, les réfugiés passent par le Guatemala et le Mexique où, selon l'Immigration, ils sont en sécurité. S'ils étaient vraiment des réfugiés politiques, ils y resteraient. Ils viennent donc aux États-Unis pour profiter de la richesse du pays. Réponse de Mª Lydia Savoyka : en fait, le Mexique coopère avec le Salvador et n'hésite pas à refouler les réfugiés. Quant aux camps de réfugiés du Guatemala, ils sont à la merci de raids en provenance du Salvador.

La crainte d'un déferiement

Le département d'État a peur qu'en reconnaissant légalement l'existence de réfugiés du Salvador trois cent cinquante mille à cinq cent mille autres Salvadoriens n'arrivent immédiatement, Et des masses humaines à leur

département d'État, un million cinq cent mille à deux millions cinq cent mille habitants d'Amérique centrale, soit 8 à 10 % de la population de cette région, sont prêts à déferier aux États-Unis. Le président Reagan a lancé à leur sujet l'expression péjorative de feet-people (ceux qui fuient en marchant) par opposition aux boat-people victnamiens, qui sont les bons réfugiés, puisqu'ils fuient

A l'évidence, le biocage est avant tout politique : l'administration ne peut pas reconnaître l'existence de réfugiés venant d'un pays où les droits de l'homme sont censés être en constants progrès et que les États-Unis aident militairement. Pourtant, il existerait un moyen légal de contourner la difficulté, grace au statut du départ volontaire prolongé » qui donne le droit de rester et de travailler aux États-Unis tant que les conditions dans le pays d'origine ne s'améliorent pas. C'est de ce statut que bénéficient les Polonais, les Afghans ou les Ougan-

Devant l'impuissance ou la mauvaise volonté du monde politique, des associations se sont mobilisées ou créées pour venir en aide aux réfugiés. Presque toutes sont d'inspiration religieuse - catholique, luthérienne, méthodiste, quaker, voire interconfessionnelle. « Même un criminel a droit à un refuge. C'est dans la tradition biblique d'offrir un sanctuaire. Mais c'est aussi dans la tradition américaine. Avant, tous les Etats-Unis étaient un refuge. Je suis donc meilleur patriote que M. Reagan ». C'est ainsi que le pasteur Steinbruck explique pour-quoi il a transformé son église, la Luther Place Memorial Church à Washington, en sanctuaire pour les réfugiés, défiant ainsi ouvertetué dans le pays. Mais, avant d'arriver dans un sanctuaire, un nombre croissant de réfugiés bénéficient d'un autre mouvement, celui du « chemin de fer clandestin ».

Ce nom rappelle les faisaient passer clandestinement

Nord, Aujourd'hui, se sont les réfugiés salvadoriens que l'on fait passer à travers la frontière du Mexique jusqu'à un refuge sur aux Etats-Unis.

Le Ku Khux Klan

Le plus souvent, les réfugiés quittant le Salvador passent par le Guatemala. A la frontière mexicaine, ils obtiennent un visa pour trente jours, s'ils en font la demande. Mais peu le font, de peur d'être refoulés vers le Salvador. Les plus fortunés se payent ensuite les services d'un passeur, un « coyotte », pour traverser la frontière américaine. Les coyottes font souvent passer les clandestins, les « polos », par le Dead Men's Canyon, si dangerenx que ni les patrouilles frontalières ni le Klu Klux Klan ne s'y risquent. Selon un témoignage, le Klan aurait au Texas des groupes agissant en toute impunité contre les Salvadoriens. Ceux qui ne peuvent se payer le coyotte doivent traverser le désert seuls.

Devant l'ampleur du mouvement de réfugiés salvadoriens, un ancien fermier quaker de Tucson (Arizona) M. Jim Corbett, a décidé un jour d'agir. Ainsi a commencé en 1981 le chemin de fer clandestin, M. Corbett va en voiture au Mexique, où il rencontre des réfugiés d'accord pour partir avec lui. Puis, en passant par des relais sûrs, il traverse la frontière. Il lui faut toujours changer de route, car il est maintenant connu. De nombreux autres passeurs participent au mouvement. Une fois aux Etats-Unis, les réfugiés sont remis à des groupes de volontaires qui les prennent en charge pour quelque temps. Certains d'entre eux sont accueillis dans des églises-sanctuaires.

Le Mouvement national des sanctuaires est devenu public forsque, pendant l'été 1981, le révéde Tucson s'ouvrait aux illégaux. Il fut rapidement suivi par des églises du Texas, de Californie, d'Oregon, de l'Etat de Washington, de Chicago : au total soixante-quinze églises qui offrent ou vont offrir un sanctuaire. Les risques encourus pour héberger années 1850, lorsque les quakers des «étrangers illégaux» sont ce qui se passe.» réels : cinq ans de prison et des esclaves noirs du Sud vers le 2000 dollars d'amende. Les ser-

vices de l'immigration exercent leur surveillance, mais n'inter-

Pendant leur séjour dans les églises (il dure en général deux semaines), les réfugiés particisouvenirs, et font part de leurs expériences, en général le visage masqué. N'est pas accueilli dans un sanctuaire qui veut : les candidats sont sélectionnés en fonction de leur capacité à parler en public, à donner une conférence de presse. Il leur faut également être prêts à courir les risques de la publicité. Les participants au mouvement des sanctusires insistent d'ailleurs sur son caractère volontairement spectaculaire: il s'agit avant tout de faire connaître le problème des réfugiés, de faire pression sur le monde politique et, surtout, l'opinion publi-

Les sanctuaires sont la partie émergée de l'iceberg. De nombreuses associations et commuqui n'ont pas de sanctuaire déclaré, fournissent un énorme travail. Tout est à faire pour les réfugiés.

Ces derniers, pour la plupart, vont d'abord sur la côte ouest, où une nombreuse communauté hispanique les accueille. Mais, de plus en plus, il gagnent la côte est. où ils se sentent plus en sécurité, car plus éloignés de la frontière

Les relations avec la population noire sont difficiles. Les Noirs, touchés par la crise, admettent mai la présence de réfugiés prêts à travailler pour n'importe quel salaire. Les relations avec les Américains biancs sont beaucoup plus complexes. Ainsi, dans le nord de la Virginie où les étrangers sont pen nombreux et la population plutôt conservatrice. les réfugiés sont vus avec beau-New-York et Washington, il est plus facile pour eux de se fondre dans la foule. « Les Américains sont des gens bien, dit Carlos, Ils ne sont pas comme leur gouverne-ment. Mais ils ne savent pas grand -chose sur la situation au Salvador. Il faut leur expliquer

MARTINE KIS.

SUISSE

La « grande inquisitrice » au banc des accusés

Même une journaliste BC-BG risque quelques ennuis avec la justice si elle trouble l'atmosphère feutrée du monde suisse des affaires. A bon entendeur...

De notre correspondante

Genève. - Pour avoir réussi à prouver que l'on pouvait se procurer de la dioxyne aussi facilement que de la laine à tricoter, la plus originale des journalistes de la Suisse romande, productrice de télévision, a été condamnée à dix jours de prison et à 1500 francs suisses (6000 francs français) d'amende, le tout pour infraction à la loi fédérale sur le commerce des toxiques. Le sursis s'accompagne d'un délai d'épreuve d'un an, soit l'invitation à une véritable au-

Depuis neuf ans, le lundi soir, Catherine Wahli, avec son équipe de l'émission « A bon entendeur » - le plus fort taux d'écoute avec « Temps présent » de la télévision suisse romande, ~ informe son public sur la façon dont il est trop régulièrement dupé. Elle le fait en appelant un chat un chat, de ma-nière parfois grave, toujours spectaculaire, parfois teintée d'une touche d'humour.

Dans ce domaine, informer équivant souvent à dénoncer. Dénonciation qui apparaît d'autant plus impitoyable que l'équipe s'est livrée à une enquête minutieuse par les moyens les plus divers.

Exemple: le Coca-Cola light, qui ne contient pas de sucre, a été mis sur le marché suisse avec un gigantesque effort de publicité tendant à prouver que ce produit est sain, parce que non sucré, et ne contenant qu'une calorie et de-mie au litre. Or après avoir précisé que le sucre contenu dans le Coca-Cola normal (105 grammes au litre, ce qui équivant à 400 calories) a été remplacé par de la saccharine, mais aussi par des cyclamates (interdits en France lorsqu'ils sont utilisés en tant que produit diététique), Catherine Wahli nous apprend que « l'Orga-nisation mondiale de la santé a fixé une dose journalière admissible pour les cyclamates : elle se situe à 11 milligrammes par kilo de poids corporel. .

▼ Provocation >

Alors faisons un rapide calcul: un enfant de dix ans pèse environ 30 kilos. Sa dose quotidienne admissible de cyclamates est donc de 330 milligrammes. Eh bien! rien qu'avec deux boîtes de Coca-Cola light, un enfant de dix ans dépasse les limites tolérables. Catherine Wahli ne donne aucun conseil et ajoute un seul mot, « Bonsoir ».

La journaliste, qui est aussi crainte que jalousée, se voit traitée par une association de téléspeciateurs de « grande inquisitrice - du seul fait que son style s'écarte des traditions helvétiques de discrétion et de mesure. Et pourtant, aucune décision politique ni aucune campagne d'opinion n'est à l'origine de ses émissions où seuls sont cités des faits bruts sans commentaires et sans indignation grandiloquente. Mais les faits dérangent le confort men-tal d'une partie du public et de certains organes de presse qui ac-cusent Catherine Wahli de « provocation ».

Là où les choses se sont vraiment gâtées, c'est quand elle a décidé de produire des émissions mensuelles d'une heure, contradictoires et publiques. La pre-mière, qui a eu lieu le 23 février 1983, a traité de la mystérieuse destination des déchets toxiques de Seveso. Bien avant tout le monde, l'équipe de « A bon enten-deur » a révélé ce soir-là qu'un certain nombre de fûts de dioxyne se trouvaient dans le nord de la France, quelque part non loin de Saint-Quentin.

Au cours de ce débat télévisé, auquel participaient les représen-tants de l'industrie chimique et pharmaceutique (notamment ceux de la société Hoffmann-Laroche), des autorités helvéti-

des membres de l'équipe télévisée, le professeur Neyrinck présente un tube contenant de la dioxyne, substance dont personne ne peut ignorer le danger depuis le drame qui s'est produit en Italie. On ne tarda pas à apprendre que se procurer ce poison était un

M. Marek Wolf-Lanieski, un autre collaborateur de Catherine Wahli, en déclinant sa propre identité et son adresse exacte, ainsi que son numéro de téléphone, mais se réclamant d'une maison fictive (dont la nonexistence était facile à vérifier), avait passé commande à une entreprise vaudoise et reçu en échange de la somme de 170 f un échantillon de dioxyne. Cet envoi lui avait été adressé en toute simplicité, par la poste, dans un emballage au surplus non conforme à la réglementation, c'est-à-dire ne présentant pas les garanties indis-

- Stratagème illégal », crient les bonnes gens, on trompe d'honorables commerçants en usant de rases de Sioux. Pas du tout, rétorque en substance la productrice de télévision. Le public a droit à l'information. Il est adulte. J'ai cherché à savoir dans quelle mesure le contrôle de la circulation d'un produit dangereux était satisfaisant, et j'ai constaté qu'il y

ques ainsi que des journalistes, se avait pour le moins des failles. Je produisit un coup de théâtre : un n'ai cherché à nuire à personne, ni à flatter les amateurs de sensationnel. Et j'en veux pour preuve que nous n'avons pas divulgué le nom de l'entreprise concernée, ni celui de l'employé qui nous a imprudemment fourni de la dioxyne.

Un juste châtiment

Cette protestation de bonne foi n'a pas calmé la campagne de presse décienchée contre Catherine Wahli. Une bonne partie de l'opinion y voit le juste châtiment du ciel contre une journaliste certes bon chic bon genre, mais qui depuis neuf ans démontre avec calme et rigueur qu'il y a quelque chose de pourri dans le royaume du commerce. Quelques exceptions mises à part, les signes de solidarité confraternelle ont été rares et lents à se manifester.

Des semaines et des mois de grogne contre « A bon entendeur » passent. Deux plaintes sont déposées auprès de la commission Reck, instance chargée d'examiner les plaintes dans le domaine de l'audiovisuel, qui les rejette toutes deux. Puis on apprend que, sans qu'il y ait eu d'autres plaintes, l'affaire a été inscrite d'office par un juge et que les. condamnations ont été pronon-

D'autres peines sont infligées à deux collaborateurs, de Catherine Wahli. M. Wolf-Lanievski a &&



VIOLETTE LE QUÊRÉ

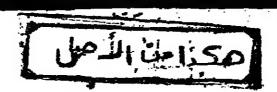
condamné à cinq jours de prison avec sursis pour s'être procuré l'échantillon (notons que le juge ne semble pas avoir pris en mpte le stratagème utilisé) et le professeur Neyrinck à une amende pour - violation de la loi par négligence » : l'employé imprudent qui a vendu l'échantillon sans exiger d'autorisation de la part de l'acheteur se voit également infliger une amende pour le même motif.

En dépit des attaques de ceux pour qui la bonne réputation du monde commercial a plus de prix que la liberté d'expression, Catherine Wahli est soutenue par la hiérarchie de la télévision suisse romande, dont l'instance suprême, la Société suisse de radiodiffusion, a déposé un recours. Affaire à suivre, comme on dit dans le prétoire.

ISABELLE VICHNIAC.

(1) Aux termes de la législation vauconcernant ce genre d'affaires, les es proposées par le juge d'instruc-deviennent exécutoires sans que les iméressés scient déférés devant un tri-

Page 6 — Le Monde ● Dimanche 8-Lundi 9 avril 1984 •••



PAGNE

« enfants

The stee saids in the conf. 移転は対すっていって機能 Petite Termin for its name Andre Late per die far See in Committe in mate. Priest Vall to reported و وي وجائيتهم

Serves or too carridagement למתן יבט פשן פונבון Although the marche The magazine war cable Potential of the sone ite se propur o-

American substant. the and the constant & The property de Me an are some plan the server of her the has one your dans les the state of manual date S. H. S. Astronomy was Non- to tower to presidents the mountainer of communications

da y oggi

The fact that

<2 9 · · · ·

the sea passage transport and The Contract of the State of th Al statut, le " - " Mar. Torder, white -1 19 A . 4 The same of the same Contraction of the 1 1 47 19

The state of the s See the 4c days Sign making the service of the services t thatte de The Contract of To a second

The same of Paragraphic State invier er et gen fint-Warne - Cales The State of the State of

ZAMBIE

mais sime

Scheral of

transmitter

Dari de les

CAL TOPE

ent led inter

the Conferen

-ul egalene

es risque de l'incipants in notuaire, me

ייטווים חני

est neutring

= Tarre out

Dines big

nery De and

ns et com

meme te

- 1

ni un ma

faire me.

107 4 Cag.

 $\{\mathcal{H}_{k_1,k_2}\}$

 $\{\{e_{i},e_{i}\}_{i=1}^{n}\}$

35 Mg.

 $f: \operatorname{reg}_{L_{\operatorname{deg}}}$

The or ware

 $0 \leq f_2 \ll_{m_2}$

La N

S 100

7 - 17 1 - 17

to the last

 $N\sigma = \zeta$

100

ARTINU

No.

1950

. - . - - -

. _ .

VICENSE!

. . .

2.5

Les « enfants gâtés » des campus

Jaloux de l'autonomie universitaire, les étudiants n'apprécient guère

les tentatives de mise au pas entreprises par le pouvoir. La Zambie n'est pas le seul exemple de relations difficiles entre les gouvernements et les futures élites.

De notre envoyé spécial

Lusaka. - A quand le prochain incident, serait-on tenté de dire, alors que, le lundi 9 avril, les étudiants reprennent le chemin du campus de Lusaka, fermé le 16 février dernier pour cause de troubles graves. Bien sûr, ces 3 750 boursiers du gouvernement devront payer un droit d'inscription de 10 kwachas (50 F), comme s'il s'agissait d'une rentrée normale, verser 25 autres kwachas (130 F) à titre de dommages-intérêts - ce qui n'est pos rien comparé au salaire mensuci d'un ouvrier : 60 kwachas et s'engager par écrit à ne plus recommencer, à respecter la loi et l'ordre. Mais, les fois précédentes, n'avaient-ils pas déjà fait amende

Faut-il admettre que l'application plus stricte de la discipline à l'intérieur du campus, rendue nécessuire par l'augmentation des effectifs, en clair l'obligation de présenter un ticket à l'entrée du Resto U - et l'interdiction des visites féminines dans les chambres après 22 heures, ait enflammé l'université au point que les désordres aient tourné à l'émeute? Certes, l'intervention des forces paramilitaires, chargées de se saisir des « meneurs ». a cristallisé la colère de la gent étudiante, qui s'est mise à brûler plusieurs voitures et a même poussé l'audace jusqu'à hurier des slogans antigouvernementaux! D'aucuns pensent, cependant, sans pouvoir en apporter les preuves formelles, que des pê-

En 1971 les étudiants s'étaient déjà mobilisés contre la vente, par la France, de Mirage à l'Afrique du Sud. En février 1976, ils étaient descendus dans la ruc pour apporter leur soutien au Mouvement populaire de libération de l'Angola (MPLA), alors que M. Kenneth Kaunda, chef de Etat zambien, affichait ses sympathies pour l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (UNITA). En 1978, ils avaient pris fait et cause pour le personnel universitaire en grève.

Au printemps 1982, l'affaire avait été plus sérieuse. La prêtention de M. Kaunda de créer une chaire destinée à enseigner la doc-trine de l'Etat, un humanisme aux couleurs de la Zambie, avait mis le monde universitaire en émol, qui soupçonnait là une manœuvre du parti unique United National Independence Party (UNIP) pour s'infiltrer sur le campus de Lusaka. Celui-ci fut fermé du 21 avril au 21 juin. Le pouvoir dut sinalement battre en retraite et se contenter de la formation d'un vague Institut des relations humaines. En décembre dernier, enfin, le gouvernement avait avancé de deux jours les vacances de Noëi pour se rendre maître d'une agitation, née de sa décision de supprimer les bourses par mesure d'économie, décision sur laquelle il avait été contraint, malgré tout, de revenir presque aussitôt.

La corruption des cercles dirigeants

Aujourd'hui, les étudiants concentrent davantage leur attention sur les problèmes intérieurs du pays que sur les événements extérieurs. Pout-être parce qu'ils n'ont pas été mêlés de près à la lutte pour l'indépendance, ne se sentent-ils pas tenus de taire leurs griefs à l'encontre de ceux qui l'ont conduite, d'excuser leurs er-

provocateurs, ont quelque peu at- d'autant moins que le gouvernement. le temps et la crise économique aidant, semble se raidir, supporter de plus en plus mal la contradiction.

> Impossible pour le gouvernement de faire gober n'importe quoi aux étudiants, de les traiter comme des villageois sans instruction et sans importance. Par leurs parents qui occupent souvent un poste, même modeste, dans l'appareil de l'Etat, ils devinent ce qui se trame dans les contre-allées, sinon les allées, du pouvoir. Comment, par exemple, pourraient-ils fermer les yeux sur les déficiences du système éducatif d'un pays qui compte encore 35 % d'illettrés, accepter sans rechigner les appels à l'effort et à la discipline, alors que la corruption va bon train dans les cercles dirigeants?

La prétention de ces intellectuels à juger de tout, à se placer au-dessus de la mélée, exaspère le pouvoir et, singulièrement, l'UNIP, dont les membres se présentent comme des hommes de terrain, peu doués pour le maniement des idées. - Les responsables du Parti se méfient de l'université », a récemment reconnu M. Kunda. A son avis, . il y a un fossé entre la communauté nationale et les étudiants, car ceux-ci ont tendance à penser qu'ils ne font pas partie de la société ».

Forts de leur savoir, les étudiants tiendraient-ils leurs compatriotes en piètre estime, même si certains d'entre eux se croient autorisés à parler en leur nom ? « Ils ne sont ni pius ni moins arrogants à l'égard de la population que ne le sont les gens au pouvoir », as-sure un professeur.

qui se comportent comme tels ». Après cinq ans de secondaire, ils ne sont pas plus de 10 % à franchir le barrage du «supérieur». Quatre années durant, ces - happy few = fréquentent le campus, pratiquement tous frais payés, en tant que foursiers du vent les mauvais élèves, qui en-gouvernement. Outre qu'il les traine la majorité dans des débor-

cheurs en eau trouble, des agents rours et leurs faux pas? Et co logo et les nourrit gratuitement, dements. - Lors des désordres de celui-ci verse aux étudiants une allocation trimestrielle d'environ 700 francs - achat de fourni-tures, indemnité de transport et argent de poche, - dont ils cherchent à distraire une partie pour l'envoyer à leur famille.

Les étudiants partagent une chambre à deux, disposent d'équipements sportifs, gymnase et tennis entre autres. Chaque pavillon a sa salle de réunions où les «locataires» peuvent regarder la télévision ou la vidéo, emprunter des disques et des cassettes. Ce sont toutes ces facilités-là, finan-cières et matérielles, qui leur va-lent d'être considérés, par beau-coup, comme des «privilégiés». Mais l'avantage, de loin le plus appréciable, n'était-il pas la garantie de trouver automatiquement un emploi dans la fonction publique, au sortir de l'univer-

Mauvaises fréquentations

Or, cela est de moins en moins vrai, surtout si l'on sort dans un mauvais rang : les choix se rétrécissent et les délais s'allongent. Au reste, d'aucuns se demandent si, au stade actuel de développement de la Zambie, il ne conviendrait pas de mettre en priorité l'accent sur la formation de techniciens qui font cruellement défaut, «Un universitaire n'est pas un homme de terrain, remarquet-on, et le pays a d'abord besoin de praticiens. - 40 % des étudiants donnent encore la préférence aux disciplines littéraires et juridi-

Ce sont justement ces A la vérité, entend-on dire ici et étudiants-là qui, ici comme aillà, «ce sant des enfants gâtés et leurs, se montrent les plus remuants, forment l'aile marchante et radicale - pour ne pas dire versitaire. . Il n'y a pas vraiment de solidarité, constate un professeur. C'est le plus souveitt wie minorité; dans laquelle se retroufévrier dernier, une dizaine d'éléments modérés qui avaient fait circuler un appel au calme peut-être à l'instigation du principal du campus - ont dû prestement disparaître pour échapper à la colère de certains de leurs ca-

Le corps professoral tente de prendre ses distances avec les étudiants, de ne pas trop les fréquenter en dehors des cours. Le gouvernement, qui n'a pas l'air de tenir les enseignants en très haute estime - . Nous avons appris par la télévision la fermeture de l'université : précise l'un de ses représentants. - redoute plus que tout une sorte d'alliance sacréc » entre enseignants et enseignés. « Nous sommes obligés de toute autre attitude serait suicidaire, aurait pour nous des conséquences très graves, l'expulsion et le chômage -, insiste un Zambien.

En revanche, pour les étrangers, qui composent environ 40 % du corps professoral, principalement dans les disciplines scientifiques et techniques, il y a toujours moyen de se « recaser » ailleurs en cas de coup dur. Aussi, certains d'entre eux, notamment des Britanniques, ne se sont-ils pas prives, dans le passé, de jeter de l'huile sur le fen. Le gouvernement a toujours sanctionné les désordres universitaires par le renvoi de plusieurs enseignants dans leur pays d'origine. C'est la première fois, lors des récents événements, que les punitions — expulsions, suspensions - frappent uniquement des étudiants.

L'autonomie en question ?

Est-ce à dire que les étudiants sont, peu ou prou, manipulés? L'hypothèse n'est pas absurde, même si elle est évidemment difficile à vérisser. Par qui ? Le gouvernement? Il a probablement des hommes à lui au sein de l'uni-temps qu'elle répondra aux aspiversité, peut-être pas assez au rations de la nation... » goût de certains. Des enseignants du bloc socialiste? Beaucoup en

doutent, car, reconte-t-on ici, . //s ne parlent pas anglais et sont obligés d'apprendre par cœur leur cours et de l'anonner ensuite en public... - Des ambassades étrangères ? Il s'est averé, semble-t-il, que, lors des troubles de février 1976, des diplomates soviétiques ont joué un rôle non négligeable. D'aucuns soulignent. en outre, l'étrange coïncidence qui a voulu que les tout récents désordres aient démarré au moment même où, à proximité immédiate du campus, s'engageaient les conversations entre Angolais

A force de faire parler d'eux. les étudients ne vont-ils pas donner l'envie au gouvernement de revenir sur le sacro-saint principe de l'autonomie universitaire ? Depuis les troubles du printemps 1982, l'idée est en discussion dans les instances dirigeantes de l'Etat et du Parti. Celles-ci s'interrogent sur l'utilité qu'il y aurait à adapter aux réalités locales des structures de type européen héritées de l'âge colonial. Un avertissement de M. Kaunda: « Nous respecterons cette autonomie aussi long-

JACQUES DE BARRIN.

ESPAGNE

Les socialistes débordés par la « chienlit »

Les socialistes espagnols ont fait de leur pays une société permissive. Depuis qu'ils sont au pouvoir. l'usage de la drogue, par exemple, n'est plus un délit. Mais la montée spectaculaire de la délinquance, et les campagnes de la droite, les obligent aujourd'hui à faire marche arrière, et c'est une véritable « contra-réforme » qu'ils sont en train de préparer.

De notre correspondant.

Madrid. – « Nous assistons à une décomposition progressive de la société et les lois ne sont plus respectées. Les hommes et les semmes de bien ont peur dans les rues de nos villes et même dans nos foyers. Si cela continue, une explosion de colère se produira dans la population et emportera tout sur son passage comme un ouragan. On ne peut pas vivre ainsi i »

C'est le primat d'Espagne, le cardinal Marcelo Gonzalez Martin, archevêque de Tolède, qui s'est exprimé ainsi en chaire, il y a quelques jours. Certes, le cardinal ne passe pas pour un prélat progressiste. Mais en prononçant ces mots lors de l'enterrement d'un industriel de la ville, enlevé et assassiné par des délinquants de droit commun, il a exprimé l'exaspération et l'angoisse d'un secteur croissant de l'opinion.

Une véritable psychose collective, en effet, s'est emparée de puisque la chambre de commerce l'Espagne. Les récits d'attaques à de Madrid et plusieurs journaux main armée occupent désormais conservateurs ont demandé que la la première page des journaux et - loi sur les menaces sociales » donnent matière à des éditoriaux soit de nouveau appliquée. Cette de plus en plus agressifs. . Une loi, qui date du régime antérieur, attaque à main armée toutes les et qui était tombée en désuétude vingt minutes en Espagne -, titre sans être abrogée, menaçait pêleun grand quotidien de Madrid sur mêle les vagabonds, les men-

froidement abattu dans sa boutique dans un quartier populaire de la capitale, le lendemain, c'est un autre qui est tué d'une balle dans la tête, à 18 heures, en plein centre de Madrid, par un jeune qui voulait voler sa voiture.

Pour l'opposition conservatrice, c'est la société permissive qui est en cause. Les lois libérales votées par les socialistes, dit-elle, ont provoqué la « chienlit ». Certains conservateurs parlent même de complot contre l'Occident. Dans un récent éditorial, le quotidien ABC (droite), un des plus importants du pays, affirmait : « Les réformes du gouvernement en matière pénale obéissent à un objectif précis : provoquer un tel désordre que la société exige le rétablissement de l'ordre, de n'importe quel ordre. Lequel? L'ordre totalitaire, bien sur. -

Quand tous les hétérodoxes tombaient sous le coup de la loi

En fait, c'est surtout la droite « pure et dure » qui réclame, actuellement, un gouvernement à poigne pour « rétablir l'ordre ». Les nostalgiques du franquisme rappellent à longueur de colonne. dans le quotidien El Alcazar (80000 exemplaires, très lu dans les casernes), qu'à l'époque du Caudillo les honnêtes gens pouvaient arpenter sans danger les rues des grandes villes. Ils ont sans doute une certaine audience

toute la largeur de sa « une ». Un diants, les proxenètes, les toxicojour, c'est un commerçant qui est manes, les homosexuels et les mineurs - abandonnés et pervertis ». Tous coux qui avaient une conduite hétérodoxe pouvaient être poursuivis, même s'ils n'avaient pas commis de délit.

Sans doute l'opposition est-elle outrancière dans ses critiques. Il n'empêche que le gouvernement est inquiet. Son porte-parole, M. Sotillos, a reconnu que l'insécurité était devenue « le problème numéro un - dans les villes. Un conseil des ministres extraordinaire lui a été consacré le 4 avril. « En Espagne, l'ordre public peut

être le talon d'Achille d'un gou-vernement de gauche », déclarait, il y a peu, le chef de l'exécutif, M. Felipe Gonzalez. Il est vrai qu'il y a eu des précédents funestes en Espagne.

Les socialistes sont divisés sur le sujet. Comme en France, le dilemme sécurité-liberté a provoqué des frictions entre le ministre de l'intérieur, M. Barrionuevo, et son collègue de la justice, M. Ledesma. La dégradation de l'ordre public a fait pencher la balance en faveur du premier : son collègue de la justice a dû accepter de « retoucher » certaines lois votées



pagne, qui zime les rappels histo-riques fâcheux, parle déjà de contre-réforme ».

Barcelone, plaque tournante de la drogue

Les statistiques sont alarmantes. En 1983, le nombre de vois a augmenté de 45 % par rapport à l'année antérieure. Même chose pour les attaques à main armée: il y en a eu 92 % de plus contre les établissements commer-ciaux, soit une vingtaine par jour. Les homicides ont augmenté de 19 % et ont fait 688 victimes.

« Les trois-quarts de ces délits ora été commis par des consommateurs de drogue dure en quête d'argent », affirme M. Barrionuevo. Ce ne sont plus seulement les cigarettes de hachich qui circulent à la sauvette dans les grandes villes : en 1983, la police a saisi 91 kilos d'héroïne et 239 kilos de cocaïne, - les quantités les plus élevées d'Europe », affirme-t-on au ministère de l'intérieur. Depuis le début de l'année, treize personnes sont mortes d'« overdoses » à Madrid (77 en 1983 dans toute l'Espagne). Barcelone, plaque tournante du commerce des drogues dures, compterait 12 000 consommateurs habituels d'héroine.

Le gouvernement a mis au point un « plan antidrogue » incluant la nomination d'un procureur spécial et une sensible aggravation des peines pour le trafic de drogue dure. En 1983, les socialistes avaient modifié le code pénal pour faire une distinction entre consommation et trafic de stupésiants, en ne considérant pas la consommation comme un délit. Dorénavant, ce sera l'inverse : les détenteurs de drogue dure, même si c'est en faible quantité, seront présumés trafiquants et arrêtés.

par les socialistes en 1983. L'Es- Le juge continuera toutefois d'avoir le dernier mot.

Toutes les réformes pénales de M. Ledesma sont aujourd'hui en cause. La plus importante concernait la détention préventive. Etant donnée la lenteur proverbiale de la justice espagnole, les prévenus passaient de long mois en prison avant d'être jugés. Ceux qui n'étalent pas délinquants avaient ainsi toutes les chances de le devenir. Les socialistes ont readu obligatoire la mise en liberté provisoire pour les délits passibles de moins de six mois de prison. Ils l'ont facilitée dans les autres cus. et fixé une durée maximale pour la prison préventive.

Comme cette réforme n'a pas été accompagnée d'une accélération dans le fonctionnement de la justice, elle a en des effets désastreux : elle a renvoyé à la ruc. pēle-mēle, innocents et coupables. - Les délinquants entrent en prison par une porte et sortent im-médiatement par l'autre », assirment les responsables de la police. Aussi le gouvernement a-t-il été obligé de changer ses batteries et de préparer une « réforme de la réforme » qui vient d'être soumise aux députés. Le projet de loi prévoit un allongement et une extension de la prison préventive qui pourra être décrétée, entre autres considérations, - au vu de l'inquiétude sociale » provoquée par

Des socialistes - mais ils sont minoritaire - crient casse-cou. Le problème, disent-ils, n'est pas de maintenir les suspects en prison mais de les juger plus vite. Ils rappellent que dans un pays où la population active est pour 19,4 % sans emploi (le taux le plus élevé des pays industrialisés) les facteurs sociaux jouent leur rôle dans l'accroissement de la délinquance.

THIERRY MALINIAK.

France

APRÈS LA CONFÉRENCE DE PRESSE DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE ECRIVAIN, ÉDITORIALISTE A «L'HUMANITÉ»

la majorité, En apportant ne sersit-ce qu'un début de caution, qu'une

esquisse de soutien, qu'une accepta-tion sous bénéfice d'inventaire à la

politique industrielle de M. Mitter-rand telle qu'elle a été définie le 4 avril, M. Chirac peut chercher à compromettre le chef de l'Etat aux yeux de l'électorat de gauche.

M. Chirac avait dit, le 2 septem-bre 1982, à Nouméa, que « l'expé-rience socialiste ne durerait pas deux ans ». Il tente anjourd'hni de

suggérer que la pratique présiden-tielle pourrait bien donner raison à sa prédiction. Mais il se garde d'ailer trop lois dans l'affirmation

d'un revirement de la doctrine ély-

Ce n'est pas la première fois que

M. Jacques Chirac, utilisant un lan-gage un peu trop sibyllin et des for-mules volontairement contradio-

toires, trouve le moyen de faire

passer un double message et de rec-tifier le tir, ce qui lui permet ainsi de

ucher deux cibles et d'alimenter

M. Bérégovoy : Chirac contre

Giscard. - Interrogé, le vendredi 6 avril à RMC, M. Pierre Bérégovoy a

d'Estaing, dans les circonstances of

graves problèmes auxquels la

France est confrontée comme la plu-

part des grands pays industriels,

manifeste un esprit partisan, rabaisse le niveau du débat politi-

que, et je suis convaincu que

M. Giscard d'Estaing se trompera comme il s'était trompé en 1979, en 1980 et en 1981. » En revanche, il a

expliqué : « M. Chirac s'est exprimé avec responsabilité sur ce dossier

difficile, à la différence de ses lieu-

• Les Français «mécontents»

de la conférence de presse de M. Mitterrand. - 46 % des Français

sont « mécontents » de la conférence

de presse présidentielle, 31 % sont « satisfaits » et 23 % « indifférents ». D'après le sondage réalisé les 5 et 6 avril par l'IFRES suprès

de huit cent trente-sept personnes et publié par France-Soir du 7 avril,

les Français ont jugé M. Mitterrand moins « convaincant » le 4 avril que

lors de ses deux précédentes confé-

rences de presse, moins « sincère »,

plus « flou », moins « compétent », plus « hésitant » et moins « sûr de

lui », plus « sectaire » et moins

ouvert . moins - rassurant . et

plus - inquiétant »; 48 % donnent raison à M. Marchais, contre 25 % à

des engagements passés. Si 55 % (courre 33 %) souhaitent le départ

souhaite pas ce départ (contre 27 %

. M. Barre : - Le rêve que

M. Mitterrand nous a fair faire tourne au cauchemar. » - M. Ray-mond Barre estime que « le rêve que

M. Burre ajoute que « les idées [qu'il a] défendues entre 1976 et 1981 ont fait leur chemin » et que « la cure de désintoxication des

Français est engagée .. Ceux-ci, selon lui, n'ont cependant pus oucore

selon lui, n'ont cependant pas encore entièrement compris que le monde avait changé, que le bon temps du passé était walment terminé, que la

France serait confrontée, dans les années à venir, à une compétition

inexorable, et que c'est seulement par un effort continu qu'ils pour-raient retrouver la croissance écono-

mique et le progrès du niveau de

d'un avis contraire).

M. Mitterrand, sur le non-respo

tenunts et de ses partisans. »

ANDRÉ PASSERONL

nmes, et compte tenu des

M. JOSPIN A FR3

Le problème du PC

ce n'est pas qu'il sorte du gouvernement, c'est qu'il y rentre

M. Jospin a estimé qu' - il y a une situation nouvelle dans la majorité dans la mesure où le PC va trop loin dans ses critiques - et - risque d'affaiblir la majorité -, tont en se plaçant dans une - situation illogique ». M. Jospin a ajouté : « La gau-che doit s'identifier à une réussite économique, pas à un feu de paille social, et c'est ça que les con nistes doivent comprendre. M. Jos-pin, qui a réfuté la comparaison de l'attitude du PC avec celle du RPR à la fin du septennat de M. Valéry Giscard d'Estaing, a rappelé que les communistes ne peuvent pas peuvent que s' associer à la réussite ». « Un échec de la gauche, 2-1-il poursuivi, serait un échec plus grave - pour le PC.

Interrogé sur la tentation, pour le PC, de retourner dans l'opposition pour se « remplumer », le premier secrétaire du PS a répondu ; « Se remplumer, oui, mais pour quoi faire? » Le problème pour les com-munistes, a-t-il poursuivi, « ce n'est pas qu'ils sortent du gouvern c'est qu'ils y rentrent »

A propos du PS, M. Jospin a reconnu qu'il existe au sein de son parti un débat sur la politique économique, ajoutant qu'à « l'épreuve du pouvoir » les socialistes doivent modifier certaines de leurs analyses et avoir un débat entre la pratique et la théorie, mais il a réfuté l'opposition entre « modernisation et transformation sociale », qui revicadrait à confondre «le moyen et la fia». M. Jospin a sifirmé : «Il n'y a pas eu en France, depuis Pompidou, de gouvernement plus industrialiste», mais, 2-t-il sjouté, « on ne peut réduire le socialisme à l'industriali-

el Jospin, premier secrétaire du PS, invité vendredi 6 avril, de l'émission « Rencontre avec... » sur FR3 a, notamment, évoqué, sident de la République, la question de la cohésion de la majorité, M. Jospin a affirmé que l'idée d'une - nouvelle alliance - relève de la - réverie - et qu' - il faut convaincre nos amis communistes - qu' - il n'y non amis communistes qu' « u » y a pas de tournant dans la politique de la gauche ». M. Jospin a réaf-lirmé qu' « il y a un problème de modernisation des analyses du Parti communiste. Sa vision de la crise est une vision qui date. Ses solutions économiques ne sont pas applicables dans - le type de société dans laquelle nous vivons », a poursuivi le premier secrétaire du PS.

la politique de la majorité soit «impopulaire», dans la mesure où c'est une politique dure et difficile, mais il a ajouté : « Je ne crois pas qu'il y ait de problème de la masse du salariat par rapport su gouver-

A propos de l'Europe, M. Jospin a affirmé: « Nous se fuirons pas le débat de politique intérieure. » Il a de nouveau souligné les divisions de l'opposition sur la question européenne, et récusé la proposition de M. Jacques Chirac de mettre la M. Jacques chirac de metire mar-ché agricole. A propos des proposi-tions d'Europe à deux vitesses du président du RPR, le premier secré-taire du PS a estimé que, dans une machine, « les engrenages peuvent tourner à des vitesses différentes », mais pes le « moteur ». Or, a-t-il ajouté, la politique agricole commane est - un des moteurs » de

Interrogé, d'autre part, sur les ossibilités d'action de l'Europe, M. Jospin s'est demandé si la CEE ne devrait pas s'interroger sur les lieus entre l'immigration en provenance d'Afrique noire et le dévelop-pement de la séchereuse sur ce conti-nent depuis plusieurs années, afin d'agir, an niveau européen, dans ce

Les deux cibles de M. Chirac André Wurmser est mort

Interrogé par TF1, vendredi soir 6 avril, M. Jacques Chirac a fait remarquer que l'on avait surrout retent de son communiqué publié après la conférence de presse de après la conterence ue prese ue M. Mitterrand le paragraphe dans lequel il demandait que l'opposition « ne complique pas encore davan-tage la tâche du gouvernement » (le Monde du 7 avril). Le président du PPB « tenn à leure toute embienté. RPR a tenu à lever toute ambiguité. et il s'est appliqué à ne pas laisser croire qu'il approuvait totalement les nouvelles orientations du chef de

Il a donc rappelé que, selon lui, « la politique socialiste est totale-ment inadaptée aux besoins de notre pays », qu'elle est « surannée et incdaptée - et que seul « un change ment complet » de politique écono-mique permettra le redressement du pays, car « c'est le système socia-liste lui-même qui est en sol une erreur ». Les électeurs de l'opposition et les militants du RPR peuvent donc être rassurés : le maire de Paris condamne toujours avec la même vigueur la « coalition socialocommuniste - et la politique globale mise en œuvre par le gouvernement. Le chef du RPR ne pouvait en effet pas se réjouir ouvertement de voir la gauche, selon hui, faire, en matière de «dégraissage» des effectifs et de conversion industrielle, la politique que la droite au pouvoir n'avait pu

Toutefois, pour justifier ce qui est, maigré tout, une attitude de

Le PCF au pied du mur

(Suite de la première page.) La CGT a-t-elle les épaules

assez larges pour susciter, dans le pays, un mouvement de protestation contre la politique économique de M. Mitterrand? Les dirigeants communistes

paraissent décidés, pour le moment, à tenter leur chance de ce côté, mais leur tactique ne semble pas définitivement fixée. Au-delà des assurances donnée par M. Charles Fiterman à M. Pierre Mauroy sur la volonté des communistes de rester au gouvernement, le PCF doit, à prés répondre à l'interpellation du président de la République : les communistes, a dit M. Jospin, doivent changer leur analyse de la crise, faute de quoi ils ne « rentreront » jamais au gouvernement.

Dans l'Humanité du samedi 7 avril, M. Jacques Coubard, sous couvert d'une réponse à l'article de M. Maurice Duverger publié M. Jospin ne s'est pas étonné que dans le Monde du 7 avril, main-

Rien ne dolt empêcher un homme ou une

tient l'analyse économique développée, jusqu'à présent, par le PCF: la politique actuelle obéit à des critères sinanciers dont l'application est contraire aux intérêts du pays et aux - données réciles » du problème ; une autre politique est possible, il suffit d'en prendre les moyens.

Cette défense de la position exprimée par M. Marchais le vatoire. Confronté à une situation qui le met aux prises avec ses propres contradictions - comme l'avait observé M. Jospin dès le 3 avril. - le PCF doit choisir.

Aux yeux du premier secrétaire du PS, il s'agit d'un problème posé aux communistes plutôt qu'aux socialistes dans leurs rapports avec leurs alliés. M. Jospin a observé, vendredi, que la situation, au sein de la majorité actuelle, diffère sensiblement de ce qu'elle avait pu être au sein de l'ancienne majorité, lorsque M. Jacques Chirac contestait les choix de M. Valéry Giscard d'Estaing.

Le président du RPR pouvait en effet, a souligné M. Jospin, prétendre incarner une · alternative - aux yeux des électeurs de la majorité d'alors. Son groupe n'était-il pas le plus important à l'Assemblée nationale ? Ce n'est manifestement pas le cas du PCF actuellement. L'autre politique, préconisée par le PCF, est un slogan de ralliement, non pas un projet.

des communistes du gouvernement, 59 % estiment que M. Mitterrand ne Les communistes ont le choix entre deux orientations : continuer et approfondir la stratégie qu'ils affirment avoir commencé à mettre en œuvre en 1976 et qui fonde leur participation, même très minoritaire, à tout gouvernement susceptible d'avancer dans la voie de la transformation de la société; M. Mitterrand a fait faire aux Français – et notamment aux Lor-rains – est en train de tourner au ou bien en revenir au rôle de représentants des catégories sociales qui subissent les décisions cauchemar . . Il me semble, dit-il dans un entretien que publie samedi 7 avril le Figaro-Magazine, que ses des pouvoirs politique et économique. En d'autres termes, il s'agit, pour eux, d'assumer la vocation à propos sons de plus en plus caracté-rises par un économisme qui ne cède en rien à celui que certains me gouverner, qu'ils renvendiquent, ou d'v renoncer.

La direction du parti semble avoir décidé de mettre en concurrence les tenants de l'une et l'autre position, en attendant de juger aux résultats. Si la mobilisation voulue et organisée par la CGT réussit, si la preuve est faite que les choix de M. Mitterrand suscitent un mouvement de rejet dans le monde ouvrier, les communistes pourront choisir d'aller jusqu'au bout dans la logique de cette réaction. Sinon, la véritable mutation du parti lui-même pourra, peut-être, commencer,

PATRICK JARREAU.

André Wurmer, écrivain, éditorialiste à l'Humanité, est mort le vendredi 6 avril en fin de matinée des suites d'une hémorragic cérébrale. H était âgé de quatrevingt-quatre ans.

neutralité et d'expectative, il a jugé que si le gouvernement avait di changer de politique à l'égard de la Lorraine, c'est parce qu'il avait été pris à la gorge ». Mais, en voyant dans les décisions présidentielles « un petit pas vers le changement nécessaire », le président du RPR s'est également adressé, quoique de façon contournée, aux électeurs de la majorité. En apportant ne serait-INE le 27 avril 1899 à Paris. André. Wurmser avait dirigé dans la clandesti-nité, pais à la libération, le Patriote de Toulouse. Critique littéraire aux Les-Toulouse. Critique littéraire aux Les-tres françaises de 1947 à 1972, il était éditorististe à l'Humanté depuis 1954. Il signait quasi quotidiennement, en pre-mière page du journal du PCF, un billet intitulé : - Mais... » et rédigeait, aussi, des éditoriaux polémiques touchant aux débats idéologiques entre les commu-nistes et leurs adversaires ou leurs alliés,

Ainsi avait-il publić, le 5 janvier 1983. un article intitulé « La rogue, la grogne participation du PCF au gouve

Ecrivain, André Wurmser avait publié depuis Changement de proprié-taire (Gallimard, 1928), plusieurs romans, recuejis de nouvelles, essais et chroniques, ainsi qu'une étude sur Belzac, la Comédie ink 1966), et un volume de Mémoires, Fide lement vôtre (Grasset, 1979). Il avait rédité, l'an dernier, dans une version remaniée en doux tomes Un komme vient au monde (éditions Temps actuels; voir le Monde du 15 avril 1983.]

« Ne pas juger ce que nous avons pensé d'après ce que nous avons dit »

été, en 1934, l'un des quatre sécré-taires du Comité de vigilance des intellectuels anlifascistes. Il svait fait, la même année, un voyage en Union soviétique, à la suite duquel il était derenu rédacteur en chef de Russie d'aujourd'hui, organe de l'Association des amis de l'Union soviétique, tout en collaborant à l'hebdomadaire Vendredi et à l'Humanité.

André Warmer avait adhéré au Parti communiste pendant la guerre et il avait dirigé, dans la ciandesti-nité puis à la Libération, le Patriose de Toulouse. Billettiste à Ce soir puis, à partir de 1954, à l'Humanité, il avait été en même temps critique littéraire aux *Lettres françaises*, l'hebdomadaire que dirigeait Ara-gon, jusqu'à sa disparition en 1972.

opposé, à propos du plan pour la sidérurgie, les réactions de M. Gis-card d'Estaing à celles de M. Chirac. Le ministre des affaires sociales a affirmé: « Valéry Giscard Indéfectiblement attaché à l'Union soviétique, André Wurmser avait pris parti avec violence dans les polémiques du temps de la guerre froide. Ainsi avait-il publié, en 1950, un pamphlet contre son an-frère, Jean Casson, con d'avoir mis en cause la condamnation de Tito par l'Union soviétique et affirmé que le dirigeant yougoslave n'était pas le dictateur décrit par la propagande communiste officielle, notamment celle du PCF.

> André Wurmser s'était notamment illustré dans les attaques contre. Victor Kravchenko, ancien diplomate soviétique, auteur de J'ai

Ecrivain, André Wurmser avait choisi la liberté, en 1947. Trente ans plus tard, dans Fldèlement voure (Grasset éd., 1979), il regrettait que des communistes français alent été - trompés - sur la réalité des camps en Union soviétique, mais il maintenait sa comdemnation de Kraychenko.

41.72.

A RESIDENCE

STATE OF THE

2250

2 30 4

27 (21)

27 (3

200 1000

dance.

12 300 300 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1

Company of the Control of the Control

att and the second of

Part of the second

The second of the

ligano e e la propie

24 to 100 to 16 a

FEED AND THE STATE OF THE

Disposition of the second of

Company of the street

* AP 1 * 17 436

the course of the second

WATER TO A PROPERTY

Mary Strategy of the Strategy

Town to the state of

* 10.00 21 TO 1425 Au

The second second

100

40 2 7 2 200 30

Extra crare to

4. 4.4.

State of the state

the second second

the barrier of the barriers

the same

free ways and arrives.

Per ing the sale

Many Comments

The same of the same

the second of the

D. Fr.

A CONTRACTOR OF THE PARTY OF TH

The fact of the ter-

4.20

71 675

10 to 10 to

The state of the s

in the stars

S. L. Strainer

S : 10 ... 15

"我"。

.

of the law

· Allerent

477.

TE UE VETER

7.

....

3 Dec - 12-

Z

The . .

- 35 24 ·

1 2 72

.....

Imperturbable dans l'express d'un communisme de roc, André Wurmser affirmait, néanmoins, dans le même livre : « Il ne faut pas juger ce que, des uns ou des autres, nus avons alors pensé [pendant la période stalinienne] d'après ce que nous avons dit. ». Il se faisait un mérite de ces silences, justifiés, à ses yeux, par la lutte contre le capital, esaire implacable et polymorphe, prêt à tirer avantage des moin-

Le 5 janvier 1983, sous le titre «La rogne, la grogne et le Parti». André Wurmser avait donné une expression officielle, dans l'Humanité, sux états d'âme des communister hostiles à la participation du pour conclure en faveur de celle-ci. Il mettait ces militante en garde contre la « sous-estimation de ce qu'a de précieux, surtout à long terme, une politique d'union, et la surestimation de ce qu'elle a, surtout dans l'immédiat, de désagréable ».

La passion de la vie quotidienne

ou sévérité, ce que fut le partisan et l'homme toujours fidèle su Parti communiste. Le choix de Wurmser était fait depuis sa jeunesse, et il se s'est jumais déjugé, sans le moisdre aveuglement et sans éviter les douleurs. Il avait de la loyanté la plus haute idée, et il connaissait les affres de la lucidité. Il refusait de se montrer byzantin, florentin, trop subtil: il était responsable et il y mettait de

Chaleureux, compréhensif et ouvert, André Wurmser l'aura &té. jusqu'au dernier jour. Il jugeait la littérature en fonction du plaisir esthétique qu'elle lui procurait, sans se demander si elle correspondair à er si elle correspondait à ses critères à lui. Il aimait admirer, car il possédait une culture immense, an goût infaillible et une cariosité de tous les instants. A quatre vingt-quatre aus, il n'était guère rassasse ni pessimiste : toute tentative de renouvellement le stimulait. Comme Jean Casson, son beau-frère, il avait pour l'écriture des autres un respect instinctif.

Son œuvre de romancier et de eur a tout de suite trouvé un public, mais on l'a classé parmi les écrivains communistes», sans se lemander si un homme comme lui avait ou non assez d'indépendance d'esprit et de cœur. Wurmeer n'en soulfrit que modérément. Cette injustice, on va enfin pouvoir la réparer. Car il est l'un des créateurs les plus indiscutables de notre aprèsguerre, si l'on veut bien con ses livres de fiction avec quelque objectivité. D'abord, il possède une écriture, un style, une pureté de plame, une mélodie à la fois nerveuse et juste, de la plus grande

Quant à son univers, on peut en découvrir la variété dans les nom-

breuses nouvelles que contiennent le Kaléidoscope (Gallimard) et le Nouveau Kaléidoscope (Gallimard), réédité ces jours-ci. Avec un art très étudié de la litote ou de la satire, limpide, vif et grave, André Wurmer y analyse les faits et gestes de la vie quotidienne, comme si l'espèce humaine y condensait ses espoirs, ses abandons, ses folies et Renard qui aurait lu Kafka. Les romans out la même vertu : ou y saisit les êtres et puis, soudain, comme per fatalité, on les reperd, quitte d'ailleurs à en découvrir d'autres, comme per hazard ou par accident. C'est le cas notamment d'un livre dru, humineux et fort, Une fille trouvée (Gallimard).

L'œuvre majeure d'André Wurmser demeure Un homme vient au monde (Temps actuels); c'est l'histoire, en plus de deux mille pages, d'un jeune intellectuel pauvre, né avec le siècle, qui met de longues années à s'identifier à lui-même à travers ses études, sa famille, ses et contradictoires. Puis, au lendemain de la première guerre mondiale, dans une sorte de vertige, un jour de manifestation, ce person découvre la foule, le pemple, la solidarité, pour le meilleur et pour le pire. D'autres s'ouvrent à l'hamsname on à l'action politique : le héros de cette fresque a une autre église secrète qui est, sans qu'il le nomme expressément, la fraternité. Ce livre est, pour la ganche, l'équivalent des Hommes de bonne volonté, de Jules Romains, pour la bourgeoisie. Mais il convient aujourd'hui d'enlever à André Wurmser les étiquettes qui trop longtemps l'ont paralysé.

ALAIN BOSQUET.

nme de mener à terme les études qu'ils ILS ont entreprises. Aujourd'hui, 500 étudiants polonais dé-**ONT TOUT** racinés par la crise de leur pays demandent le droit de poursuivre les leurs en Françe. Ils sont seuls, sans ressources, hors du LAISSE cadre des bourses officielles. Le Comité de Soutien aux Polonais en France, agréé par la Fondation de France, vous invite à les parrainer en prenant en charge tous les mois une partie de leurs dé-EN POLOGNE SAUF Grace à vos dons, il leur accordera un prêt sur l'honneur, que chacun d'eux s'est engagé à rembourser dans les années à ve-L'ENVIE alimentant ainst une chaine de solido-**D'ETUDIER** Ils ant entre dix-huit et vingt-cinq ans. Ils aiment la France. Leur avenir est entre **OUI JE VEUX PARRAINER**

UN JEUNE ETUDIANT POLONAIS

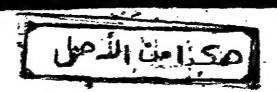
en prenant en charge, pendant douze mois, un ou plusieurs postes de son budget : Déplacements (carte orange) 122 F Livres et documents 300 F Nourriture (60 tickets restaurant) 480 F Logement En faisant un don unique de F

Nom. Adresse _

YOS DONS BÉNÉFICIENT DU DÉGRÉVEMENT FISCAL Libellez vos chèques à l'ardre de la Fondation de Prance compte nº 403 et faites-les parvenir au Consité de Soutien aux Polonois en France 49, rue Marius-Aufan - 92300 Levallois-Perret - Tél.: 758.51.56 ou an CCP Paris 3.6.9. G. Avec la mention Compte nº 403

COMITE DE SOUTIEN AUX POLONAIS EN FRANCE

Page 8 - Le Monde • Dimanche 8-Lundi 9 avril 1984 •••



101101 5 AVRIL 188 compromi républica

-------Midi Baprin minister in 5 in

Principality and Burn THE RESERVE THE WAY W party in Institute MATERIAL DE MA majorne des fin -Complete with the destroyer & France topery de Tana Banksty, ... gigatint mitter i CINCHIDATE OF THE HAM! A MAR SHAWN Margue, it will Mais Call to get lutes Forey tele en defendre Die THE STREET SE

A agreement for strikely

Irfant machine tere Freguette. du stromie + de in 1745 An 16 AM SHAPPINE MINER tent total tioned in Artist Se in Manager BALLACISANTE & TA NAME AND ADDRESS. Principles for the first CONTRACTOR OF Cut a designation :

Total State | THE AND BRIDE Pie mies es ! Carrer da genen

Buche de la reite 4.17% & PHY 李成 古山海 TERRY 20 215:17 BATTLE STREET THE WAR MAN THE WARE! THE And the property of gr: 41, austres

LA LOI DU 5 AVRIL 1884

Le compromis municipal des républicains

cains faisaient voter la loi qui devait fixer, pour un siècle, les grands traits de l'organisation des communes françaises. Si nombre de modifications amendent ce texte sous les IIIe, IVe et V. Républiques, les principes fondamentaux qui prévalent alors demeurent intangibles jusqu'aux récentes mesures de décentralisation et peuvent permettre de caractériser l'esprit qui préside au vote de 1884. Un esprit qui dépend étroitement de l'équilibre politique établi au début de la III République.

ANITE

S CLL: DOME JANVIET 1983, JAN. 12 BOSK I défendant à JUNETHERES

Imser 2 val.

Imser 2 val.

I plusieum
II plusieum
III pl

· pense

. Trease as

ement via

ıן teğtei⊊

LEUSEN SPEC

realise &

que nati

попаское е

CALCUSTRACE CO.

700, Aug

UCS JERONE

· ne feet se

ಆ ದೆಚ್ಚುತಿದ್ದ

bengar -

apret of a

se table a

 $\operatorname{Batt}(f_{(2k)})_{2k}$

TE IS SET

 $z \in \mathcal{N}_{t}^{1/2}$

- Sept.

1022.5

100 le 25

ೆ ವ್ಯಕ್ತಿತ್ತಾ

200 00

1000.

"The last of

of dead.

 $\mathcal{N}_{\mathcal{S}} \circ \mathfrak{g}^* \circ \varphi_{\mathcal{S}}$

145.5%

17 4. 2.

ithm

1, 41 grade 1

NUMBER OF

 $c_{\rm adjac} = h_{\rm adjac} f$

100

grand 1423

12 17 78 2

2 - 11-12

-_2**:- 4

Sec. 2011

2.0024 (42

 $-\chi_{\omega} \delta_{\omega} = \delta$

2-2-2 ---

- 12

 $(\omega_{i}) = (1/2)^{2\alpha}$

- 2 T-F

. .

. . . .

080-17

Depuis 1879, la défaite des nonarchistes qui ont gouverné la République missante est un fait acquis. Vaincus par le suffrage universel après la crise du 16 mai 1877, ils ont successivement abandonné aux républicains la majorité dans les deux Assemblées et la direction du gouvernement. Dernier bastion e leur pouvoir, la présidence de la République est tombée lorsque le vieux maréchal de Mac-Mahon a préféré démissionner plutôt que d'entériner les changements dans le haut commandement que lui proposait le gouvernement. Désormais installés aux postes stratégiques, les répu-blicains procèdent à une vaste épuration de l'armée et de l'administration. Mais ils sont parfaitement conscients que le changement des hommes ne saurait suffire à satisfaire une opinion qui attend d'eux des mesures d'une tout autre portée.

Au nom de l'opposition de gauche, l'éloquent Charles Floquet se charge de le rappeler aux nouveaux maîtres du pouvoir :« Il ne suffit pas que les républicains entrent dans les places, il faut surtout que les grands principes entrent dans les lois.»

Les grands principes? Issus de la Révolution française, remis à jour par l'opposition républicaine au Second Empire et tout particulièrement par Léon Gambetta dans son programme de Belleville de 1869, ils ont nom liherté et démocratie. Et aux côtés des libertés de presse, de réunion, d'association, de la détrocratisation de l'armée et de la magistrature, de l'établissement du divorce, de l'impôt sur le revenu et de la laïcisation de l'enseignement figurent en bonne place · les libertés communales », élément-clé de la décentralisation.

C'est qu'en la matière, aux traditions centralisatrices héri-tées de l'histoire administrative française et renforcées par les vingt années du Second Émpire, se sont ajoutées les pratiques du gouvernement de l'ordre moral des années 1873-1875, durant lesquelles les monarchistes au pouvoir ont entendu préparer la France au retour du roi en rétablissant, dans les institutions comme dans les esprits, les notions de hiérarchie et de respect des autorités. Pour les communes, cette politique s'est soldée par une très étroite sujétion aux préfets ou aux sous-préfets, le symbole de cette mise en tutelle étant le vote de la loi du 20 janvier 1874 qui enlève aux conseils municipaux le droit d'élire les maires et confie la nomination de ceux-ci au chef de l'Etat ou à l'autorité préfectorale, selon l'importance de la

Nul doute, par conséquent, pour l'opinion publique : l'arrivée des républicains au pouvoir va se traduire par un vaste train de réformes dont l'octroi des libertés municipales doit représenter un élément capital. Toutefois, si la nécessité des réformes apparaît à tous les partisans de la République, des désaccords surgissent entre eux quant à l'amoleur et au rythme qu'il convient de donner au mouvement envi-

Les plus déterminés sont les radicaux, dont le principal inspirateur est Georges Clemenceau, depuis que Gambetta a abandonné, en 1874, l'extrémisme pour la modération. Ecartés des points, Ferry n'accepte de transiresponsabilités du pouvoir, ils réger et, contre la gauche, il fait

Le 5 avril 1884, les républi- clament avec ardeur l'application immédiate de la totalité du programme républicain, prompts à dénoncer les retards et les atermolements du gouvernement. Mais, depuis 1879, ce sont les modérés, ceux qu'on appelle les - républicains de gouvernement -, qui dirigent le pays. Soucieux de ménager les transitions, de n'engager les réformes que progressivement, lorsqu'ils esti-ment les conditions favorables réunies (ce qui leur vaut le qua-lificatif d'« opportunistes »), ils considèrent que l'enracinement de la République nécessite la prudence si on veut provoquer l'adhésion de la masse de la société française, les paysans et la bourgeoisie des villes de province, méliants envers toute

Le souvenir de la Commune

Or le thème des libertés communales est loin d'être neutre à cet égard. Si, en 1881, les républicains out amnistié les condamnés de la Commune, le souvenir de l'insurrection parisienne de 1871 est présent dans toutes les mémoires, et le spectre de la révolution rouge fait encore passer un frisson sur la France profonde des années 1880. Et c'est précisément en brandissant le drapeau de l'autonomie des communes que les insurgés parisiens ont tenté d'étendre au pays tout entier le mouvement de la capitale, non sans un début de succès dans certaines villes françaises, en particulier dans le Midi. Représentants de la France provinciale éprise d'ordre et de stabilité, les gouvernants des débuts de la III. République en partagent les craintes et les aspirations. Jules Ferry, prési-dent du conseil depuis, 1883, son ministre de l'intérieur, l'avocat nantais Waldeck-Rousseau, sont des républicains sincères, résolus à ancrer le régime dans la société. française, en évitant toute décision qui pourrait effaroucher.

La loi municipale du 5 avril 1884 qu'ils mettent en œuvre porte la marque de cette double volonté de promouvoir les réformes républicaines tout en conservant la maîtrise des évolutions et en évitant d'effrayer la majorité des Français. Les gouvernants la conçoivent en fait comme une loi « technique » destinée à ressembler dans un texte unique les éléments épars qui régissent l'organisation communale. C'est si vrai que le mi-nistre de l'intérieur, Waldeck-Rousseau, semble s'être désintéressé du sort de la loi, négligeant même d'aller soutenir la discussion en commission et laissant à son sous-secrétaire d'Etat. Margue, le soin d'en suivre le cheminement en commission. Mais c'est le président du conseil Jules Ferry lui-même qui devait en défendre l'inspiration à la tribune contre les critiques de l'extrême gauche radicale.

C'est que, depuis la loi de mars 1882, votée sous le ministère Freycinet, une grande partie du chemin a été accomplie dans la voie de la démocratisation municipale : les conseils municipaux (sanf celui de Paris) ont retrouvé le droit d'élire leur maire, et une vieille disposition, datant de la monarchie censitaire, qui prescrivait l'adjonction au conseil municipal des citovens les plus imposés de la commune. pour le vote des emprents et des contributions extraordinaires, a été abrogée.

Contre la gauche

Toutefois, la loi du 5 avril 1884 est autre chose qu'une sim-ple mise en ordre législative. L'extrême gauche radicale réclame du gouvernement la pour-suite de la réforme municipale : l'octroi à Paris du droit d'élire son maire comme les autres villes de France et surtout l'autonomie financière des municipa-lités, seule susceptible à ses yeux de fonder une véritable décentralisation. Or, sur aucun des deux

des deux Assemblées une loi qui préserve le contrôle de l'Etat sur la capitale et la tutelle préfectorale sur les administrations com-

Sur le premier point, les mé-liances nées du souvenir de la Commune ne sont pas seules en cause, Depuis 1879 les relations sont tendues entre la majorité du conseil municipal de Paris, animée par les radicaux, tout-puissants dans la capitale, et le gouvernement républicain. A l'exigence des élus parisiens d'une mairie contrale pour la ca-pitale et de la subordination de la préfecture de police à l'Hôtel de Ville, Jules Ferry et Waldeck-Rousseau répondent par une fin de non-recevoir systématique.

A leurs yeux, la représentation municipale, dominée par l'ex-trême gauche « n'est pas l'expression fidèle des idées, des sentiments de la population », selon les termes mêmes du ministre de l'intérieur. Et celui-ci médite de réduire l'assemblée parisienne à un rôle purement administratif, ce qui conduirait les extrémistes à s'en désintéresser pour laisser la place aux gestionnaires, aux industriels, aux bommes d'affaires. Contre l'ex-trémisme parisien, Waldeck-Rousseau entend s'appuyer sur « le pays wal, le pays laborieux, cehil que l'on n'entend pas assez, parce qu'il ne parle pas as-sez, dont il faut surprendre l'opinion dans ses manifestations toutes intimes ».

A cette hostilité déclarée du gouvernement à son égard, le conseil municipal de Paris répond en refusant chaque année le vote des crédits nécessaires à la préfecture de police; que le ministre doit inscrire d'office. Rien de surprenant dans ce contexto que la loi da 5 avril 1884 maintienne pour Paris un régime d'exception. A tous les niveaux, c'est l'administration qui tient la décision : le préfet de la Seine exerce les pouvoirs du maire ; le préfet de police a autorité sur la police municipale. Quant au président du conseil municipal, son rôle n'est qu'homunes, les problèmes sont sensiblement différents, et la véritable question est de savoir jusqu'où les républicains de gouvernement sont disposés à aller dans la voie de la décentralisa-

Une liberté surveillée

Les dispositions de la loi de mars 1882 sont étendues et généralisées. Les conseils municipaux élisent les maires et les adjoints, et les séances des conseils, jusque là tenues à huis clos, sont dorénavant publiques. Le maire recoit des pouvoirs réels : il est à la fois agent de l'Etat dans la commune et exerce à ce titre des attributions administratives et judiciaires et agent d'exécution des délibérations du conseil municipal. L'article 91 de la loi du

adopter par la majorité modérée 5 avril 1884 précise ses prérogatives en même temps qu'elle en circonscrit étroitement les limites. Il est chargé « sous la surveillance de l'administration supérieure » de la police municipale, de la police rurale et de l'exécution des actes de l'autorité supérieure qui y sont relatifs. Les conseils municipaux issus de la loi de 1884 vont devenir. de fait, des foyers actifs de vie dé-mocratique où sont débattus tous les problèmes des communes et où nombre d'élus vont faire l'apprentissage de la politique, au contact des réalités locales. De même, les pouvoirs des conseils municipaux en matière financière sont en apparence accrus puisque la loi de 1884 leur donne droit capital de voter le budget

> Mais la liberté municipale accordée par Ferry n'est qu'une liberté surveillée. L'administration préfectorale continue à exercer une étroite tutelle sur les délibérations, en particulier financières des assemblées communales. Le préfet, dans les grandes villes, le sous-préfet, pour les petites et moyennes communes, peuvent, comme ils l'entendent, annuler les délibérations des conseils municipaux. Les décisions financières, en particulier le budget municipal, les aliénations, échanges ou changement d'affectation des propriétés communales, les concessions de services municipaux, les partici-pations financières à des entreprises industrielles et commerciales exigent l'approbation. préalable des autorités administratives. Enfin, le pouvoir peut faire inscrire d'office au budget municipal les dépenses obligatoires si le conseil municipal ne l'a pas fait, et il peut établir lui-même le budget si celui qui a été voté par les élus fait apparaître

> C'est donc une décentralisation très limitée marquée par l'octroi aux communes d'une liberté sous surveillance qu'instaure la loi du 5 avril 1884. Après son adoption, la France de la IIIª République demeure un Etat centralisé. La loi municipromis républicain des années 1880 laisse un goût amer à l'extrême gauche radicale dont l'intransigeance idéologique attendait sans nul doute une réforme plus profonde. Mais elle corres-pond incontestablement à la nature du changement qu'était disposée à accepter la société française de la fin du dixneuvième siècle, dont les républicains de gouvernement exprimaient les aspirations et les craintes. Et son adéquation aux conditions du temps explique sans doute une longévité de près d'un siècle.

SERGE BERSTEIN. Historien, auteur de l'Histoire de parti radical, publiée aux Presses de la Fondation nationale

VIENT DE PARAÎTRE dans la collection du GRAL

Juris-Classeur COLLECTIVITÉS LOCALES

1 volume sur fascicules mobiles périodiquement tenu à jour

complément du Juris-Classeur Administratif destiné aux élus et aux gestionnaires des collectivités territoriales.

pour tout renseignement s'adresser à : EDITIONS TECHNIQUES S.A. (Juris-Classeurs) 123, rue d'Alésia 75678 PARIS CEDEX 14 Tel: (1) 539-22-91

LES NOUVEAUX VENUS

Michel Barnier: patience tolérance, distance

De notre correspondant régional

Lyon. - « Je vis une période d'apprentissage » : ce n'est pas de la modestie, plutôt du réa-lisme. M. Michel Barnier (RPR), trente-trois ans - Il est né le janvier 1951 à La Tronche (leère), - collectionne les titres de « benjamin politique ». Plus jeune étu dans un conseil géné-ral à vingt-deux ans, puis plus jeune député à vingt-cinq ans, il est depuis l'an demier le plus jeune président d'une assem-blée départementale. A Chambéry, il dirige « son » départe-ment de Savoie, « une gestion comparable, dit-il, à celle d'une ville de trois cent quarante mille habitaints ». Très impliqué dans cette têche à l'heure de la décentralisation, il est moins pré-sent au Palais-Bourbon que certains de ses collègues de l'opposition. Même s'il est « admiratif » pour la bataille menée à Paris, par exemple par M. Jecques Toubon, il dit tout haut son manque de goût pour « la guerre de tranchées parlemen-taire ». La Savole qui, selon lui, a « un fond de démocratie chrétienne et un fond de radicalisme », est son champ d'expérience. Pas au point d'être un carcan, mais plutôt une nouvelle étape pour un homme qui peut assurer tranquillement : « Dans ma vie publique, j'ai franchi

Famille savoyarde, études secondaires à Albertville au ly-cée public Jean-Moulin, engagement politique très précoca : tout persit simple dans le parcours de Michel Barnier. Fils d'un gainler — fabricant de cof-frets, — le futur député de Sa-voie sera très influence per la générosité de les mère. Une femme « très engagée dens la vie sociale », active dans des associations diverses et qui « » souvent voté à gauche ». L'enfant, puis l'adolescent sera un très bon élève. Son aspect toujours ectuel de premier de la classe coïncide avec une réalité d'étudiant doué : double bachegrara l'Ecole supérieure de com-

Le secteur privé semblait lui ouvrir les bras. Ce sont les cabinets ministériels qui l'accueille-ront. Il travaillers notamment avec M. Robert Poujade au premier ministère de l'environnement, puis avec M. Pierre Mazeaud à la jounesse et sux

ans, Michel Barnier fonde en 1967 la section UJP (Union des jeunes pour le progrès) de son lycée d'Albertville, vit les évé-nements de 1968 à l'intérieur d'un comité d'action lycéen cù déjà il parvient à faire respecter le mouvement des jeunes gaulfistes, tout en confortant sa foi militante : « Il était possible dès cette époque de faire de la politique dignement en écoutant et en respectant les gens. »

Son modèle, c'est bien sûr le Général : « Ma plus grande fierté, c'est d'avoir soutenu cet homme. A l'époque, ce n'était pas facile. Aujourd'hui, on voit beaucoup de gens, qui le contestaient, tenter de le récu-pérer. » La découverte, à l'âge de treize ans, des Mémoires de guerre lus comme un roman, est loin de suffire à sa curiosité inaura toujours beaucoup d'attrait pour l'histoire, notamment celle de la IIIº République. Il apprend des discours de Jean Jaurès ou de Joseph Caillaux, dislogue d'une façon parfois vive avec un prof gauchiste qui lui attribueit de très bonnes notes i

Aujourd'hui, les exigences morales demeurent. Dans son département, il veille à ce que la gestion de l'argent public ne soit pas *« partiale »*. Aussi est-il e très attentif » au niveau national pour distinguer parmi ses adversaires politiques entre « ceux qui ont le sens de l'Etat » et « ceux qui ont l'esprit de

parti ». Il avertit : « Je me souviendrai des gens qui ont eu une attitude partisane. » On peut aimer les contacts directs avec les autres, prendre du plaisir à dialoguer avac tous sans pour autant tolérer l'intolérance.

La démarche du député savoyard au cœur de sa circonscription « fondamentalement agricole » d'Albertville-Ugine et de la vallée de la Tarenta rencontré un succès électoral impressionnant. Elu à vingt-deux ans conseiller général (« il fallait être un peu fou »), il devient député en 1978 alors que l'assemblée départementale evait basculé à gauche deux ans auparavant et que la principale ville du département, Chambéry, signait en 1977 un bail de



CAGNAT

vaque rose » : il sera même un des trois députés de la nouveile opposition - avec MM. Léctard (Var) et Séguin (Vosges) - à

Bref. la méthode Barnier est efficace. Au lieu de ferrailler à tout propos at hors de propos avec ses adversaires acc ses terres sans chercher à brûler. les récoltes voisines. Une fois ses victoires acquises, Michel Barnier essaie de se souvenir que « si on n'est per élu per tout le monde, on l'est pour tout le monde ».

A trente-trois and, le premier des élus savoyards ne veut pas griller les étapes : « J'ai du temps », aime-t-il à répéter. Et le temps, c'est aussi, hors la vie publique, le aport qu'il pratique dans de multiples disciplines : le ski — sa circonscription est celle du premier domeine skie-ble français, — le tennis, le planche à voile et la course à pied. La culture, avec des goûts éclectiques, notamment en matière de théâtre.

Il a deux jardine secrets. Adhérant à l'UNR à quinze D'abord sa vie privée. Il est marié decuis deux ans avec une jeune avocate. Puis un jardin sans frontière : Michel Barnier est un globe-trotter, les Etats-Unis l'impressionnent sans pour autant le transformer en partisan du « modèle US ou resonnien ». Il a percouru l'Asie du Sud-Est en « jean et sac au dos ». Au Lace, en Birmanie ou au Cambodge, il apprend à mesurer la relativité des probièmes. A l'Assemblée nationale, il préside un groupe très recuménique chargé des actions en faveur des pays sousdéveloppés. Il a déposé une proposition de loi pour renforcer la force d'intervention humani-

Rien d'étonnant donc à constater son peu de goût pour les querelles de parti ou pour la guerre des chefs. Il est certes « naturellement et sans réti-cence » demière Jacques Chirac mais ne refuse pas d'interviewer à la télévision l'ancien président Giscard d'Estaing entre les deux tours de 1981 et ne voit pas pourquoi aujourd'hui e il n'écouterait pas un homme comme Raymond Barre ». Le dossier qui lui tient à cœur ? Celui des Jeux olympiques de l'hiver 1992 qu'il aimerait voir se dérouler è Albertville et dans toute la Tarentaise. Cer, selon lui, « une région, tout comme un pays, a besoin d'un projet et

CLAUDE RÉGENT.

France / société

CINQ AMÉRICAINS, CINQ SOVIÉTIQUES, UN INDIEN

Boom démographique dans l'espace

Les succès répétés ont ceci de sur-prenant qu'ils finissent - presque -par lasser l'admiration. Et pourtant, c'est encore un exploit que la na-vette spatiale américaine Challenger a accompli en quittant, vendredi 6 avril, le pas de tir de Cap Canave-ral en Floride à 15 h 58 (heure française), respectant à la seconde près l'horaire prévu. Trois quarts d'heure après son

sur une orbite inclinée de 28.5 desur use exbite inclinée de 28,5 de-grés par rapport à l'équateur, à une altitude d'environ 400 kilomètres au-dessus de la Terre, cependant que son équipage procédait aux véri-fications d'usage. Celles-ci termi-nées, le commandant de bord Robert Crippen et le pilote Francis Scopee ont commence à manœuver Challenger pour l'approcher du sa-tellite astronomique Solar Max, si-tué sur une orbite plus haute (497 kilomètres), à 18 400 kilomètres de là. Ces premières opérations devraient aboutir, le dimanche 9 avril jour « J » de la mission, au rendez-vous de la navette avec sa cible et permettre aux astronautes de tenter le premier sauvetage de satel-lite de l'histoire spatiale.

Aunaravant, an cours de leur première journée en orbite, les astronautes devaient déployer la plateforme scientifique Long Duration Exposure Facility, qui restera quel-que dix mois dans le cosmos, avec, à son bord, cinquante-sept expériences. Ils auront ainsi libéré la soute de la navette, qui pourra, le lendemain, recevoir Solar Max.

Depuis le départ de Challenger, qui gravitent autour de la Terre cino Américains dans la navette cinq Soviétiques et un Indien à bord de Saliout-7 - et qui battent le record de l'occupation humaine de

il n'y avait « que » huit astronautes et cosmonautes en activité. Toutefois, les équipages américain et soviéto-indien ne se rescontreront pas, les Etats-Unis et l'Union soviétique ayant convenu de ne pas faire évoluer leurs véhicules spatianx à moins de 320 kilomètres l'un de

Ceintures et bracelets

L'activité déployée à bord de la station orbitale soviétique Saliout-7 est certes beaucoup moins spectaculaire que les opérations délicates et très attendues que devraient accomplir les Américains. Et ce ne sont pas les quelques exercices de yoga auxquels s'est livré le cosmonante indien Rakesh Sharma qui pourront détourner l'attention du vol libre de l'Américain George Nelson et de sa tentative de capture d'un satellite. Mais les expérieuces de médecine spatiale auxquelles se livre l'équi-page de Saliout-7 — en s'équipant notamment de ceintures et de braceets spéciaux destinés à régularise la circulation sanguine afin d'éviter l'afflux de sang dans le cerveau -devraient contribuer à mieux faire comprendre le comportement de l'homme en apesanteur.

Ces études intéressent, en premier lieu, les cosmonautes soviétiques, qui sont familiers des vols de longue durée (plusieurs mois). Mais elles concernent aussi les autres puissances spaciales. A terme, elles visent, en effet, à combattre efficacement le « mai de l'espace », condition nécessaire à toute banali-sation des vols habités.

ELISABETH GORDON.

Un vaccin français contre la brucellose humaine sera prochainement commercialisé

Tours. - Un vaccin français contre la brucelluse lamaine sera prochainement commercialisé. Telle est la principale conclusion du onzièsse Symposium na-tional de médecine agricole réuni vendredi 6 avril à

De notre envoyé spécial

La brucellose est à la fois fréquente et mal connue. Il s'agit d'une maladie infectieuse due à différentes bectéries du genre brucella. Ou connaît de nombreux types de brucella rencontrés chez les ovins, es caprins, les bovins, les porcs et différents animaux sauvages. homme est contaminé au contact de l'animal. Certaines professions sont très exposées : notamment les vétérinaires, le personnel des absttoirs, des boucheries et des laiteries ainsi que les trayeurs et les bergers. Dans certains can, la contamir peut aussi se faire de manière indi-recte par consommation de fromages frais de vache, de brebis ou de chèvre, fabriqués à partir de lait

Une maladie tenace

En France, le professeur Jacques Roux, spécialiste international de cette maladie et directeur général de la santé, estime que le nombre de nouveaux cas survenant chaque année oscille entre deux mille et quatre mille. La brucellose est à l'origine de tourdes pertes financières pour l'écoPabriqué par l'Institut Mérieux à partir des tra-vaux du professeur Jacques Roux (Montpellier), ce vaccin devrait être l'une des pranières méthodes préventives efficaces et saus danger contre une ma qui touche, à la fait, Phonume et l'amignal.

Chez l'homme, la maladie prend différentes formes. La plus connue se traduit par un état fébrile accompagné de sueurs abondandes et de douleurs diffuses, évoluent par pous-sées d'une vingtaine de jours. Maladie tenace, la brucellose est fréquemment à l'origine d'une infection chronique. Il s'agit, par exemple, de foyers infectieux caseux, nerveux ou glandulaires. Par-fois s'installe un état dit de « patraquerie », qui, outre les sueurs et les douleurs, se caractérise par un état de fatigue et un syndrome dépressif.

Retombées commerciales

Le diagnostic de la maladic est souvent difficile et méconnu. C'est dire l'importance d'une thérapeutique préventive par vaccination spé-

Jusqu'à présent, plusieurs emais avaient été tentés à travers le monde, aux Etats-Unis, en Union soviétique et en Israël, notamment. Il s'agissait de vaccins fabriqués à partir de germes vivants. Les résultats furent décevants et plusieurs acci-dents ont été signalés. L'originalité du vaccin français vient du fait qu'il n'est constitué, pour la première lois, que de fractions antigéniques de bactéries et qu'il est dépourvu de toxicité. Mise au point depuis plusieurs années par le professeur Roux, sa fabrication à l'échelle industrielle a été développée par l'Imtitut Mérieux. An total, mille deux cents per

sonnes cert, à ce jour, été vaccinées avec des résultats (efficacité et in-nocuité) tout à fait satisfaisants. Seules les personnes n'ayant jamais été infectées par les germes brucel-liens penvent être vaccinées (les auliens peuvent être vaccinèes (les autres pourraient, en effet, présenter de violentes réactions immunologiques). C'est pourquoi l'Institut Mérieux a également mis au point et développé un test immunologique qui assure le dépistage des sujets pouvant bénéficier de la vaccination. La commercialisation d'un tel test était un préalable indispensable. test était un préalable indisp à celle du vaccin qui avait déjà reçu, il y a quelque temps, son autorisa-tion de mise sur le marché.

«Selon toute vraisemblance, le vaccin pourra être proposé au pu-blic dans quelques mois », nous a in-diqué le professeur Roux. Compte tenn des caractéristiques de la maladie et de l'absence sur le marché de thérapeutique préventive, un tel ré-sultat est un événement médical qui pourrait connaître d'importantes re-tombées commerciales.

JEAN-YVES NAU.

EN BREF-

Pas d'aide judiciaire pour Klaus Barbie

Klaus Barbie, qui estime trop lourdes les charges financières impo-sées par les besoins de sa défense et notamment la consignation d'une somme de 25 000 francs qui lui a été demandées après son dépôt de plainte en faux contre une pièce de l'instruction, avait demandé à bénéficier de l'aide judiciaire. Sa demande a été refusée. Barbie se présente comme ressortissant bolivien et aucune convention d'aide udiciaire n'existe entre la France et

Gilles Perrault Henri Curiel et Georges Suffert

Gilles Perrault, auteur du livre Un homme à part consacré à Henri Curiel (le Monde du 6 avril), et les éditions Bernard Barrault, qui ont publié cet ouvrage, devront insérer une note mentionnant que Georges Suffert, journaliste au Polat, considère comme diffamatoire une phrase de cet ouvrage.

Georges Suffert avait saisi en référé le tribunal civil de Paris après avoir constaté qu'un passage du livre faisait référence à deux articles publiés par lui dans le Point, en 1976 et présentant Henri Curiel comme un agent du KGB. Après l'assassinat du militant tiers-mondiste, Georges Suffert avait renouvelé publiquement ses accusations. Poursuivi par les héritiers d'Henri Curiel, il avait été mis bors de cause par la justice (le Monde du 5 novembre 1981).

Dans sa décision concernant Un homme à part, le tribunal relève que, si Gilles Perrault n'a pas mentionné expressément que Georges Suffert a été mis hors de cause dans cette affaire, il y fait une brève référence. Toutefois, le tribunal a estimé que la phrase selon laquelle - ler amis d'Henri Curiel tiennent Georges Suffert pour responsable d'une agression organisée de sang-froid avec le concours officieux d'un service secret français . Était de nature à porter atteinte à l'hon-

Le commissaire Tourre s'installe à Bavonne

Le commissaire Alain Tourre. sons-préfet chargé de la coordir tion des différents services de police dans le département des Pyrénées-Atlantiques, jusqu'à présent basé à Pau, va s'installer à Bayonne. M. Gaston Defferre, ministre de l'intérieur et de la décentralisation, a pris cette décision le 3 avril, lors d'une réunion en présence de préfet des Pyrénées-Atlantiques, M. Bernurd Landouzy, et « de tous les fonctionnaires compétents de ce dé-

ques espagnols ont été condamnés, le 5 avril, à des peines de prison, en partie assorties de sursis, par le tribunal de grande instance de Bayonne pour détention ou port d'armes. L'un d'entre enz. M. Jesus Ricardo Urtiagga Repulles, était un compagnon de travail de Jean-Pierre Leiba, assassiné par méprise le I = mars ner un commando.

 La fermeture du bureau de presse de la police judiciaire. — Une délégation du bureau de l'Association des journalistes d'informa-tion sur la police a été reque jeudi 5 avril par M. Robert Bouchery, procureur général près la cour d'ap-pel de Paris. Elle lui a exprimé ses inquiétudes après la décision de fer-meture par le préfet de police de la salle de presse de la police judiciaire et lui a demandé d'intervenir auprès des officiers de police judiciaire qui sont placés sous l'autorité du par-quet général pour que ceux-ci puissent permettre aux journalistes de comrôler et de vérifier leurs infor-

• Mort du journaliste Jean Marvier. - Le journaliste Jean Marvier, apprend-on le 7 avril, est mort à l'âge de cinquante-huit ans. Entré dans le profession en 1954, Jean Marvier a collaboré à plusieurs hebdomadaires : Jours de France, Mi-nute, et Paris-Match. Il fut également rédacteur en chef du mensuel le Cri des bêtes auquel devait collaborer Georges Figon, l'un des princi-paux témoins de l'affaire Ben Barka, dont il recueillit le récit publié par l'Express en janvier 1966.

Les obsèques de Jean Marvier se-ront célébrées, le lundi 9 avril, en l'église de Saint-Thomas-d'Aquin, où une messe sera dite à 10 h 30.

Un centre de recherches sur la moelle à Montpellier

Montpellier. - Un centre de recherches sur la moelle, le premier en Europe, sera construit à Montpellier avant la fin de l'année. Il sera situé à proximité de la clinique Propara, spécialisée dans l'accueil des handicapés physiques et qui a permis, à la suite des travaux du professeur Ra-bischong (INSERM), d'améliorer motricité des paraplégiques et tétra-

Le nouveau centre orienters ses greffe de moelle Cette initiative résulte de la rencontre entre le professeur Claude Gros. chef de clinique neurochirurgicale, et M. Michel Gillibert, lui-même paraplégique, fondateur et président du Mouvement des victimes d'accidents de la vie. Le financement de départ, dû à une initiative privée, s'élève à 9 millions de francs. -(Corresp.).

 Une compagnie privée américaine achète deux Airbus A-300, — Northeastern International Airways va acquérir en juin deux nonvensx Airbus A-300, d'occasion comme les deux premiera A-300 achetés par cette même compagnie à Airbus-Industrie en février dernier. Northeastern International Airways, créée il y a deux ans environ, emploie mille deux cents personnes, et exploite une douzaine d'appareils (A-300, Boeing-737, DC-8).

• RECTIFICATIF. - Contrairement à ce que nous affirmions (le Monde du 15 mars), le professeur d'espagnol tué par son élève dans un lycée de Castres, Vicente Andrès, n'avait pas d'enfant. M= Andrès nous demande de rétablir cette vé-rité » pour le respect de notre rêve brisé dans ce cauchemar, pour le respect de mon mari, pour le respect de ceux qui nous alment ».

Le Monde RÉALISE CHAQUE SEMAINE UNE SELECTION HEBDOMADAIRE ment dectinée è ses lecteurs

résident à l'étranger Exemplaires spécimen sur demande

'Un séjour de langue

Suidase © Quatre sumaines de cours intensise et angleis, français, allemand ou spilent, Pour les jeuces entre 12 et 18 ans En jusiet ou en août.

© Château des Entants pour les plus jeunes de 6 à 12 ans. Colorte de vescroses intensationale pour les estants. Quatre sumaines de cours pour les enfants en angleis ou brançais. En justet ou en août. Dennander prodipectus granut 2: 14585. Vecancese cours de langues, Ext. 19
CH-8926 Mentagnole-Lugano, Suitee
Tit., (199) 54 84 71, faliex 79 317

Angleterree Queres

The American School in Switzerland

AUX « DOSSIERS DE L'ÉCRAN »

M. Badinter n'a pas été plébiscité

Le plébiscite de M. Badinter, mardi 3 avril aux « Dossiers de l'écran », sur Antenne 2, n'er était pas un. Dans un communiqué publié vendredi 6, la présidence de la chaîne explique qu'il prétation des appels des téléspectateurs ». Au cours de l'émission, Mª Anne-Marle Lamory, rédectrice en chef adjointe de l'émission, avait sononcé que 9 téléspectateurs sur 10 étaient favorables à la politique du garde des scasux le Monde du 5 avril). M- Lamory se fondelt, affirmait-elle, sur les appels recus per les standardistes de SVP.

Les responsables d'Antenne 2 confirment l'information publiée par le Figaro du 5 avril : les indications donnés par Mª Lamory étaient partielles. A l'ouverture du débat, SVP avait recensé 76 appels approuvent le politique de M. Badinter. 12 s'exprimaient en termes injurieux à son égard. C'est à partir de ces chiffres qu'on a parté de plébiscite. En réalité, il y a eu, au cours de l'émission, 7 500 appeis en tout. Mais il s'agissait, pour la plupert, de questions techniques sur le jus-tice qui ne furent pes reterues par Miss Lamory dans son ompte, car, à ses yeux, elles n'exprimaient pas d'opinions tranchées à l'égard du ministre de la justice. A la fin de l'émis-sion, le bilan des appels « per-sonnalisés » était le auivant : 325 pour et 80 contre.

(1.40%)

Mans gormans

. .

bas a -

Trace of the con-

Response

· 61: - .

Pathological A

4 - 200

N

. . . .

A Distant

2 Mg ...

.

True Land

September .

*

- . .

an les

" a fai

7 / 7827

Bearing .

A Section of

700

220

La présidence d'Antenna 2 a annoncé une enquête. « Au vu des résultats, précise le communiqué, des mesures seront prises pour éviter qu'une situa-tion comparable se reproduise. »

L'Association professionnelle. des magistrats (droits) à fait part de son intention de saisir le Haute Autorité de la communication audiovisuelle. M. Joseph Pasteur, délégué du préside d'Antenne 2 pour l'information et les programmes, a déclaré : dresse, il n'y a certainement pas eu de manipulation. » Pour M. Armand Jammot, le produc-teur de l'émission, « SVP reste un instrument fieble [pour mesure] une tendance, et, à notre propre surprise, nous n'avons pas rencontré de majorité hostile au garde des sceaux (...) Nous n'avons à aucun moment retrouvé le reflet de cette haine qui suinte dans certains articles où l'on rend Robert Badinter responsable de le criminalité et de la délin-

(Le dernier sondage sur la popularité de M. Badinter (IPSOS, must 1984) fait apparai-tre 38 % d'opinious défavorables at 24 % de favorables. Le meilleur score obtens par le garde des scenax est celui euregistré par l'IFOP en septembre 1981 : 35 % d'opinions invorables et 16 % de défavorables. Le plus manuels remonte à juin 1963 : 45 % d'opinions défaucrables et 25 % d'opinions de caux de caux d'opinions de caux nions défavorables et 28 favorables (BVA).]

LE PARQUET DE CRÉTEIL **EST SAIS! SUR L'AFFAIRE** DU FICHIER DE SKF

La commission nationale de l'informatique et des libertés, qui a la charge de protéger les atteintes à la vie privée cansées par l'informatisation, a décidé de transmettre au parquet de Créteil le dossier qu'elle a constitué sur le fichier établi par l'emreprise SKF d'Ivry-sur-Seine (Val-de-Marue). L'existence de ce fichier, constitué en vue de l'embau. (Val-de-Marne). L'existence de ce fichier, constitué en vue de l'embauche de salariés, avait été révélée le 22 mars par l'Humanité après sa découverte par des grévistes de la CGT qui occupaient les locaux (le Monde du 23 mars). Les pièces produites montraient que des enquêtes étaient menées sur la vie syndicale et même priviée des candidats. et même privée des candidats,

La commission de l'informatique et des libertés, que préside M. Jean Rosenwald, avan décidé de se saisir de cette affaire, comme l'y autorise la loi. Mais c'est la première fois de-puis sa création, le 6 janvier 1978, qu'elle donne une suite judiciaire à un dossier de sa compétence. La diun dossier de sa competence. La urrection de la société SKF soutient que le fichier incriminé faisait état d'enquêtes de moralité de praifque courante » motivées par des rai-sons de sécurité dans l'entreprise où s'étaient produits divers incidents depuis 1970.

tout capote au moment de choi-

Allez les filles!

Les filles font de biens meilleurs potsches que les garçons. Leur scolarité dure plus longtemps. 71 % d'entre elles entrent en classe de quatrième, contre 61 % pour leurs condisciples masculins. Elles réu au baccalauréat à 65,4 % et les garçons à 64 % seulement, Elles redoublent moins. Mais ce palmarès toume court, parce que les filles s'orientent systématigarage. Elles représentant 81,9 % des effectifs des terminales littéraires, et 6,2 % de ceux des terminales à dominante maths techniques. Faut-il s'étonner si alles se retrouvent secrétaires plutôt que cadres, knfirmières plutôt que médecins et caissières plutôt qu'ingénieurs? (1).

M^{ss} Yvette Roudy, ministre des droits de la fernine, a décou-vert, il y a un an et demi environ, que les filles ne se retrouvaient guère que dans une trentaine de métiers, alors qu'il en existe plus de trois cents sur le marché du inscrite dans les comptes de l'Agence nationale pour l'emploi. qui enregiste, chez les moins de vingt-cinq ans, 59 % de chô-

M™ Roudy a donc commandé une enquête à l'Institut études et sondages d'opinion publique (ESOP) pour comprendre par quels maléfices les filles, premières de leurs classes, se l'embauche. Les entretiens font apparaître un résultat qui laisse ministre mi-figue, mi-raisin. L'égalité entre les sexes est bien admise. L'immense majorité des personnes interrogées jugent la préparation à la vie professionnelle aussi importante pour la

sir une orientation. Quels métiers envisagez-vous pour vos enfants ? Le dépouillement exhume des stéréotypes que l'on groyait plus mai en point. Métiers cités pour les filles : institutrice. taire, hôtesse de l'air ou d'accueil, infirmière, sagefemme, esthéticienne, puéricultrice. Pour les garçons : profesinformaticien, pilote d'avion, ingénieur, médecin, chirurgien. Dignostic de Mª Roudy

« Les idées ont évolué, mais les comportements sont restés les mêmes. C'est dans nos têtes à tous que ça se passe. Il nous faut donc intervenir entre onze et dixhuit ans, au moment du choix de la carrière future, sur les présupposés des filles, des parents et des enseignants. » Cette intervention en direction de l'opinion publique se traduira, pendant les mois d'avril et de mei, par le diffusion de messages publicitaires sur les radios libres, à la télévi-sion et dans la presse des jeunes.

a Las métiers, c'est comme les pantalons ou les baskets. Ca va aussi bien aux filles qu'aux garçons. Conclusion : à l'école, orientons nous toutes directions. > Aujourd'hui, les métiers n'ont plus de sexe, sauf ceiui de

ALAIN FALLIAS.

(1) Voir le dossier - Alles les filles - consacré par le numéro d'avril du Monde de l'éducation à l'insertion professionnelle des filles, à celles qui se battent comme les garçons, et à celles qui adaptent leur vie privée de manière à ce qu'elle soit la plus active possible. le Monde de l'éducation, p° 104, 11 F.

Postes en baisse aux concours de l'agrégation et du CAPES

concours de recrutement des profes-seurs certifiés du second degré (CAPES-CAPET) baisse, en 1984 par rapport à 1983, de 4 626 postes à 4 050. Il en est de même pour les concours d'agrégation qui recruteront I III professeurs contre I 200

Les arrêtés du ministre de l'éducation nationale fixant ces quotas ont été publiés au Journal officiel du jeudi 5 avril et précisent la répartition des postes par discipline.

Pour l'agrégation, les diminutions affectent la majorité des matières. Seuls, la grammaire, le génie électri-

que et le génie civil enregistrent une augmentation des postes d'agrégés. En ce qui concerne le CAPES, les diminutions touchent les lettres classiques (200 postes au lieu de 274), l'histoire (265 au lieu de 320), l'anglais (266 au lieu de 340), les sciences économiques et sociales (90 au lieu de 135), l'administration des entreprises et des collectivités (170 au lieu de 240) et la gestion (295 au lieu de 240) et la gestion (295 au lieu de 240) et la gestion (295 au lieu de 240). lieu de 430).

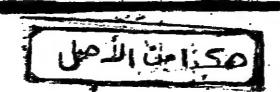
Cette évolution reflète les tendances budgétaires qui réduisent, d'année en année, le nombre des postes nouveaux d'enseignants : 31 000 en 1981 et 1982, 8 368 en 1983 et 2 531 en 1984.



dessus, ainsi que d'autres souvenirs de

jamboree Ecrive: Michael Feigenbaum

Page 10 - Le Monde ● Dimanche 8-Lundi 9 avril 1984 •••



ALLIN YCES AUP s misères a correcti

THE PARTY PARTY PARTIE TO THE CALL PARK. A with the same of THE PERSON AND ADDRESS OF THE PERSON ADDRESS OF THE PERSON AND ADDRESS OF THE PERSON AND ADDRESS OF THE PERSON A Cont. Panguip Continue particular Systems. In Add

parties and acticione, a lengue de timologies Ag de l'animongues luis moiste à Pari Sir pa Anning To the Country of the TAKEN OF BUILDING Same hundring Li pais, prin

---The registrate. Man dat have the proper provide Rections. with another Man n's a gain of annies NAME OF STREET

tioner me diete BORN US ON A SEC. Can printer terrecht ser

L'heure d'é

1.24

three. 100 . . . Straight of the second a to be

> 1 1 -1 gat . 14 1 4 3100-1 100 July 1 .. : .= 3 AKTYE · · · Sang

the day day file a feeting A design · · * ** ## #** fi in me s distribution dark.
In our page proparts of year
200 000 Tap 1 2:493

PF 15 " artig The state of the s 27 23 2 12 mg em a ser 🕳 BERTHAND BERT · 'ors des No par par ·- 4 1986 2. ... (assign · For carte . 1 1. 146 te --under geber

on the boat the ter at anything

spare of Alberta

DEMI-VACANCES AU PALAIS

Les misères de la correctionnelle

des moteurs des fourgons cellulaires. Du côté couloir, un ouvrier manie quelque part une perceuse. Entre ces nuisances, la seizième chambre correctionnelle juge. Avec la vingt-troisième, sa voisine de palier, toujours encombrée des infractions à la législation sur les étrangers, elle est la seule à maintenir, du 2 au 14 avril, une activité d'audience pénale. C'est le temps au Palais de justice de Paris du « service allégé » depuis que le mot de « vacances » judi-ciaires a été banni du vocabulaire officiel. Du même coup, c'est la période des présidences inhabituelles, des compositions de juridictions surprenantes amenant à sièger lei des magistrats qui ont normalement ailleurs leurs acti-

E L'ECRAN

M Badma.
Orissiat de me 2 me 1 commune qui l'account qui l

Dies d An

du 5 and

DATHERS A

equiter 1

termes no

in a parie of

E. il yate

emission out Mas

Diuggin 3

is sore a

Das retera

 $\text{dist}_{\mathcal{N}}$

A vest die

بندس الون

S. Tall

in de 🙀

Double to

W RONG

e Treme

200 444

ALC: NO.

#5 IP:

2- -56 53

190100.5j

unession,

100

1 Te Seg

 $\{ \hat{\mathcal{G}} \in \mathcal{G}^{\mathrm{deg}}_{\mathcal{G}} \}$

V .54

G 1 655

. 245

11 TV 15

1 51° 6

 $x \in \{1,...$

THE CALCAN

2.37

7.00 x 10 35, 29, 23

2000

 $f^{-1}\log f^{-\frac{1}{2}}$

22gt 16' 8

1.4 x 2005

المراجع الماء

+ garac 20

repair #

45 × 5.5

E CREEK

150

JE SN

Raphry

 $(1,0,0) \in \mathbb{R}^{n}$

lier

Voici, par exemple, M. Emile Cabié, le président attitré de la dix-septième chambre, arraché à ses affaires de presse et de diffamation pour examiner un voi de manteau dans une voiture par un maçon en chômage, ancien de la guerre d'Algérie, et dont son avocat dira que, après cinq ans de baroud dans les djebels, il n'a jamais pu se retrouver dans l'ordinaire de la vie civile. Six mois de prison pour ce « dérivé ». Voici encore, le lendemain, M. Jean-Jacques Gomez, le jeune président de l'Union syndicale des magistrats. assesseur aux côtés de M. Bernard Poignard, pour écouter le Camerounais Henri Chapel, qui ne convaincra pas de sa qualité d'innocent touriste, mécanicien en Espagne, car les policiers l'ont bel et bien vu refiler à un autre, du côté de la place Clichy, une enveloppe avec 1 g d'héroïne. Six mois encore, assortis d'une interdiction définitive du territoire français.

Mains gonfiées

Ce sont cela les affaires, les misères du quotidien. Elles sont tristes et grises, comme ceux qui ont à répondre. Visages et silhouettes d'ombre, comme mar-qués par l'ombre de la prison. On les amène par fournée de quatre ou cinq. Ils ont tous ce geste, devenu automatique, de tendre, dès l'arraché » sur la voie publique, l'entrée dans le box, leurs mains

Du côte cour, monte le bruit ces entraves et qu'ainsi soit res-es moteurs des lourgons cellupectée la disposition du code de de police passait par-là, et l'on procédure pénale qui veut que le s'est fait prendre après quelques prévenu comparaisse « libre » minutes de course-poursuite. On prévenu comparaisse « libre ». Ironie du mot... Tout aussi machinaiement, les gardes délivrent, avec leurs petites clés, ces mains prisonnières et toujours marquées par cette congestion des prisons qui les gonfle et les violace.

Des avocata stagiaires

C'est l'instant bref où les re-gards se portent vers la salle, vers l'épouse, la compagne, l'ami, qui, peut-être, seront là, et avec lesquels, s'ils sont là, s'échange un sourire, s'esquisse un geste. Rites de toujours. Après, c'est le temps de l'interrogatoire, avec ses rites, lui aussi. « Vous vous appelez ? » ils ont chacun leur façon de répondre. Les chevronnés, qui ont déjà connu la musique, savent que le nom se donne avant le prénom. « Vous habitez où? » « J'habitals... Le tribunal exige de la précision. Le domicile fixe vaut mieux que l'incertitude, que l'indication d'un hôtel vaguement situé et dont on imagine, de toute façon, qu'il est de la sinistre classe de ceux de la Goutte d'Or ou

d'une banlieue lointaine, Et puis, non moins rituelle et importante, la demande sur les ressources. - Profession? - Ils en ont tous une à déclarer : peintre, manœuvre. Mais l'employeur fait défaut. Et, pour le tribunal, c'est plutôt fâcheux. Car la simple raison incline déjà à penser que, s'il n'y a pas d'employeur, il n'y a pas preuve de ressources et que le trafic de drogue a son mobile. Alors, que dire, sinon qu'on travaille an

noir. Suit l'épreuve du cesier judiciaire. Les délinquants primaires sont rares en ces jours de « service allégé», « Vous avez déjà été condamné? » De toute façon, le casier, le fameux et redoutable casier, est dans le dossier. Ils le savent bien tous. Alors, ils en attendent la lecture, sachant trop bien ce qu'il en sera.

Ces préambules finis, on aborde l'affaire. C'est un vol «à une effraction de voiture pour menotiées, pour être délivrés de s'emparer d'un auto-radio et des

cassettes qui traînent. Une ronde peut toujours nier. Le gardien de la paix qui vous a surpris est là, de l'autre côté de la porte, attendant de témoigner. Le moment venu, prêté, il fera son récit de la mit, il reconnaîtra l'homme du box.

- Vous avez entendu? Qu'avez-vous à dire? - ils n'ont rien à dire. C'en est même triste. Ce sera à l'avocat de tenter de trouver dans le mince dossier la « contradiction », le « fait troublant autorisant le doute ». Ils se bettent bien ces avocats stagiaires le plus souvent commis d'office. même s'il arrive que le président les oublie et puisse parfois annondélibéré croyant qu'il n'y a pas de défenseur... Il faut alors réparer la bévue avec un sourire d'excuse. Au pupitre du ministère public, le représentant du parquet est, lui, à bri des ces « accidents ».

Dans la salle, le public des habitués - des abonnés, pourrait-on dire - ne s'émeut guère de ce genre de « couacs ». Il y trouverait plutôt sujet de distraction. Car le temps du « service allégé » déconcerte cette petite troupe de fidèles qui ont lié ici, au fil des ans, amitiés et complicités.

Chacun a sa petite idée sur la façon de présider de tel ou tel. De toute évidence, on veut du pi-quant, du plaisant. On goûte les traits du président X avec qui, « au moins, on s'amuse », mais qui « ne vaut pas quand même son collègue des années 70. Oh l oui ça doit bien faire dix ans qu'il est parti ». Ils ne sont pas racistes non plus les fidèles, c'est juré. Mais, tout de même, il faut bien dire ce qui est. Alors ils le disent, et quand ils voient paraître la « fournée » suivante, cù les Algé-riens, les Tunisiens, côtoient les Noirs, ils ne peuvent se retenir d'ironiser: « Rien que des visages pales. Rien que des Bretons...» Quand on vient pour s'amuser, il faut bien s'amuser comme on peut, aujourd'hui comme hier et comme demain.

JEAN-MARC THEOLIEYRE.

Les arrière-boutiques du recel

Curieuse prise d'otage, le 6 mars dernier, à la bijoutaire Perrona de l'avenue Victor-Hugo (Paris-18º), Après avoir séquestré une vendouse durant deux heures, un jeune malfaiteur yougoslave, Mevludin Hasimbegovic, se rend aux policiers de la brigade de répression du ben-ditierne. Il vanait tout simplement se faire payer des bijoux volés remis quelques jours auparavant à M. Pierre Perrono, propriétaire de deux bijouteries parisiennes. Ce dernier commence per nier orgueitleusement conneître le petit voleur. Mais il est confondu par le térnoignage du personnel d'un grand hôtel où il avait effectivement rencontré son « fournissaur »,

Et d'un ! ont dù dire les policiers, l. inculpation le 30 mars, pour recel de voi aggravé, de M. Perrono, donne un coup de projecteur aur l'arrière-boutique de certains commercants au-dessus de tout soupcon. Combien d'antiquaires, marchands d'art, bijoutiers continuent às à proposer de la marchandisa volée ?

En toute bonne ou mauvaise foi, c'est selon. Mais quasi assurés de l'impunité. Depuis 1981, la jurisprudence de la Cour de cassation oblige le ministère public à prouver le mauvaine foi des recéleurs. Une mission presque impossible: « Cas gene ont du begout, ils sont bien habillés et peuvent se payer les meillaurs avocats, déplore un magistrat, ils s'an tirent toujours ! »

La contre-exemple le plus illustre reste le célèbre marchand de tableaux Paul Pétriclès, condamné à quatre ans d'emprisonnement en 1980, Jusqu'au bout, il persista à nier-avoir acheté des toiles prove-nent d'un cambriolage chez le P-DG de Benenia, M. Albert Lespinesse. Mais, le plus souvent, faute de preuves, les tribuneux relaxent. Un merchand spécialisé, — candidat à un poete d'expert auprès des tribuneux - avait achaté 3 000 F una statuette volée du « Croissant fer-tile » de l'époque d'Abraham, d'une valeur inestimable. Ecroué per le

Gery Watine remporte

Cannes. - Le Français Gory Wa-tine a gagné, vendredi é avril, à Cannes-Mandelieu, l'Open Jean-

Desprez, première épreuve de la sai-son du circuit professionnel français. En réalisant un total de 276, soit

moins 8 au-dessous du par, le cham-

pion de France 1981 a battu l'Italian Aldo Casera et le Français Jean Ga-

raïalde, qui out réuni pour leur par un total de 281.

la «locomotive» qu'il cherche dé-

sespérément depuis près de dix ans. Avec un physique d'acteur de ci-

nema et une personnalité atta-chante, Gety Watine est probable-

chante, Gery Watine est probablement le pius doué des golfeurs funçais. Réustira-t-il pour antant à devenir un jour l'incontestable noméro 1 ? La question est posée. Watine qui, en 1981, est devenn champion de France, u'a pas confirmé, les amées suivantes, les espoirs placés en lui-Certains disent même que sa saison 1983 a été catastrophique. Le jeune homme ne consacrait, semble-sal, nes assez de temps à l'entraîne-

t-il, pas amez de temps à l'entraîne-

ment. Gery ne fait pas la même analyse. Il attribue la responsabilité de

Le golf français a peut-être trouvé

la première épreuve de la saison

De notre envoyé spécial

SPORTS

juge d'instruction, il fut relaxé. Impossible de faire la moindre

Dans la chaîne des recilieurs auccessifs d'un objet volé, à quel mailion s'arrête la mauvaise foi ? Au petit « fourgue », brocenteur de seconde zone qui souvent, dans les heures qui suivent le vol, rachite la marchandise au « braqueur » au discième de son prix estimé? Au second brocanteur à qui cette marchandise est ensuite revendue? A l'antiqueire, au josifier cossu chez qui l'objet commence une seconde

e An sust do lit >

Une chose est sôre : les résenut de recel sont remarquablement structurés. L'aventure de Jean-Claude en témoigne. Educateur, il recoit fréquemment chez lui de jeunes toxicomanes. « Un jour, je trouve me porte fracturée : on m'avait dérobé un Marie Laurencin. J'ai demandé à un de mes toxico à qui il fourguait d'habitude les toiles anciennes. Il m'a donné un nom. Je suls allé voir le fourgue, Je l'ai attrapé au saut du lit et je lui ai fait un peu peur. Il n'avait pas ma toile. mais trois jours plus tand, il l'avait retrouvée. C'était un petit mec minable meis un professionnel : à Essit le Gazette de l'Hôtel Drougt. »

Pour dissuader les malfaiteurs de s'adressar aux bijoutiers, le législateur oblige ces derniers à se rendre au domicile de leurs fournissaurs pour les payer. Le bijoutier peut ainsi apprécier théoriquement al le confort de l'appertament de son fournisseur est en rapport avec le valeur des bijoux vendus, Dans le pratique, rares sont les bijoutiers qui se conforment à cette obligation. Pour brouiller encore les pistes, il est exceptionnel que les objets volés en França demeurent sur la territoire. « Le plupart des couvres d'art ou des bijoux arrivent en Belgique dans les heures qui suivent le casse », actime un magie-

Le champion n'a toutefois pes été étomé de recevoir une leçon de Jean Garafalde, qui, à cinquente ans, tient toujours son rang sur les

Après avoir indiqué qu'il ne dis-paternit pas en juillet l'Open britan-aique, réunion des plus grandes stars mondiales du golf — parce qu'il pré-férait organises des stages de golf ré-

munérateurs - Gery Watine s'est attiré la réplique cinglante de son aîné : « Si les jeunes Français veu-

lent progresser, il faut qu'ils

s'aguerrissent au contact des meil-leurs étrangers. En clair, il serait préférable que les intérêts particu-iers du jeune champion ne preuneat pas le pas sur la haute compétition...

Gery Watine s'est contenté de

sourire : il avait parfaitement com-

pris la leçon. Reste à savoir s'il met-tra en pratique le conseil du vieux

juillet je constate que je joue bien, je changeral peut-être d'avis. A trente ans, le champion a prouvé, en tout cas, à Cannes, qu'il avait suffi-samment de nerfs pour affronter dé-

sormais le circuit européen. Tous les jeunes étrangers en ont fait les frais.

ion: «Si d'ici au mois de

GILLES MARTINEAU.

Un haut fonctionnaire suisse, en vieite à Paris, a ainsi ou la surprist de découvrir, chez un antiquaire des environs du Palais-Royal, le salon de sa mère décédée trois mois auparavant. Dérobé grâce à la complicité de l'artisan chargé de posei un système d'alarme sur la porte de l'appartement de la défunte, les meubles avalent aussitüt franchi la

Autre moyen de « bianchir » ja fruit d'un larcin : le faire changer de main au cours d'une vente publique. Dûment répertorié sur un catalogue official, il bénéficie ainsi d'une nou-velle « virginité ». Autant de « ficalies » qui antravent la répresalon. Salon cartaines estimations -difficilement várifiables, - un objet d'art sur deux en vente sujourd'hui aurait été dérobé à un moment ou à un sutre da sa carrière.

DANIEL SCHNEIDERMANN,

CARNET-

Décès

M= Louise Wurmser,
M. et M= Jean Martoreil,
Frédéric et Thérèse Martorell.

M. et M. Frédéric (Frédérick Robert) Wurmser, Les familles Éisemans, Voirel et Atties Casson. Le comité central de Parti commu

aiste français, Le journal l'Humanité, La fédération de Paris du Parti communiste français, La cellule Gacquieras, ont la tristesse de faire part du décès de

André WURMSER.

écrivain et journaliste,

urvenu le 6 avril 1984, dans se quetre-

Un hommage hai sera rendu le mardi 10 avril, à 11 heures, à l'Humanité, 6, boulevard Poissounière, à Paris-9. L'inhumation sura Fey deux l'intimité

au cimetière de Phys Lachaise. Selon la volonté du défant, prière de n'apporter ni fleurs ni couron

(Voir page 8.)

Remerciements

Simone Weibel Richard, profondément touchée per les marques d'affection qui lui out été adressées lors du décès de son époux,

Robert WEIBEL EICHARD.

temercie tous ses amis.

Leurs témoignages d'affliction et de reconssistance cavert son mari ini sont une nide en cette gracile épragre.

DOCTORAT D'ÉTAT

- Université Bordeaux-III, vendredi 13 avril, à 14 h 30, salle det Actes, M. Jean-Baptiste Orpustan : « Nom et statet de la maison basque au Moyea Age, étude sur la toponymie d'habitat et l'histoire médiérale en Basse-Navarre, Labourd et Soule, »

- Université Paris-III, marcredi
18 avril, à 14 heures, salle Gréard,
M. Yves Vade; « Les sachanteurs : écriture imaginaire et magie dans la littérature française de Chateaubriand à Rimband. »

band.» — Université Paris-V, mercredi 18 avril, à 14 heures, salle Liard, Mª Ruth Menshen (née Milgram) : «Langage et folie. Bessi de psycho-rhétorique.» — Université Paris-V, joudi 19 avril, salle Gréard, à 13 heures, M. Bakary Coulibaly : «Le jula véhiculaire de Haute-Volta : phonologie, morphologie, syntaxe et règles de transcription ortho-graphique.»

graphique. »

— Université Paris-IV, jeudi 19 avril, à 14 heures, salle Louis-Liard, M. Christian Hermann: «L'Eglise d'Espagne sons le patronage royal (1476-1834). Essai d'eccisiologie politique, »

PARIS EN VISITES

LUNDIS AVEIL

 La montagne Sainte-Geneviève
 14 h 30, devant Saint-Etienne-du-Mor M≕ Dubesme.

«Exposition Trémois», 15 hourse, 11, quai Comi, M= Halot. «Musée de l'Armée», 15 heures, entrée, cour d'honneur, M= Hulot. (Caisse nationale des monuments histo-

Autour du Luxembourg », 15 heures, le rue de vaugirard, (B. Czarny).

«L'arsenal de Paris », 15 heures, mêtro Sally-Morland, M= Hauller. «La Couciergarie », 15 h 30, 1, quai de l'Horloge (Paris et son histoire).

MARDI 10 AVRIL « La mosquée présentée aux enfants », 14 h 30, entrée place du Puits-de-l'Esmite, M. Hulot. "Les Gobelins -, 14 h 30, 42, avenue des Gobelins, M" Legrégeois (Caisse autionale des monuments historiques), "Les plus vicilles malsons de Paris s. 15 houres, 2, rue des Archives (Paris

LES VERRES STLUDIO reflets supprimés luminosité accrue • rayons ultra-violets filtrés. toutes corrections visuelles

CHANGEZ VOS LUNETTES! COUREZ CHEZ LEROY du kindi au terned inche:

5, piece des Terres. 27, hd St-Michal ()

104, Chempo Etysées AOM 147, rue de Rémes AO 127, fg St Antel 11, bd du Peleis M 5, place des Terres A 30, bd Barble Beyons spichteis: A scorsiege midicale - O verzo de contri - g (verzo philos

L'heure d'été contestée

De notre correspondant

Bordeaux. - En France, la contestation de l'heure d'été est partie de Libourne, en Gironde. après la communication d'un pédiatre dans une revue media En moins d'un an, l'Association contre l'heure d'été a recueilli deux mille adhésions et douze mille signatures. Alors pédiatre à l'hôpital de Li-

bourne, le docteur Boris Sandier s'est alarmé, à partir de 1976, du nombre d'enfants amenés par leurs mères pour troubles du sommeil : « Le soir, il ne veut pas s'endormir. Le matin, impossible de le tirer du lit pour aller à l'école », dissient-elles. « J'ai d'abord fait comme tout la monde, prescrit des médicaments, puis j'ai établi le rapport avec la mise en place de l'heure d'été », explique le docteur Sandler, aujourd'hui professeur à l'université Bordeaux-II et chef du ser-vice de pédiatrie de l'hôpital Pellegrin. « J'ai alors été obligé de leur conseiller de coucher les enfants plus tôt. Facile à dire. Pas facile à faire dans un système où l'habitat collectif prédomine. »

Une première publication dans une revue de praticiens sur les effets cliniques de l'adoption de l'horaire d'été a entraîné des réactions immédiates : d'abord des médecins, puis des ensei-gnants et des parents d'élèves. Les bases de l'Association contra

l'heure d'été (1) étaient jetées. Le docteur Sandler et son association s'élèvent, tout particulièrement, contre l'affirmation selon laquelle les deux tiers des gens sont favorables à l'heure d'été : « Je no sais pas sur quelles données on s'appuie. Je ne pense pas, par exemple, qu'on ait tenu compte des enfants, qui représen-

tent 30 % de la population. » Le professeur Sandier cite aussi les agriculteurs, les travail-



leurs postés qui font les trois huit, le personnel des centres de tri, enfin les pensionnaires des maihospitalisées qui voient s'écouler d'interminables soirées après le

Et ce au nom d'économies d'énergie dont, selon lui, la réalité n'est pas prouvée : « On nous parle d'une économie de 300 000 Tep [tonne équivalent pétrole]. Le cui le consorme les la présente que la consommation d'une journée et, surtout, il n'est nullement établi. C'est ainsi par exemple que l'institut de l'éclairage est persuadé du contraire. Ne parlons pas des effets pervers, qui ne sont pas pris en compte ; de ces gans qui vont à la plage ou sortent davantage le soir. Ils brûlent en essence ce qu'ils économisent en électricité. 3

Engagé presque par hasardi dans la constitution de cetta as-

societion, le profess dit recevoir, encore à l'heure actuelle, une cinquantaine de lettres par jour. Les cotisations servent à financer le secritariet, à lancer les pétitions. Son association a recueilli douze mille signatures. If espère atteindre rapidement les cent mille et conveincre les pou-voirs publice d'abendonner cette heure d'été dans laquelle il voyait « un gadget typiquement giscardien » et qui a pourtant été main-tanue sous M. Mitterrand. Les inconvénients de ce système touchent à la qualité de la vie de

> pense qu'elles pourraient faire une majorité si on en faidait l'ad-PIERRE CHERRUAU.

minorités dont le docteur Sandler

Culture

Mirages de la décadence

 Habille tou âme d'une robe magique et, pour un instant, soit un acteur... recommande Jean Voigt, scénographe danois, créateur de costumes, qui a fait ses classes en haute couture, à Paris, chez Balenciaga. Il expose quelques œuvres à la Maison du Dauemark, sous le titre « Mirages de la

Le jour du vernissage, un fautôme en crinoline noire hantait la foule, de longues filles emprisonnées dans de longues tuniques alourdies d'énormes cabochons remunient les bras et le cou avec des lenteurs d'aigue, face à des troubadours aux visages entièrement verts. Une femme, une sous une robe de

bijoux métalliques, de coiffures hérissées qui insectes, en fleurs carnivores. Jean Voigt évoque parfois Pierre Loti, et se résere à Jean Cocteau. On trouve là les traces du château de la Belle et la Bête, ou devant un dessin au trait ou la photo d'un besu mecho, les fantannes d'un bar SM.

« L'ANGE », UN FILM DE PATRICK BOKANOWSKI

Métamorphoses de la lumière

l'homme au sabre perce cent fois la poupée suspendue au plafond par une ficelle. Dans une autre, la servante boilandaise ne cesse de porter des cruches de lait sur une table, d'où elles tombent en un désastre toujours recommencé, tandis qu'immobile, impuissant, l'homme sans mains contemple la scène. Ailleurs, dans le désordre de la bi-bliothèque, une douzaine de bibliothécaires s'agitent, déplaçant les amas de livres : ils sont identiques les uns aux autres, jumeaux monstrueusement interchangeables. Ailleurs encore (et cette fois la chambre est devenue une plage), la femme nue est enfermée dans une cage de verre que viennent vainement heurter de leurs armes les guerriers sans ombre. En une autre pièce, le peintre regarde son modèle à travers l'étrange « portillon » que dessina jadis Albrecht Dürer. Dans sa baignoire, l'homme au bain n'a d'autre tâche que de se laver éternellement, Existent aussi l'homme qui joue avec des pierres précieuses, la femme qui coud, sorte de dentellière. Se rencontre aussi l'Ange que l'on n'est jamais sûr sûr qu'il existe, l'Ange dont les ailes semblent formées d'une lumière fragmentée.

L'Ange est là et n'est pas ià. On l'entrevoit sur des escaliers qui évoquent ceux des gravures de Piranèse. Il ne règne pas sur le monde dispersé dans lequel on croit parfois le percevoir. Il n'annonce rien. Il n'est sans doute le messager de personne, sinon de l'énigmatique lumière, sinon d'un feu caché. Il ne vient pas donner un sens à l'univers. Il est présent (en une présence d'ailleurs fugitive, incertaine) pour désigner d'irrémédiables absences, pour écarter toute interprétation trop simple. Il est l'ennemi des diction naires et des clefs des songes. Il est peut-être celui sur qui les bibliothécaires jumeaux cherchent vainement des renseignements dans les livres qu'ils bouleversent. Il est peut-être celui que l'homme au sabre ne cesse de tuer en percant la poupée qui, inlassable, le défie. Il est aussi difficile à atteindre que le lait répandu sur le sol, que la femme une enfermée dans sa cage de verre, à la fois protégée et prisonnière, intouchable. Il est l'impossible : celui qui rend vains l'impossible : celui qui rend vains les pouvoirs, les désirs de maîtrise.

(*) Philosophe, écrivain, professeur d'esthétique à Nanterre.

ANS une chambre. Par GILBERT LASCAULT (+)

Le monde où, équivoque, l'Ange circule, ce monde que construit le film de Patrick Bokanowski, est sans doute le nôtre. Mais il ne ressemble pas à celui que la plupart des siims et des livres veulent nous faire croire le seul vrai. Il est un monde neuf, refusant celui dont les parceses de l'œil et de la pensée nous impo-sent les caractères stéréotypés. Patrick Bokanowski lutte en particulier pour des - optiques subjectives », contre les pellicules standardisées, contre les « objectifs » photographiques qui imposent (sans l'avouer) des modes de vision uniformisés. « L'idée, dit-il à Michel Chion, de l'objectivité est folle! Dans deux ou trois cents ans, je suis sur que ça les fera rire. » Dans son film, des espaces étranges se succèdent tout autour de l'escalier tourbillonnant. On passe d'un espace strié (voisin de celui des gravures) à un espace de taches humineuses et d'ombres, on à une étendue désertique qui suscite les mirages. A des univers colorés succèdent divers univers monochromes. A chaque instant, ies point de vue changent et les jusqu'alors dissimulés. Parfois, des moments successifs apparaissent simultanément dans le même lieu. Parfois (comme dans les films de Méliès, comme dans certains deseins animés), les objets changent de place d'une seconde à l'autre, comme si les décisions des magiciens avaient aboli toute

stabilité du monde. Dans les lieux hantés par l'Ange, les métamorphoses de la lumière et les transformations des espaces ne sont ni plus ni moins importantes que les actes humains. Ni plus ni moins importants : également essentiels.

Et les actes humains sont nombreux. Les lieux ouverts à l'Ange ne sont ni sereins ni ascétiques. On y travaille. On y utilise sabre et autres armes. Des femmes mes sont désirées. Des fruits et du lait y sont à la fois offerts et dé-robés. Les individus s'y définissent par leurs actes, non par leur nom. Ils ne parient pas et ne cessent d'agir, marionnettes système tiques : celui qui se lave ; celle qui porte la cruche; celui qui manie son sabre; ceux qui se heurtent aux obstacles qui s'interpreent en-

tre eux et la nudité de la femme ; ceux qui déplacent, lisent, empi-lent, classent et déclassent les livres... Leurs têtes sont des masques que transforment les jeux de la lumière, et nulle émotion ne s'y lit. Ils ne parient pas, mais ils ne se meuvent pas dans le silence. Les lieux hantés par l'Ange le sont également par le musique (une musique de Michèle Bokanowaki, qui a été l'élève de Pierre Schaeffer). L'Ange, sans doute, est aussi bien son qu'éblouisse-ment, musique que visibilité. Il mène le jeu par les éclats lumi-neux de ses ailes, par les vertiges de l'escalier qu'il parcourt, par les accords et dissonances de la muni-

L'Ange apporte la guerre et non la paix. Il est du côté des dé-sirs et non des renoncements. Il organise et désorganise des récits. Il incite aux répétitions et non aux satisfactions. Il apperaît sous les figures du sabre et de la poupée, du lait renversé et de la cruche qui se brise, sous celle de l'éblouissement final, dans la blancheur éclatante de l'écran



«FRAULEIN BERLIN» UN FILM DE LOTHAR LAMBERT

Un cœur pur

Fraulein Berlin : un Berlin de grisaille sur pellicule noir et blanc. Une fraulein désemparée à la poursuite du grand amour et qui cherche l'illusion de l'espoir, divaguant d'un mage obèse à une

chiromancienne décharnée. Une âme de midinette dans un grand beau corps énergique, pitts un visage asymétrique, curieusement mobile, très jeune ou très marqué le temps d'un battement de panpière : Ulrike S.

Fraulein Berlin est le austorzième film. Il lui arrange des histoires, brode autour de sa vie, et elle promène son sentimentalisme. ques de variétés particulièrement langoureux et des dialogues qui correspondent à l'action, mais sout - volontairement - décalés. Et quand, à 'intérieur de l'histoire, on voit dans quelles conditions se tourne ce genre de production, on comprend pourquoi le caméra virevolte à donner le

On le voit à l'occasion d'une scène irrésistible : Ulrike S., perdue et fauchée à New-York, accepte de participer à un film porno-lesbien-féministe. Le camiraman est habillé comme les interprètes : lanières de cuir, anneaux de métal. Ses genoux cagneux à demi-pliés, il suit comme il peut la bagarre cutre deux femmes, sans autre réaction qu'un sourire bést, tandis que la réalisatrice, entièrement vêtue, elle, promène comme un pendule ua micro au-dessus des corps.

Lothar Lambert se moque, il ne se révolte pas. Il aime ce monde rétréci - le sien - qui se nourrit de lui-même, ces génies de moyens métrages tournés en trois jours, cette esthétique - la sienne - pour des magazines de petites annonces, ces stars d'un festival off dont la gloire dure le temps d'ans interview express.

Le même monde à Berlin, à New-York, à Toronto où Ulrike S. va présenter «sou» film pornoépouvante qui sera interdit. Elle traîne, écrasée de solitude dans l'anonymet d'une chambre facon Sofitel où la télévision marche mai, clic s'accroche en vain à tous ceux qui s'affirment cinéastes, sourit avec une envie de mordre à des compatriotes qui, à Berlin, l'ignorent...

Ulrike S. est émouvante tant alle est décalée d'elle-même : passive et agressive, incide et candide, avec des réactions simples : dans un théâtre de Kabuki.

destructrice. Une fille à la dérive comme tant d'autres, gamine aux appétits guerriers, qui veut deve-nir une vrais actrice, trouver le prince charmant dans un milien majoritairement homosexuel, qui Ulrike S. est le personnage féti-che de Lothar Lambert, dont lement solide qu'on lui tape

Lother Lambert n'est pas un marginal ravagé. Sur ses films se sensualité, ses désire vagues et s'apesantit le douceur languistorturants dans le petit milieu clos sante du temps immobile - l'air de l'«undergroung». De ce de Berlin? - comme us voile milieu, le film est l'image avec tiède dont Ulrike S. ne parvient son côté brinquebalant, avec sa pas à se dépêtrer. Lother Lambert bande son où s'enchaînent des dis- ne fait grâce de rien, d'aucune ambition dérisoire et non plus d'aucun rêve brillant ou attendrissant. Il ne caricature pas. On l'imagine comme quelqu'un qui tape sur le bras d'un copain pour hi dire : « Tu as une tache sur le magnification in

> COLETTE GODARD. * Voir les files nouveaux.

4.7

37.0

Acres 1

1 -

 $\mathbb{Z}^{1,p}(x_{1},x_{2})$

Les films subjectifs

Frankie Berlie est distribut par Praulois Berile est distribué par les « Films subjectifs », contrae toute in production de Lothar Lumbert. L'équipe a égalument distribué Mein Water, de Fritz Popesherg, Elle ne se spécialise pas deux le cinéma aflement, non toutes ses formes. Elle présente bientit Naison de Coinéen Mousen Kemoto Distitue du Coinéen Mousen Kemoto Distitue du Coinéen Mousen tente de courts et longs métrages, expérimentant et politiques.

Les Subjectifs mont juvatifs

expérimentant et politiques.

Les Subjectifs sont instalife dans une galerie, « imagine », 5, rue Claude-Tillier, que leur a permis d'obteuir le ministère de la culture. Main le sons-titrage, in promotion de ces copies qui n'iront jamais dans les grands circuits, sont à leur charge. Ils exposent des photos, présentent des films dans leur petite saile de projection équipée en super-8, 16 et 35 sun, et vidéo. Ils sont ouverts, curioux, disposibles, amènes. Hors commerce, ils travaillent en professionnels.

 L'acteur japonais Kazuo Ha-sagawa est mort le 6 avril à Tokyo d'une tumour an cerveau. Il étain dans le coma depuis le 30 mars. Il était âgé de soixante-seize ans.

[Né en 1908, dans une famille d'ac-tours de Kabuki, Hassgawa monte sur soène à l'âge de cino ans. Il tient alter-nativement les rôles de femme et de sa-mourai. Sa première apparition au ci-anourai date de 1927. Il devient jumédiatement châbre, ories en meinumédiatement célèbre, grâce en parti-culier à sa beanté. En 1954 pour les Portes de l'enfer, il est primé au Festival de Caunes. En 1963, après avoir tourné trois cents films, il revient sur scène

Coccinelle

N cabaret coquet. Lampes-globe, lumières tamisées. Quelques touristes réeignés, accoudés au bar. Au fond, des tables vides, les nappes blanches bien tirées. Entre les deux, une piste minuecule. La pianiste quinquagénaire, qui porte une perruque rousse d'inetitutrice anglaise, révasse, se gratte les dents. La blonde créature opulente en fourreau de paillettes vertes qui chante « J'auis une croqueuse de diamants » est accompagnée par une bande enregistrée. Au mur est accroché un portrait d'elle, qui date des années 60 : Coccinelle, une pionnière, la première transaxue avouse, reconnue officiellement. Elle a obtenu un phangement d'identité, de Jacques, est devenue Jacqueline. Elle est restée Coccinelle, est passée à l'Olym-pia. Depuis, elle n'est pas reve-nue à Paris. « Il faudrait que je perde vingt kilos, dit-elle. Çe falt trop longtemps. A Peris, ce que mais, c'est sortir, et j'y laisserais tous mes cachets. » Elle chante à Berlin avec deux

boys an collant lastex rouge at volants jaunes autour de leurs biceps gréles. Pour le final - boas et fourreau de paillettes fuchsie elle entourée de toute la troupe : la diseuse sexagéraire, le comique ridé aux pausières bleues, l'ingérue grivoise, le berman crooner, le travesti armoire

normande à la pesu îripée. La peau de Coccinelle est très lisse at trop blanche.

« Si vous étiez venus plus tôt, dit-elle, il y avait du monde. Enfin..., aujourd'hui, ce n'était pas terrible. » Elle est de pass dit-alle. Avant, elle habitait Ma-drid. e Mais depuis la mort de Franco, il n'y a plus rien à faire. Je ne parle pas du côté politique. je n'y comprends rien. Mais depuis qu'il est mort, si on ne baise pas sur scène, ca na marche pas et ce n'est pes mon style, » Son second mari est au Para-

guay. Mais elle est mariée, elle y tient, elle insiste : « Je suis toujours meriés. Depuis quetre ans, pas une aventure, pas çe, nen La seule chose, c'est mon frigidaire plain. Je tais la cuisine. Voilà qu'ils ont supprimé les ámissions de recettes sur la cinquième chaîne, celle qui diffuse les émissions françaises. Je n'al Je grave des cassettes de films français, je les connaîtrai blentôt

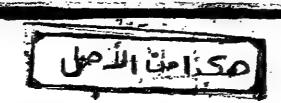
3 Je n'ai pas à me plaindre, je travaille. Regardez, Yvonne de Carlo, qui était quand même une star : alle chante dans un bouge. Et Veronica Lake qui a fini serveuse de snack... J'ai de la chance. » - C. G.

MAROTTES DE PARIS André TAHON AIDER LA RECHERCHE C'EST DIRE NON AU CANCER PARAPLUIE For love in weather! VOLANT PERIE MUSICALE EN 2 ACTES ET IN TAIRLEAUX" Tous les soirs : 20 is 45 (asul lundi). SHOW INTERNATIONAL MAROTTISSIMO! Pour affer plus vice encore, pour faire misus, votre aide paratires Vos dons sont le capital de le Recherche. Le capital Espoic. Au com de la Recherche sur le cancir, pour une vie cane ca REVUE À GRAND SPECTACLE EN 2 ACTES ET 25 TABLEAUX were how IH G. Mathé, L. Schwarzenberg, M. Tublant, J. Crozenerie, Prés THÉÂTRE TRISTAN BERNARD ivez nous adresser vos dons, dans une enveloppe nonnele que relippe réponse de l'Espoir que vous avez reçue chez vous.

ARC, S.P. 300, 94809 VALEJURF. RENSEIGNEMENTS, RÉSERVATIONS 522.08.40

Page 12 - Le Monde Dimanche 8-Lundi 9 avril 1984 eee

64, rue du Rocher, 75008 PARIS - Métro : Villiers ou St Lazare



théâtre

HARLY WE and the second s

of month & All Chief 4 harde a reaction of the TAR BUTCHER PROMISE OF STREET

THE PARTY OF STREET THE PLANTS OF The water water was to English.

théâtre

Les salles subventionnées

LECRAN

lébiscité

N Backing
Dosages of the Communication of the Commu

es d An ch 5 and

cones on other lands of the cones of the con

à parle d

SITTLE STORE OF THE STORE OF TH چاچا اداد د as retained

Charter 25

S sout the 1000

C SE I SE DON'S LOS

HE SUPER

Antenna 31 $(v_i)\in \mathcal{A}_{u, q_i}$ THE WAY

75 58%

4 4 7 2 3

ಳವಿಗ≎ರುವು. 9350 Te

 $\Phi^{(2)} \theta = 2 \cdot \eta$

Se see 4 CONTA

W 139

- 0°457

and North 4 7400

- 1

/= 3'T'

1 312 €

35 e in

100 6

in the flat

10,100,00

1.677

.35 TT

10 mm = 20

3.00

nage let b Badisti

fun appro-deferunde

كريعها م

44 14 2 44 14 2 47 27 27 2

27 C2742

45 7 502

 $_{\rm c} \geq 50$

(4:15

4

ΞSλ

25 45 7

12 70 00

7 - - 1 8

12.7

. . .

TURE #

25.45 20,000,000

fig.

iter

OPERA (742-57-50), sam. 19 k 30 : Marco COMÉDIE-FRANÇAISE (296-10-20). dim. 20 h 30 : Ciana ; sam. 20 h 30, dim. 14 h 30 : Est-il bon, est-il méchant ?

CHAILLOT (727-81-15), Grand Foyer, rollabe. – Grand Thélèire, sem. 20 h 30, dim. 15 h: la Mouette. – Thélèire Gémier, san. 20 h 30 (dcm.) : Faut-il choisir? Faut-il réver?

ODEON (325-70-32), sam. 20 h 30, dim. PETIT ODEON (325-70-32), sam. 18 h 30 : Sarcasme.

TEP (364-80-80), sam. 20 h 30, dim. 15 h;

TEP (364-80-80), sam. 20 h 30, dim. 15 h; h Double Inconstance.

BEAUBOURG (277-12-33), Concerts-aminantions, sam. 18 h; Nouveille musique improvisée (R. Dick, J. Léandre, G. Lewis, N. Rothenberg). — Classma-vidée, sam., dim. 10 h à 22 h; Sea tails; sam., dim., Nouveaux films BPI: 13 h; Dehors, dedam... propositions, de Y. Peretti; à 16 h; Beris Viau, de R. Bernard; à 19 h; Ouvriers 80, de A. Chodakowski et A. Zadiycskowski; sam., dim. 18 h; Aspects du cinéma expérimental en France; Portraits/Miroirs (M. Klomaris, K. Thomadaki); sam., dim. 1 Les enfants de l'immigration; de 15 h à 20 h; Cioèma et Vidéo. — Théâtre Dasse, Les enfants de l'immigration : sam. 15 h; « Zone interdite »; 19 h; « Sound system »; dim. 15 h; « Faits divers ».

THÉATRE MUSICAL DE PARIS (261-19-83), relâche. THÉATRE DE LA VILLE (274-22-77), sam. 20 h 45: Arden de Frwersham; sam. 18 h 30: Momix Dance Thoatre.

CARRE SILVIA-MONFORT (531-28-34), sam. 21 h, dim. 16 h : les Perses (dern.); dim. 20 h 30 : Flamenco « El cante de la Saeta » (chants flamencos de la semaine sainte » Zapata, Montaraz, So-iea, Arriaza).

Les autres salles

A DÉJAZET (887-97-34), sum. 20 h 30 : Tchouk Tchouk Nougah,
ANTOINE - S. BERRIAU (208-77-71),
sam., dim. 18 h 30 : Hamlet; sam.
20 h 45, dim., 15 h : Nos premiers
addense

ARTS-HÉBERTOT (387-23-23), sam. 18 h 45 : Moi ; dim. 15 h : Revenu de l'Etoile ; sam. 22 h : la Parisienne — 29- à l'ombre.

ASTELLE-TRIÊATRE (238-35-53), sem. 20 h 30 ; le Malemondu ; dim., 16 h : Des fabliant à Mellère. ATELIER (606-49-24), sem. 21 h, dim. 15 h : le Bonhour à Romorantin (dern.). ATHÉNÉE (742-67-27), I : 21 h : le Re-tour (dern.) ; II : sem., 20 h 30 : Pesse-gères (dern.).

gères (dern.).

BASTILLE (357-42-14), sam. 19 h 30 :
Celle qui ment, (dern.).

BOUFFES PARTSIENS (296-60-24), sam. 21 h : les Trois Jeanne.
CARTOUCHERIE, Th. de Seiel (374-24-08), sam. 18 h 30 ; dim. 15 h :
Heari IV. — Tampète (32E-36-36), sam. 21 h, Dim 16 h : le Retour d'Ipbigénie. CENTRE CULTUREL, EVII (227-68-31), sam. 21 h, dim. 17 h : le Folie de l'homme.

CENTRE MANDAPA (359-01-60), sum. 20 h 30, dtm. 15 h : l'Epopée de Gilga-mesh.

COMÉDIE-CAUMARTIN (742-43-41), eam. 17 h 30 et 21 h, dim. 15 h 30 : Re-vians dormir à l'Elysée. COMÉDIE DES CHAMPS-RLYSÉES (720-08-24), sam. 18 h 45 et 21 h 45, dim. 15 h 30 : Chaoun sa vérité.

COMÉDIE ITALIENNE (321-22-22), sum. 20 h 30, dim., 15 h 30 ; les Aven-tures de la villégiature. COMÉDIE DE PARIS (281-00-11), sam. 20 h 30, dim. 15 h : les Marchada de

DÉCHARGEURS (236-00-02), sam. 19 h : Gide 84 : 20 h 30 : Gertrad, morts cet après-midi : 22 h 30 : le Demier Plim. ÉDOUARD-VII (742-57-49), sam. 18 h et 21 h 30, dim. 15 h : Désiré. EPICERIE-TRIEATRE (272-27-05), sam.

19 h : Imaréva pour un privé. ESPACE KIRON (373-50-25), sam. 20 h 30 et 22 h 30, dim. 15 h et 17 h : Expravagances (Cie Ph. Genty, Th. Ma-

ESPACE MARAES (584-09-31), sum. 22 h 30: Un milieu sous la mère. ESSAION (278-45-42), sam. 20 h 30: Chant dans la mit. GATTÉ-MONTPARNASSE (322-16-18), sam. 20 h 45, dim., 15 h : Grand-Père.

GALERIE 55 (326-63-51), sam., dim. 20 h 30 ; Who's afraid of Virginia Woolf ? GRAND BALL MONTURGUEIL (296-04-06), sam. 20 h 30, dim. 18 h 30 : Deux

HUCHETTE (326-38-99), sam. 19 h 30: ls Caristrice chanve; 20 h 30: ls Le-con; 21 h 30: les Cerises rouges. LA BRUYERE (874-76-99), sam. 21 h,

dim. 15 h: Tenoura.

LUCERNAIRE (544-57-34), sam. I:

18 h 30: Tête de faune; 20 h 15: L'ambassade; II: 18 h 30: la Dentelle du cygne; 20 h 15: Six heures au plus tard;

22 h 30: la Panthère blove. — Petite salle, 18 h 30 : Pique et pique et follet drame ; 22 h 30 : le Drap de sable. LYS-MONTPARNASSE (327-88-61). sam. 20 h 30 : Chanta mélés ; sam. 22 h : le Shaga.

MADELETNE (265-07-09), sam. 20 h 30, MAISON HETNRICH HEINE (365-15-73), sam. 20 h 45, Dim. 16 h : La noce illust lies petits-bourgeois. dim. 15 h : le Rhinocéros (dem.). class les petits-bourgeois.

MARAIS (278-03-53), sem. 20 h 30 : Le

MARIE-STUART (508-17-80). sam. 22 h: Techo du silement MARIGNY, Salle Gabriel (225-20-74), sam. 18 h 30 et 21 h 30, dim. 15 h : le

MATHURINS (265-90-00), sam. 21 h, dim. 16 h 30: la Femme assise.

MAUBEL (255-45-55), dim. 15 h: Betrayal; sam., 20 h 30: Saddenly Last Summer.

COMME SI CETAIT HIER (Beign):
Le Marais, 4 (278-47-86).
LES CORAPÉRES (Ft.): Templien, 3(272-94-56); Paramount Montmartre,
18- (606-34-25).
LES COPAINS D'ABORD (A., v.o.):
Gammont Halles, 1- (297-49-70); UGC
Opéra, 2- (261-50-32); UGC Opéra, 2- (261-50-32); UGC Opéra, 3- (261-50-32); UGC Opéra, 3- (325-71-98); UGC Champs-Elysées, 8- (35912-15); 14 Juillet Bastille, 11- (35790-81). — V.f.: Gammont Sud, 14(377-84-50). MICHEL (265-35-02), sam. 18 h 15 et 21 h 30, dim. 15 h 30 ; On dinera an lit. MICHODIÈRE (742-95-22), sam. 21 h, dim. 15 h 30 : Fai deux mots à vous dire. MONTPARNASSE (320-89-90), sam.

17 h et 21 h dim. 16 h : Tehin tehin. Petite salle, sam. 21 h, dim. 15 h : le
Journal d'une femons de chambre.

NOUVEAUTES (770-52-76), sam.
18 h 45 et 21 h 30, dim. 15 h 30 : l'En-

CEUVRE (874-42-52), sem. 20 k 30, mat, dim, 15 h : Comment devenir une mère juive en dix leçons.

PALAIS-ROYAL (297-59-81), sem. 18 k 45 et 22 k, dim, 15 h 30 : La fille sur la hannette avrille.

PARC DE LA VILLETTE, sons chapi-tess (241-31-53), sam. 20 h 30, dim. 16 h: On a tous let jours cent ans; IL (387-71-31), sam. 21 h, dim. 15 h 30; Roméo et Juliette.

PLAINE (250-15-65), sum. 20 h 30, dim. 17 h: Préjugés et passions (dern.).

PLAISANCE (\$10-00-00), sum. 20 h 45; la Pietre de la folie.

POCHE (548-92-97), sum. 20 h : Molly Bioom; 21 'FElève de Breath.

PORTE-ST-MARTIN, (607-37-53), mm.
17 h et 21 h, dim. 15 h : K2.
POTINIÈRE (261-44-16), sam. 20 h 30, dim. 15 h 30 : h Selle des profs.
RÉNAISSANCE (208-18-50), sam.
18 h 30 et 21 h 30, dim. 15 h : Noix de coon.

coon.

SAINT-GEORGES (278-63-47), sem. 18 h 30 et 21 h 30: Thistre de Bouvard.

SAILE VALHUBERT (384-30-60), sem. 20 h 30; dim. 15 h : Est-il bon, cst-il micham! (dorn.).

TAI TH. D'ESSAI (278-10-79), L Sam. 20 h 30: le Horia. - IL Sam. 20 h 30: le Horia. - IL Sam. 20 h 30: l'Ecume des jours; sam. 22 h 15; dim. 18 h 30: Chiamonde. - IIL Sam. 20 h 30: Heis cles.

TEMPLIERS (278-91-15), sam., 20 h 30: A is researche de Marcel Promi.

TEMPLIERS (278-91-15), sam., 20 h 30: A is researche de Marcel Promi.

TEMPLIERS (278-91-15), sam., 20 h 30: A is researche de Marcel Promi.

TEMPLIERS (278-91-15), sam., 20 h 30: A is researche de Marcel Promi.

TEMPLIERS (278-91-15), sam., 20 h 30: A is researche de Marcel Promi.

TEMPLIERS (278-91-15), sam., 20 h 30: A is researche de Marcel Promi.

TEMPLIERS (278-91-15), sam., 20 h 30: A is researche de Marcel Promi.

TEMPLIERS (278-91-15), sam., 20 h 30: A is researche de Marcel Promi.

THÉATRE D'EDGAR (322-11-02), sam. 20 h 15 ; les Babas-Cadres ; 22 h, sam.

15 h, Hommage à Elvis Presley : le Rock du bagne, de R. Thorpe ; ; 17 h, Billancourt-cinquame ans de décors : Doc-teur Lacmec, de M. Cloche ; 19 h, Cinéma japonais : les Bateaux de l'enfer, de S. Yamamura ; 21 h, Voyage à Tokyo, de Y. Osu.

DIMANCHE & AVRIL

15 h. Billancourt-cinquante ans de décors : Singuelle, de Christian-Jequa; 17 h. la Péchercsae, de J.-D. Mondes; 19 h. Cinéma japonels : PAnberge d'Ocales, de H. Gotho; ; 21 h. les Vingo-Quarre Pru-nelles, de K. Kinoshira.

BEAUBOURG (278-35-57)

SAMEDI 7 AVRIL 15 h. Erockon, de M. Stiller; 17 h. les Bonours de l'école de Wu Dang, de S. Sha; 19 h. les Amis inconvus, de X. Lei; 21 h. les Gladisveurs, de D. Daves.

DIMANCHE & AVRIL

15 h, Johan, de M. Stiller; 17 h, Souve-nits du vieux Pficin, de W. Yigong; 19 h, le Chant de la fontaine, de S. Xiaotua; 21 h, The luck of the Irish, de H. Koster

ALSONO Y EL CONDOR (Nicerama,

v.o.): Degret 14 (321-41-01).

A NOS AMOURS (Pr.): Bertles, 2 (742-60-33): Epéc de Bois, 5 (337-57-47); Elysées Lincoln, 8 (339-36-14); Paresasiens, 14 (329-83-11).

L'ASCENSEUR (Holl, v.f.) (*) : Res 2

PERDUE (A., v.f.): Capri, 2 (504-

BAD BOYS (A., v.f.), (*) : Arcades, 2-

(233-54-38).

LE BAL (Fr.-lt.): Movies, 1= (260-43-99); UGC Opéra, 2= (261-30-32);

Studio de la Harpe, 5= (634-25-52); Ambassade, 8= (359-19-08); Parmamiens,

LA BELLE CAPITVE (Fr.) : Denfert

LA BELLE CAPTIVE (Fr.): Dealert (H. sp.), 14- (321-41-01). LE BON PLAISE (Fr.): 14 Juillet Papasse, 6- (326-38-00). CARMEN (Esp., v.a.): Cinoches, 6- (633-10-82); Studio de l'Etoile, 17- (380-42-05).

10-82); Sradio de l'Etoile, 17* (380-42-05).

CARMEN (Franco-IL); Gaumont-Helles, 1* (297-49-70); Berlitz, 2* (742-60-33); Richelien, 2* (233-56-70); Vendôme, 2* (742-97-52); Hautefeuille, 6* (633-79-38); Pagode, 7* (705-12-15); Colisée, 8* (359-29-46); Gaumont Champs-Elysées, 8* (359-94-67); 14 Julliet Bastille, 11* (357-90-81); Gaumont Sud, 14* (327-84-50); Miramar, 14* (320-89-52); Kinopanorama, 15* (306-50-50); Gambetta, 20* (636-10-96).

LES CAVALIERS DE L'ORAGE (Franco-yougoslave): Berlitz, 2* (742-60-33); UGC Rotonde, 6* (633-08-22); Ambassade, 8* (359-19-08); Gambetta 20* (636-10-96).

LE COLLÈGE S'ENVOIE EN L'AIR (**) (All., v.f.): Paramount City, 8*

(**) (All., vf.): Paramount City, 6(562-45-76); Paramount Optica, 9: (742-56-31); Max Linder, 9: (770-40-04); Paramount Montparasse, 14: (329-50-10).

COMME SI CETAIT HIER (Belge) :

Les exclusivités

(236-83-93).

14 (329-83-11).

Le Monde Informations Spectacles 281 26 20

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles Ide 11 h à 21 h sauf dimanches et jours fériés! Réservation et prix préférentiels avec la Carte Club

Pour adhérer ou Club du Monde des Speciacles envoyez le bulletin ci-dessous Pour adherer ou Club ou monde des sanctours envoyer.

ou journal Le Mande, service publicité,5 rue des Bolliens 75009 Pares.

Je désire recevoir la Corte du Club du Monde des Speciales et le joins 100 F françois par chèque ou mandat-lettre à l'ordre du journal Le Mande.

..... Code postoi

Samedi 7 – dimanche 8 avril

22 h et 23 h 30 ; Nous on fait où on nous dit de faire.

THÉATRE DE DIX-HEURES (606-07-48), sam. 21 h : Fils de butte ou les seigneurs de Mountarre,

THÉATRE DE PARIS, Grande saile (280-09-30), sam. 20 h : Roi Lear de Shakespeare (dern.).

THÉATRE THE DONT BOUNT (286.

THÉATRE DU ROND-POINT (256-70-80), sam. 20 h 30; dim. 15 h : Les af-faires sont les affaires. — Petite mille, sam. 20 h 30, dim. 15 h : Panse h l'Afri-

que.
THÉATRE 13 (588-16-30), sam. 20 h 30, dim. 15 h : Long Voyage vers la mait.
THÉATRE DU TEMPS (355-10-88), sam. 21 h: Médéc.
TROIS SUR QUATRE (327-09-16), sam. 20 h 15 : Acteur... est acteur... est acteur.; 22 h : A/BU.
VADETÉS (727-09-00) 15 h 20 ce.

VARIÉTÉS (233-09-92), sam. 18 h 30 et 21 h 45, dim. 15 h 30 : l'Etiquette.

ET VOGUE LE NAVIRE (IL, v.o.): Sm-dio de la Harpe, 5 (634-25-52); Calypso (Hap), 17 (380-30-11).

FEMALE TROUBLE (**) (v.s.) : 7- Art Beanbourg, 4- (278-34-15) ; Action Christine Bis, 6- (325-47-46).

FRERES DE SANG (A., v.o.) (*): 7º Art Bombourg, 4º (278-34-15) (H. sp.).

GORKY PARK (A., v.o.): Paramount Odéon, 6^e (325-59-83); Paramount City, 8^e (562-45-76).

cinéma

La films marquis (*) sont interdits max moins de treine ans, (**) sux moins de dixinité ans.

La Cinémathèque

CHAILLOT (704-24-24)

SAMEDI 7 AVRIL

15 h. Hommage à Elvis Prestey : in Rock de bagne, de R. Therpe ; 17 h. Rillancourt-cinquants ans de décons : Docteur Leemee, de M. Cloche ; 19 h. Cinéma incounts à les Bacatour de l'archair de l 19 (375-79-79).

LE RETOUR DU JEDN (A.) (v.f.): Cabysio, 17 (380-30-11).

RISKY BUSINESS (A.) (v.o): Quintette, 5 (633-79-38); Marignan, 8 (359-92-82); Maylair, 16 (525-27-06); (v.f.): Impérial, 2 (742-72-52); Moniparmane Pathé, 14 (320-12-06).

paraman Pathé, 14 (320-12-06).

BUE CASES-NEGRES (Fr.): Epée de
Bois, 9 (337-57-47); St-Ambroise, 11s
(700-89-16).

RUSTY JAMSES (A.) (v.o.): Forum
Orient Express, 1s (233-42-26); Esurefeoille, 4s (633-79-38); Goorge V, 9
(562-41-46); (v.f.): Bergère, 9 (77077-58).

2 (742-72-52).

DIVA (Pr.): Rivoli Beanbourg. 4 (272-63-32); Cinoches, 6 (633-10-52).

L'EDUCATION DE RITA (Angl., v.o.):

UGC Marbent, 9 (225-18-45).

EMMANUELLE IV (**): George V, 9 (562-41-46); Manéville, 9 (770-72-86); Parameiens, 14 (329-63-11).

L'ENFER DE LA VIOLENCE (**) (A., v.o.): Marbent, 9 (225-18-45). - V.L.: Paramount Opéra, 9 (742-56-31); Paramount Montmartra, 18 (606-34-25): Tourelles, 20 (364-51-98).

L'ÉTÉ MEURTRIER (Pr.): Paramount Marivanz, 2 (296-80-40); Pablicis Marignon, 9 (339-31-97).

ET VOGUE LE NAVIRE (IL, v.o.): Sin-SANS TÉMOINS (Sov.) (v.o.): Cosmos, 6 (544-28-80); Olympic, 14 (545-35-38).

Christine Bis, & (\$25-47-46).

FEMMES DE PERSONNE (Fr.): Forum Orient Expres, 1st (233-42-26); Paramount Oddon, & (\$25-59-83); Paramount Marcury, & (\$62-75-90); Marignan, Bst (\$359-92-82); St-Lazare Pasquier, & (\$359-92-82); St-Lazare Pasquier, & (\$387-35-43); Paramount Bassille, 12st (\$43-79-17); Nations, 12st (\$43-04-67); Paramount Montparasses, 14st (\$329-90-10); Montparass, 14st (\$329-90-10); Montparass, 14st (\$327-52-37); Convention St-Charles, 15st (\$79-33-00); Paramount Maillot, 17st (\$758-24-24); Pathé Chien, 18st (\$522-46-01). S.O.B. (A.) (v.o.) : UGC Marbonf, 3-(225-18-45).

MEURTRE DANS UN JARDIN ANGLAIS (Brit.) (v.o.): Forum Orient Express, 1= (233-42-26); 14-Juillet Racine,
6 (326-19-68): 14-Juillet Parnasse, 6
(326-19-68): 14-Juillet Parnasse, 6
(326-58-00): Georgo-V. & (562-41-46);
Lumière, 9= (246-49-07); 14-Juillet Bassgrenelle, 19= (575-79-79).

LES MORFALOUS (Ft.): Gaumont
Hallet, 1= (297-49-70); Berlix, 2= (74260-33); Grand Rex, 2= (236-83-93);
Cluny Palace, 5= (354-67-76); Bretagne,
6= (222-57-97); UGC Damon, 6= (22942-62); UGC Biarritz, 8= (723-69-23);
Le Paris, 8= (359-11-8); Gaumont Ambessade, 8= (359-11-8); Gaumont Ambessade, 8= (359-11-8); Français, 9=
(770-10-41); Athéna, 12= (343-07-48);
UGC Gare de Lyon, 13= (343-07-48);
UGC Gare de Lyon, 14= (343-0

PLANETE DES FEMMES (Fr.), La Marais, 4 (278-47-86).

rais, 4 (278-47-86).

POLAR (Ft.): Berliez, 2 (742-60-33);
Rex, 2 (236-83-93); Ciné Beaubourg, 3 (271-52-36); UGC. Danton, 6 (328-42-62); UGC Biarnitz, 8 (723-69-23);
UGC Gare de Lyon, 12 (343-01-59);
Olympic, 14 (545-35-38); Miramar, 14 (320-89-52); 14-Juillet Beaugrenelle, 15 (575-79-79).

SCARFACE (A.) (*) (v.o.): Clamy Pa-lace, 5* (354-07-76); Ambassade, 9* (359-19-08); George V, 8* (562-41-46); (v.L): Res., 2* (236-83-93); Français, 9*

(v.L.): Rax, 7 (236-83-93); Français, 9-(770-33-88); Montparassee Pathé, 14-(320-12-06). SECOND CHANCE (A.) (v.a.): UGC Marbeuf, 9- (225-18-45) (v.L.): Rax, 2-(236-83-93); Français, 9- (770-33-88). LE SECRET DES SELENTES. (Pr.): St-Ambroisa, 11- (700-89-16); St-Lambert, 15- (532-91-68).

STAR 80 (A.) (v.a.) : College, 2- (359-25-40).

STAR WARS LA SAGA (A.) (v.o.): in Guerre des étoiles; L'empire contrustraque; le Retour du Jedi; Escurial, 13-(707-28-04).

Paris / programmes

TCHAO PANTEN (Fr.): UGC Optra, 2: (261-50-32); UGC Danton, 6: (329-42-62); Biarritz, 8: (723-69-23); Nations, 12: (343-04-67); Gaumont Convention, 15: (828-42-27); Montparroc, 14: (327-52-37).

LE TEMPS SUSPENDU (Homerois) (v.o.) Reflet Quartier Latin, 5 (326-34-65).

34-65).

TIMERIDER, LE CAVALIER DU
TEMPS PERDU (A.) (v.a.): Rorum
Orient Express, 1= (233-42-26): GeorgaV. & (562-41-46) (v.f.): Lumière, 9(246-49-07); Maréville, 9- (77072-86); Images, 18- (522-47-94).

TO BE OR NOT TO BE (A.) (v.a.):
George V. & (562-41-46).

TOOTSIE (A.) (v.f.): Opéna Night, 2(236-62-56).

LA TRACE (Pr.): Lucomaire, 6 (544-57-34).

LA TRAGÉDIE DE CARMEN (Fr.): version Delavant, St-Ambroise, 11st (700-29-16).

(700-80-16).

TEAHISONS CONJUGALES (A.)
(v.a.): Lisonnaire, & (544-57-34).

LA ULTIMA CENA (Cub.) (v.a.) (H. sp.) Denfert, 14* (321-41-01).

UN AMOUR DE SWANN (Fr.): UGC Opters, 2* (261-50-32); Hautefeuille, 6* (633-79-38); Pagode, 7* (705-12-15); Coliste, & (359-29-46).

UN BON PETIT DIABLE (Ft.): SI-Ambroise, 11 (700-89-16); Grand-Pavois, 15 (554-46-85); Calypso, 17 (380-30-11). UN FAUTEUIL POUR DEUX (A.) (V.O.): George-V. & (562-41-46).

LA VILLE BRULEE (Esp.) (v.o.) : Denfest, 14 (321-41-01). LA VILLE DES PÉRATES (Pranco-portugais) (v.f.) : Olympic, 10 (\$45-35-35).

VIVE LES FEMMES (Pr.): Ciné Boun-bourg, 3- (278-34-15); UGC Danton, 6-(329-42-62); UGC Montparnasse, 6-(544-14-27); UGC Erminge, 3- (359-15-71); Biarriux, 3- (723-69-23); Maxé-ville, 9- (770-72-86); UGC Boulevard, 9- (246-66-44); UGC Gobelins, 13-(336-23-44); Mistral, 14- (539-52-43); Images, 18- (522-47-94).

Images, 18 (522-47-94).

VLA LES SCHTROUMPFS (A.)
(v.f.): Forum Origin Express, 1* (233-42-26); Quintette, 5* (633-79-38);
George-V, 8* (562-42-46); Marignan, 8* (359-92-82); St-Lazure Pasquier, 8* (387-35-43); Lamifre, 9* (246-49-07); Maxieville, 9* (770-72-86); Nations, 12* (343-04-67); UGC Gare de Lyon, 12* (343-04-59); Fauvette, 13* (331-56-86); Mistral, 14* (539-52-43); Montparnasse Pathé, 14* (320-12-06); Parnassiens, 14* (329-83-11); Gaumont Couvention, 15* (828-42-27); Grand Pavois, 15* (554-46-85); Paramount Maillot, 17* (758-24-24); Pathé Cichy, 18* (522-46-01); Secréss, 19* (241-77-99); Gambetts, 20* (636-10-96).

WEND EUUNI (Hamp-Volta); Salve-

WEND EUUNI (Hante-Volta): Saint-André-des-Arts, 6- (326-48-18).

LES FILMS NOUVEAUX

UADDITION (*), film français de Denis Amar : Forum, 1* (297-53-74); Rex, 2* (236-83-93); UGC Odéon, 6* (325-71-08); UGC Montparnasee, 6* (544-14-27); UGC Biarritz, 8* (723-69-23); UGC Enminge, 8* (339-15-71); UGC Boulevard, 9* (246-66-44); UGC Gare de Lyon, 12* (343-01-59); UGC Gobelins, 13* (336-23-44); Mistral, 14* (319-83-11); Misral, 16* (651-99-75); Images, 18* (522-47-94); Scoritan, 19* (241-77-99).

UAFFRONTEMENT, film améri-

Secritian, 19* (241-77-99).

L'AFFRONTEMENT, film américain de Paul Newman, v.a.: Forum Oriont Express, 1* (233-42-26); Paramount Odéon, 6* (325-59-83); Publicis Champa Elysées, 8* (720-76-23); Paramount Bérivaux, 2* (236-80-40); Paramount Mérivaux, 2* (236-80-40); Paramount Opéra, 9* (742-56-31); Paramount Galaxie, 13* (380-18-03); Faramount Opéra, 9* (742-56-31); Paramount Oriéans, 14* (540-45-91); Paramount Oriéans, 14* (540-45-91); Paramount Monparamec, 14* (329-90-10); Convention Se-Charles, 15* (579-33-00); Pany, 16* (288-62-34); Paramount Maillot, 17* (758-24-24); Paramount Montagrant Montagrant, 18* (606-34-25); Clichy Pathé, 18* (522-46-01).

34-23); Chichy Pathi, 18 (522-46-01).
L'ANGE, film français de Patrick Bolanowski; Sindio des Uranines, 9 (354-39-19).
BEOUEFABRE, film français de Georges Rouquier : Grumont Halics, 1* (297-49-70); Gammont Berlitz, 2* (742-60-39); Saint-André-des-Arts, 6* (326-46-13); Olympie Balzac Elysies, 9* (561-10-60); Montparnos, 14* (327-52-37); Olympie-Entrepôt, 14* (545-35-38).
FRAULEIN BERLIN, film glemand

FRAULEIN BERLIN, film allemand de Lother Lambert, v.a.: Marsis, 4 (278-47-86).

(278-47-86).

GURRERS PROCEES, film anglais de Richard Eyre, v.a.: Olympic St-Germain, 6 (222-87-23); Olympic Batrepôt, 14 (545-35-38).

L'HARGLEUR, film anglais de Peter Yates, v.a.: UGC Opéra, 2 (261-50-32); Clany Ecoles, 5 (354-20-12); UGC Rotonde, 6 (633-08-22); George-V, 9 (562-41-46); 14-Juillet Beaugrenelle, 15 (575-79-79).

PEPPERMINT FRIEDEN, film allemand de Mariane Rosenbaum, v.a.:

mand de Mariane Rosenbaum, v.a. : Astion Christine, 6º (325-47-46).

SCENARIO DU FILM PASSION, film vidéo de Jean-Luc Godard : Studio 43, 9" (770-63-40).

mm voice de Jein-Lie Godard :
Studio 43, 9° (770-63-40).

TENDRES PASSIONS, film américain de James L. Brooks, v.o. : Forum, 1° (297-53-74); Ciné-Beaubourg, 3° (271-52-36); Paramount Odéon, 6° (325-59-83); Publicis St-Germain, 6° (222-72-80) : Publicis St-Germain, 6° (222-72-80) : Publicis Champs-Elysées, 8° (720-76-23); Marignan, 8° (329-92-82); Paramount Marignan, 9° (742-631); Nation, 12° (343-04-67); Paramount Marignan, 9° (742-56-31); Nation, 12° (343-04-67); Paramount Galaxie, 13° (580-18-03); Paramount Godelins, 13° (707-12-28); Paramount Montparmsue, 14° (329-90-10); Convention St-Charles, 15° (579-33-00); UGC Convention, 15° (522-20-64); Paramount Mailles, 17° (758-24-24); Wepler, 18° (522-46-01).

46-0ì). THE WIZ, film américain de Sidney Lamet, v.o. : Foram, 1° (297-33-74); Cané-Beaubourg, 3° (271-52-36); Hautefeuille, 6° (633-79-38); UGC Biarritz, 8° (723-69-23); Marignas, 8° (359-92-82); Parmaniens, 14° (320-30-19); PLM St-Iscquas, 14° (320-575-79-79). – V. £: Rex, 2° (236-68-42); 14-builet Beaugronelle, 15° (575-79-79). – V. £: Rex, 2° (236-33-33); UGC Opéra, 2° (261-58-32); Français, 9° (770-33-88); Athéma, 12° (343-07-48); UGC Garc de Lyon, 12° (343-01-59); Gaumout Sud, 14° (327-84-50); Montparanase Parisé, 14° (320-12-06); Trois Murat, 16° (651-99-75); Imagea, 18° (322-47-94). UN HUMBER PARISE LEB LOUPS, THE WIZ, film américain de S

UN HOMBIE PARRI LES LOUPS, film américaia de Carrol Ballard, v.a.: Quintens, 5 (633-79-38); George-V, 3 (562-41-46), V. f.: Im-périal 2 (742-72-52): Pamerte. 19 (331-56-86) ; Mostpermasse Pathá, 14 (320-12-06).

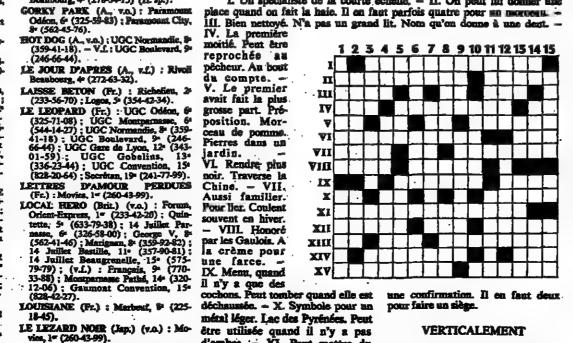
thi, 14 (320-12-06).

VENT DE SARLE, film algérien de Mohamed Laithdar Hamina, v.a.: \$1-Germsin Huchstte. \$1 (633-63-20): Bonaparte, 6 (326-12-12): Gaamont Ambassade, \$1 (359-19-08): Delin, 9 (878-02-18): Fanvette, 13 (331-56-86): Bienvessle Montparasse, 15 (544-25-02). — V.f.: Gaumont Richelien, 2 (233-56-70): Lumière, 9 (246-69-07); Fanvette, 13 (331-56-86): Gammont Convention, 15 (828-42-27); Clichy Pathé, 18 (\$22-46-01).

(755-24-39); FRAME FLAMBÉE (All., v.o.) LA FEMME FLAMBÉE (All., v.o.); (**): Gaumont Halles, 1* (297-49-70); (ouintette, 5* (633-79-38); Elysées Lincoln, 9* (359-36-14); Parmastiens, 14* (320-30-19); - V.L.: Maxéville, 9* (770-72-86); FRAVECTA, 13* (331-60-74). MOTS CROISÉS

PROBLÈME Nº 3684 HORIZONTALEMENT

I. Un spécialiste de la courte échelle. — II. On peut lui donner une place quand on fait la haie. Il en faut perfois quatre pour un neuroseu. — 111. Bien nettoyé. N'a pas un grand lit. Nom qu'on donne à une dest. —



déchaussée. — X. Symbole pour an métal léger. Lac des Pyrénées. Peut tellisée quand il n'y a pas d'ombre. — XI, Peut mettre du rouge aux lèvres. — XII, Peut mettre du rouge aux lèvres. — XII. Auquel on ne peut rien reprocher. Sans effets.

19-08); Grand Pavois, 19- (354-48-85); Gaumont Convenion, 15- (828-42-27).

MEGAVIXENS (A.) (v.f.) (**): Sepitant Art Benabourg, 4- (278-34-15).

MAUVAISE CONDUITE (378-34-15).

Che. Direction. — XV. Qui a reçu pour faire un siège.

VERTICALEMENT

1. Peut se mettre à dévorer après avoir couvé. Plus elle grandit et plus elle devient étroite. — 2. Comme les bras quand on accueille bien. S'éprit d'un drôle d'oiseau. — 3. Regardé comme un cut. Dernier délai pour un paiement. Deuxième d'une série.

KIV. On peut les sortir d'une cruche. Direction. — XV. Qui a reçu Ne cruit pas (épelé). — 4. Baie du

Japon. Que l'on a pu toucher. Le createur de la nomographie. -5. Fin de peine. Eut une attitude s. Fin de peine. Eux une attitude andacieuse. On peut compter sur lui. — 6. Une question pour le psychologue. Forte, est parfois en tôle. Choix. — 7. Ne se presse jamais. Pun elle est pâle et moins elle est bonne. Bout de pain. — 8. Qui ont donc été remués plus d'une fois. Dien. La dernière, c'est e qu'il y a de plus frais. — 9. Un bœuf qu'a n'à pas conservé. Bien coiffées. n'a pas conservé. Bien coiffées. -10. Jacob après sa lutte contre un anga. - 11. Est probablement plus difficile à lever quand il est lourd. Est difficile à entretenir. - 12. Qui ne demande aucus soin. Qui n'a donc pas souffert. - 13. Signe particulier. Fournit de l'huile. Prennent facilement la monche. - 14. La moitié de rien. Pas exposé. Conjonction Passe à Compiègne. - 15. Pris en main. A utiliser quand le ton est fanz. Qui n'ont donc pas bavé.

Solution du problème nº 3683 Horizontalement.

I. Fredaine. - II. Aéroplane. - III. Opte. - IV. Anse. Snob. -V. Lai. Ame. - VI. Inflation. -VII. Se. Et. Ali. - VIII. Age. Dot. IX. Echu. Régi. - X. Amnésie.
 XI. Onéga. ER.

Verticalement

1. Fatalistes. - 2. Ré. Nana. -3. Erosif. Ahan! - 4. Dope. Légume. - 5. Apt. Pâte. NG. - 6. Îles. Réa. - 7. Na! Nalades. -8. Entomologie. - 9. Bénitier.

GUY BROUTY.

France / services

RADIO-TÉLÉVISION-

Samedi 7 avril

PREMIÈRE CHAINE: TF 1



De J. Cosmos, réal. G.-A. Lefranc, avec F. Ploury, M. Garnier, M. Game, J. Balatin...

22 h 10 Droit de réponse ou l'esprit de

os de MGchel Polac. Laisse hétos

DEUXIÈME CHAINE: A 2



20 h 35 Variétés : Champs-Elysées De Michel Drucker. Autour de Jean-Jacques (Volérie Lagrange, Abba, etc.

22 h 5 Magazina : Les enfer D'A. de Causes, réal. D. Kent.

23 h 20 Journal.

TROISIÈME CHAINE: FR 3

20 h 35 Feuilleton: Dynastie. h 30 Plus menteur que mai, tu gaç

22 h 10 Journal.
22 h 30 La via de château.
Jean-Claude Briely reçoit de
volaties. Ambiance festirée.

n maissesses. Gale Leontyne Price : annorm de Vard

FR 3 PARIS-ILE-DE-FRANCE

17 h 35 Carrefour de l'outre-me

18 h 30 Auto

19 h 50 Dessin animá : Gádáos

h 20 Emissione pour la ju h 40 RFO Hebdo. h Paul Hogen show.

reporters. Série . F. Green

FRANCE-CULTURE

FRANCE-MUSIQUE

TF 1

FRANCE-CULTURE 28 h Martin Lader-Eing, de C. Chraibi, Avec T. Koekoui, D. van Bercheyke, D. Delpest... (rediff.).
 22 h S La fague du senecii.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30 Cancert (cycle : échanges internationaux, domé au Théatre royal de la Monnaie à Bruxelles, le 22 mars 1984) : le Vaisseau fantione, de Richard Wagner, par l'Orchestre du Théatre royal de la Monnaie, sons la direction de S. Cambreling, avec P. Habner, R. Ardam, K. Riegel...

23 h Les solrées de Prance-Musique : le club des archives : B. Hubormann ; à I h, L'arbre à channes.

h 35 Aspects du court métrage français.

Ombre et secrets, de P. Delarbre; le Visite, de

J.P. Ameris.

h 5 Journal.

Prélude à la nuit. Interprèse un extrait d'apère de K. Wetil.

12 h 5 Allegro. 14 h 30 La Comédie-Française principal : «Les Dames vengées ou la Depte de aoi-même», de Donneau de Visé. Avec C. Winter, F. Seigner, C. Hilégel...

Avec C. Winter, F. Seigner, C. Hildel...

16 h 15 Sou.

16 h 45 Confirmence de cardene (on direct de Notre-Dume de Paris), par le Père J.J. Latour.

17 h 35 Rencoutre svec... le général R. Copel, J.-C. Victor et F. Puzzur (vaincre la guerre).

18 h 30 Ma non troppe.

19 h 16 Le cinéma des circum.

20 h Albatres : Georges Ribemone-Dennignes (poésie en cavale).

20 h 40 Antiler de création radiophonique : Vol 540, par J.-Y. Bosseur et C. Rosset, intervalles : A. Cohen, passon, Y. Dussank, tons de gambe, J.-M. Dusser et A. Marchatz, clarimettes, O. de Mones, violoucelle, F. Nousz, trombone, G. Salignat, accordéen.

23 h Miroirs de Venise.

12 h 5 Magazine intermetional.
 14 h 5 Disques compacts.
 16 h 55 Comment Fentender-vous? L'opéra vénition du XVII^e siècle (ouvres de Monteverdi, Perrari, Cavali,

Cesti).

h 5 Jezz virust: le trio du piuniste M. Petrucciesi.

h 5 Présentation du concert.

h 36 Leu grands concerts d'archives (donné la 7 octobre 1951): Apollon musegète; Symphonies pour lustruments à vent; Călpe roi, de Stravinsky, par l'Orchestre symphonique de la radio de Cologne, dir.

I. Stravinsky, sol. P. Penra, M. Mödl, H. Rehfuns, O. von Robr.

COMMUNICATION

La publicité sur la FM

PREMIÈRES CONSULTATIONS

Le secrétaire d'Etat chargé des techniques de la communication, M. Georges Fillioud, a annoue6, vendredi 6 avril, son intention de rocéder à «une large consult tion » pour déterminer les «condi-tions dans lesquelles les radios locales privées qui le souhaiterant pourront avoir accès à des res-sources publicitaires. Une promière rencontre devrait ainsi avoir lien, mercredi 11 avril, à 17 h 30, avec les organisations « nation régionales représentatives ».

D'autres réunions sont également prévues avec les organisations prosionnelles de la presse écrite, de la publicité et des aunonceurs, avant lexamen à la mi-juin d'un projet de loi par le conseil des ministres. M. Filliond devrait, en outre, consultor la Haute Autorité de la commu nication andiovisuelle, le Conseil national de la communication andio-visuelle (CNCA), la commission consultative (que préside M. Gala-bert) ainsi que des responsables de Radio-France,

Le Parlement devrait être saisi d'un projet avant la fin de la scasion le printemps conformément su souhait exprimé par le président de la République, lors de sa conférence de presse du 4 avril, de créer, parallèle-ment su statut associatif actuel des radios libres, la possibilité pour celles-ci de se constituer « en eure-prise type PME (...) le plus tôt pos-sible ».

Victime d'un incendie

«LA CHARENTE LIBRE» (ANGOULÈME) EST IMPRIMÉE DAMS DES CONDITIONS DIFFICILES

Un incendie a ravagé, samedi 24 mars après-midi, les locaux de l'immenble technique d'impression de la Charente libre, à Angoulême. Le feu s'est développé à partir du stock de papier et a surchaufit à plus de 800° la dalle de béton sur lamelle repose le marijur, rendant laquelle repose la rotative, rendant celle-ci instilliable. En attendant les résultats de l'expertise, qui ne seront connas que le 13 avril, la direction du quotidien estime à plusieurs mil-lions de francs les déglits das à l'incendie, sans compter les préjudices subis ultérieurement dans l'exploitation. Il faudra deux à trois mois pour que la Charente libre puisse à nouveau sortir de ses rota-

En attendant, le quotidien d'Angoulême, dont le tirage est en moyenne de 43000 exemplaires, est imprimé sur des rotatives de «labeur», dans des conditions persois difficiles, puisque les installations de dépausage qui ont été prop-vées ne peuvent irrer que des cahiers de luit pages, assemblés casuite manuellement. Malgré cela, la Charente libre est sortie sans interruption et des le lundi 26 mars, avec pratiquement la même présentation, la même pagination et le minimum ment la même présentation.

FAUT-IL MODIFIER SON ANTENNE POUR RECEVOIR CANAL PLUS?

qui ont l'intention de s'abonner à Canal plus, l'Institut national de la nation (INC) affirme, dens une étude publiée par Consovana-teurs actualité, vendredi 6 avril, qu'il n'est pas forcement nécessaire de faire modifier son antenne. Réagissant à la campagne lancée par les promoteurs de la future quatrième chaîne sur le thème « Faites vite adapter votre antenne per un spécie lists . I'INC conseille aux usagers encore équipés d'une installation conçue pour les anciennes émissions de la première chaîne noir et blane sur le réseau VHF de - régler ou de faire régler leurs récepteurs TV sur la fréquence utilisée par Canal Pius actuellement pour ses essais régio-naux, avant de se lancer dans l'acquisition d'une nouvelle

« Il sat vrai que, dans certabu pubroits, avec une ancienne aut bien entretenue, il est possible de nous recevoir sans at techniques, admet M. Philippe Remond, directour de Canal Pins dans une déclaration à l'Agence France-Presse. Mais, la plupart du temps, une adaptation est indispen-sable : les nouveaux immeubles n'out pas cette aucienne autenne, sur d'autres, elle a parfois plus de

MÉTEOROLOGIE



PRÉVISIONS POUR LES .4 .84 DÉBUT DE MATINÉE

Front quasi stationnaire

Front chaud

* Neige

Averses Vent fort PRÉVISIONS POUR LE 7 AVRIL À 0 HEURE (G.M.T.)

Front froid ///// Pluis = Brouillard

Occlusion

Evolution probable du temps on France outre le munoll 7 avril à 9 hours et le che 8 avril à 24 houres.

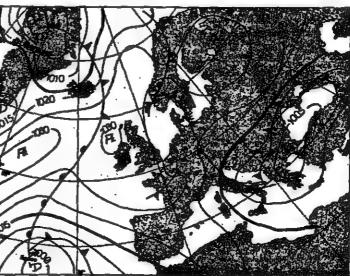
∼ Verglas

Use perturbation italienne sura tendance herouter près de me frontères et en Coste tandis que sur le reste du pays le champ de pressions sers en hausse svec une dorsale aute, dimanche, à 00 TU de l'Islande à l'Afrique du Nord, nous prénégeant des persurbations océaniques. Dismuche : près des régions méditer-

sanéennes sauf en Corse, ce sera que belle journée printunière bien ensoleillée swec un west du Nord modéré. Sur les versagis est des Alpes et sur la Corse, le ciel sera très matgeux de couvert, des avenses se produiront en Corse et quel-ques chutes de neige au-dessus da 1 200 mètres d'altitude sur les versagis est des Alpes. Sur tout le reste du pays, le temps sers très branceux, le matin, avec un ciel souvent gris et des bronil-lards dans les vallées, mais au cours de la matinée le temps évoluers, ces formations brameuses se désagrègeront pour laisser place à de belies éclaireies

Le matin, at lever du jour, les tempé-natures varieront de 0 degré à 7 degrés et l'après-midi il fera 10 degrés à 12 degrés du Nord au Sud.

Températures (le premiur chiffre infique le maximum enregistré au cours de la journée du 6 avril; le second le minimum de la nait de 6 au 7 avril) : Ajaccio, 16 et 4 degrés; Biarritz, 14 et 5; Bordeaux, 14 et 3; Bourges, 8 et 3; Brest, 12 et 3; Clean, 11 et 6; Chaptourg, 9 et 5; Cleamont-Ferrand, 11 et — 1; Dijon, 7 et 4; Grenoble-St-M-H., 11 et — 1; Grenoble-St-Gooirs, 9 et 4; Lille, 5 et 4; Lyon, 10 et 5; Marseille, Marignanne, 15 et 7; Nanov, 6 et 4: Lifle, 5 et 4; Lyon, 10 et 5; Marseille-Mariganne, 15 et 7; Nanoy, 6 et 4; 20 et 14; Genève, 9 et 4; Jérusalem, 25



Names, 13 et 3; Nice-Côte d'Azur, 15 ret 8; Paris-Montsouris, 8 et 6; Paris-Orly, 8 et 7; Pau, 14 et 4; Perpignan, 16 et 9; Rennes, 13 et 6; Strasbourg, 7 et 5; Toura, 10 et 3; Toulouse, 12 et 4; Pointe & Pitre, 29 et 23.

Alger, 20 et 5 degrés; Amsterdsm, 7 et 4; Athènes. 20 et 10; Berlin, 12 et 6; Bonn, 8 et 3; Bruxelles, 6 et 4; Le Caire, 34 et 21; Bes Canaries, 22 et 15; Copenet 11; Lisbonne, 21 et 11; Londres, 7 et 5; Luxembourg, 3 et 0; Madrid, 19 et 4; Moscoa, 14 et 2; Nairobi, 29 et 13; New-York, 13 et 7; Palmade-Majorque, 18 et 4; Rome, 17 et 7; Stockholm, 11 et 1; Toseur, 23 et 12; Tunis, 19 et 10. Tunis, 19 et 10.

La pression atmosphérique réduite an niveau de la mer était, à Paris, à 7 heures, le 6 avril, de 1018,9 millibars, soit 764,2 millimètres de mercure. (Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie mattonale.)

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du samedi 7 avril :

DES DÉCRETS

Fixant les attributions du com-misseriat de l'armée de terre.

Portant création d'un institut universitaire de technologie à Strat-

bourg. · Relatif wax sanctions penales

applicables à certaines infractions

Dimanche 8 avril

PREMIÈRE CHAINE: TF 1

h 15 A Bible ouwerss

h 30 Foi et tradition des chrétiens or Primarica protestante, Il 10 h 30 Le jour du Seigneur.

Manna cElebric as II

Journal.

13 h 25 Série : Starsky et Hutch. 14 h 20 Hip-hop. Magazine du sourf...

14 h 35 Chempions. Variétés divertissement et sports. Avec M. Torr, M. Lebb, les Ablettes, J. Perrin, R. Bohringer... Paris-

17 h 30 Les animeux du monde.

Série : Ike, 19 h

Magazine de l'actualité de la semaine de J.-L. Berget, E. Gilbert et F.-L. Boulay. Le grand témoin sara Haroun Taxieff; An sommeire : Bechoven en China; mort d'une usine (à Fos-sur-mar); la sélévision des autres : TV câble en Belgique.

20 h 36 Cinéma: le Crime de l'Orient-Expresa, Film anglais de S. Lamet (1974), avec A. Finney, L. Bacall, M. Balsam, I. Bergman, J. Bianet, J.-P. Camel, S. Connery. (Rediffusion.)
En 1935, dans l'Oriens-Express, train de lucte bloqué par la neige en Yougoslavle, le détective Hercule Poirret enquête sur l'assassinat d'un des voyageurs. Décoration et atmosphère ritro, pour l'adaptation d'un roman policier d'Agatha Christle. Mise en soine suphissiquée, dauxe numerie autont de vedettes. douze suspecis, autant de vedeties.

22 h 40 Sports dimenche. Magazine de Jean-Michel Leulliot. 23 h 25 Journal

DEUXIÈME CHAINE: A2

9 h 35 Récré A 2 : Candy. 10 h Les chevaux du tieroé. 10 h 30 Gym tonic.

11 h 16 Dimanche Martin. Emper for arterior.

Aujourd hur à ENTREZ LES ARTISTES et à partir du 24 avril e L LYMPIA LE CIRQUE DE PEKIN

12 h 45 Journel

12 h 40 Dimanche Mertin (suite).
Si l'ai bonne mémoire; 14 h 30 : Série : Les peties génies; 15 h 20 : L'école des fans; 16 h 5 : Dennis animé; 16 h 25 : Thé dansant. 17 h 10 Série : Toutes griffes dehors. Dimenche plus.

L'Australie, au reportege de M. Parbot. Le continent Mad Max. 18 h 55 Stade 2. Journal.

20 h

22 h 30 Concert megazine.

20 h 35 Jeu: La chasse aux trésors. Aux Seychelles.
21 h 40 Document: Les eaux fertiles. De F. Bossif.

En liaison avec France-Musique « Symphonie hérolque » de Beethoven, per l'Orchestre mational de France, dir. Sir Goerg Solti. 23 h 30 Journal.

TROISIÈME CHAINE: FR3

Images de Tunisie. 10 h 30 Mo

h 30 Monsique. « Les enfants de Belleville », un reportage de M. Meb-toul ; variétés avec Touré Kunda, Linda de Supa... 14 h 30 Objectif entreprise. Emission de l'Association

15 h 45 Théâtre (cycle Shakespeare) : Antoine at Réal. J. Miller, production de la BBC, avec J. Lapotaire.

Tragédie en cinq actes en vers et en prose écrite proba-blement vers 1606-1607. Parmi les plus grands drames

20 k 35 Cinéma: le Prince et la Daseuse, de L. Olivier. 22 h 25 «Etoiles et toiles», ma-gazine de F. Mitterrand : le cinéma mgiais. 20 h 35 « Emmener-moi au théi-

22 h 39 Seirées de France-Masique: Hérotope de Bee-thoven, par l'Orchestre national de France; à 23 h 27, En-libris; à 1 h, Les mots, de Françoise Xenakis.

LES SOIRÉES DU LUNDI 9 AVRIL

tre » : Pauline ou l'écume de la mer, de G. Arout. 21 h 50 « Plaisir du théâtre ». 20 h 35 20 h 35 Cinéma : Portler de milt, de L. Cavani.

22 h 55 «Thalassa», en direct de Caen pour le départ de la course « les Mille miles ». 23 h 40 - Prélude à la mait ».

TRIBUNES ET DEBATS

DIMANCHE 8 AVRIL

- M. André Bargaron, secrétaire général de Force ouvrière, est l'invité de l'émission «Forum», sur RM-C, à

— M. André Monory, aucien ministre, sénateur UDF de la Vienne, participe en «Grand Jury RTL-le Monde», sur RTL, à 18 h 15.

LUNDI 9 AVRIL

M. Michel Postatoweld, ancien ministre, membre de Conseil national de l'UDF, répond sux questions des audi-teurs dans l'émission «Face au public», sur France-Inter, à



PENTAX PROGRAM. A



CHEZ PHOX PAS D'INTOX

LES LILAS: PHOTO CINE RECORD -151, rue de Paris - 18t. 382.71.31
PARIS 2º: PHOTO CINE CHOISEUL - 87, passage Choseul - 14t. 296.87.39
PARIS 3º: SELECTION PHOTO CINE - 24, boulevard Malesherbas - 16t. 742.33.58.
PARIS 3º: SELECTION PHOTO CINE - 91, rue La Fayette - 18t. 878.07.81

Page 14 - Le Monde @ Dimanche 8-Lundi 9 avril 1984 ***

LORRAINE qui a drija été fait

3 m - 3

12 44 5

2-11...

2 mm. 1

100 E 1 100 - 100 - 1

The William

gg til sed i d

\$1400 al. ... HOT W

217 1 1 12 2000年

and the state of t

Carried Street Street

palatin and a second

A TOTAL OF THE STATE OF THE STA

SECRETARIA DE LA CONTRACTOR DE LA CONTRA

Martiner and the PMI

2th tinte to the line

海网络美国人名英格兰斯 🖮

Tag 2 1 mm mm mit 1945

Skip of the last of \$1.

to the second seconds

できる 20 mm を 10 mm を 10 mm を 10 mm と 10 mm と 10 mm と 10 mm を 10 mm を

题 E . O D. D. D. D.

with the same and the

AND SECURE OF A PERSONAL PROPERTY SECURE

ESCHOOL OF THE an thanks to select the STREET IN A CHARLET

2 EC. ...

25 16 That 1

1

- 100 The Nation

2 .. 27.5

Company of

\$ 5 to 1

Trees of Care

the transfer of

SON MISEE

FOOLCTIFS

VAENTERONT

MENERAL

SHEETISSEMENTS

to the state of th

A STATE OF THE PROPERTY OF THE

TRANS SERVICE

A C fair Line

Mart 14 15

A SCHOOL SE

POT ELO

Le CNPF Zoganiko orto organika: Til kalendo orto organika: sur l'ind to pripe in adherent die char Jeure Takent d'une d

production in a production of the production of Mark the state of the say the parient per privative parie standards, 73 -cree M Divigues Company of the state of the sta

Charles design attorius de cirlonigo fra, qui pratto (de p constanto depare qui constanto que quelle p i formage aprofi pa Lauto artigiaperen en Piero de la Austria inclancia per la Ci 2 . 16 taring

Faits et

---prospe COE7 y programme comments of the control of The second of th A STATE OF THE PARTY OF THE PAR

* Profes de fail - Ly trofes général >need en 1963 de 52 innben prochi ----Makeemate and Academas, proposi-res on any annual data in turni di Lacord, in problem at Primatio

lifte state per sign

The second of th ighe Lamble in the party in the last 1634. the to the course of the said Service France THE SECURE ... AND PACTURES IN STREET

Economie

LA LORRAINE A L'ÉPREUVE DU CHOC SIDÉRURGIQUE

Ce qui a déjà été fait

du territoire et à l'action régionale (DATAR) vient de dresser un tableau récapitulatif des mesures prises par le gouvernement en faveur de la Lorraine depuis 1982. Outre les créations d'emplois (le Monde du 5 avril), ce bilan com-

te sabone e sabone e

dans come control of the control of

DE MATRE

. S.

≡ 5τ. :

A STATE OF THE PARTY OF THE PAR

1000

· · · ·

.....

prend deux volets. Les mesures de diversification industrielle

Une enveloppe de 500 millions de francs (1) a été réservée aux entreprises korraines, elle se décompose ainsi :

- 300 millions, de 1982 à 1986, au titre des scriétés de conversion dépendant des deux groupes sidérur-

 150 millions, de 1983 à 1987, de prêts participatifs, dont l'affectation est confiée à un comité d'engagement des prêts placé sous l'autorité du commissaire de la République de région. Une première enveloppe de 30 millions a été délé-

50 millions, de 1983 à 1987, de crédits de politique industrielle, délégués au commissaire de la république de région par le ministère de l'industrie et de la recherche. Ces crédits sont destinés à promouvoir les investissements de modernisation, particulièrement dans les PMI.

La formation et la recherche

a) Enseignement supérieur. Il s'agit de favoriser le développement technologique par la mise en place d'un dispositif complet de formation de haut niveau en direction des industries de pointe.

• IUT : sur les sept départe-ments d'IUT nouveaux qui seront créés en 1984 en France, deux le seront en Lorraine.

- IUT de Longwy : ouverture à la rentrée 1984 d'un département de

- IUT de Nancy : ouverture en 1984 d'un département de génie

En outre, dès 1983, un nouveau département de génie électrique a été ouvert à l'IUT de Metz.

- Mise en place à la rentrée 1983 de nouvelles formations supérieures dans la filière électronique : Nancy (productique, automatique industrielle et informatique) et Metz (micro-électronique, informatique, opto-électronique).

• Renforcement des canacités de formation des différentes écoles d'ingénieurs de Locraine.

 Reconstruction de la première tranche de l'Institut national polytechnique lorrain sur le plateau de Nancy-Brabois (avec l'aide de la

Selon l'INSEE

LES INVESTISSEMENTS PRODUCTIFS **AUGMENTERONT FORTEMENT**

Les investissements productifs aug-menteralent fortement cette année en France, d'après les réponses fourmies par les industriels à l'INSEE. La pro-gression serait de 20 % en valeur par rapport à 1983, soit compte tenu de la hausse des prix, de quelque 11 % en vo-

Les indica tions fournies à l'INSEE Les indications fournies a l'INSEL, par les chefs d'entreprise du secteur productif concurrentiel privé et public couvrent 30 % environ de l'inventissement total, soit 150 milliards de F sur 465 milliards. Il faut donc se garder d'en tirer des conclusions trop optimistes sur un redémarrage général de l'investissement. Que feront notamment l'agriculture, les services, le commerce?

merce ?

Le résultat de l'enquête de l'INSÉE confirme les réponses faites par les industriels en novembre dernier. Ceux-ci, à la surprise générale, annonçaient déjà un redémarrage de la croissance de leurs dépenses d'équipements (+ 15 % en valeur, soit + 6 % en volume).

Le bond attendu de l'investissement en 1984 serait surtout le fait des entreen 1984 seran surroux re una tens cancerprises publiques du secteur concurrentiel. Les équipements des entreprises privées progresseraient aussi, mais sensiblement mobins vite. De même, le redémarrage attendu se concentrerait dans les industries intermédiaires (production et transformation des métaux...) qui sont d'affents celles qui connis-sent actuellement l'activité la plus

 b) Formation professionnelle, initiale et continue. - Un programme de formation rofessionnelle, initiale et continue a été décidé en saveur du bassin de Pompey. Ce programme porte à la fois sur la reconversion des sidérurgistes et sur la formation des deman-deurs d'emplois.

Les crédits engagés par l'Etat et par SACILOR en faveur de ce pro-gramme pour 1983 et 1984 sont d'environ 24 millions.

- En matière de formation professionnelle, il a été décidé, fin 1982, la mise en place d'un programme exceptionnel mis en œuvre par l'AFPA (Association pour la forma-tion professionnelle des adultes) avec l'ouverture de dix-huit sections nouvelles de formation dans l'ensemble de la Lorraine.

c) Recherche - Tschnologie. - La décision a été prise, fin 1982, d'installer à Nancy le qua-trième centre universitaire interrégional de calcul. Ce cantre permet-tra d'irriguer le potentiel de tra d'irriguer le potentiel de recherche lorrain et sera largement ouvert aux entreprises. En 1983, il a été décidé de renforcer encore le potentiel informatique lorrain par l'installation, dans les locaux de ce centre, de l'atelier national de logi-

- Enfin, le gouvernement a décidé en juillet 1983 de créer à Longwy un centre de technologie en micro-informatique.

(1) Cette enveloppe est distincte du fonds de 500 millions de france summoné le 5 avril per M. Manroy.

En préparation depuis des mois, la réforme du chômage partiel doit faire l'objet d'un décret qui serait

prochainement signé par le ministre des affaires sociales et de la solida-

rité nationale, M. Pierre Bérégovoy.

Le texte de ce décret tant attendu a

été examiné successivement par le

comité supérieur de l'emploi, en jan-

mi-février. Or, tandis que sa publi-

cation est périodiquement annoncée pour imminente, l'acte final tarde à

venir. M. Bérégovoy lui-même, an

soir de la conclusion de l'accord sur

l'UNEDIC, évoquant le sujet, ne semblait guère pressé de conclure.

constatés depuis quelques mois, et

connus sous cette notion bizarre de

-chômage total partiel- que cer-

La parole est aux syndicats

(Suite de la première page,) Qui bénéficiera de l'enveloppe

prévue (500 millions de francs) ? », a demandé M. Guillaume avant de se prononcer à nouveau pour le maintien à Rombes du train à fil de Sacilor.

Le gouvernement doit maintenant s'employer à apaiser la méliance des syndicais et des autorités régionales. C'est donc sans tarder que M. Laurent Fablus, ministre de l'industrie et de la recherche, a reçu vendrodi soir les moyens de mener à bien sa mission dans le domaine des restructurations industrielles; toutefois, Pierre Mauroy reste le véritable maître du jeu en ce qui concerne le maître du jeu en ce qui concerne le redéploiement industriel, constatet-on à la lecture du communiqué publié dans la soirée par l'Hôtel

La structure du gouvernement n'est pas modifiée. Aucun décret n'a été pris pour fixer les nouvelles attri-butions de M. Fabius. Seul est créé un comité interministériel.

Cette structure permanente, qui se réunira régulièrement, est placée sous la présidence du premier minis-tre, mais M. Laurent Fabins peut, par délégation de M. Mauroy, en assurer la présidence lorsque celui-ci en sera empêché,

Le pouvoir de décision appartient au premier ministre, souligne-t-on à l'hôtel Matignou; cela avait été affirmé très clairement par M. François Mitterrand au cours de sa conférence de presse. Le ministre de l'industrie et de la recherche consti-

avait marqué son hostilité à la rédac-

main-d'œuvre à se saisir de tous ces

rs avant d'accorder le bé

du «chômage total partiel» à des salariés privés d'emploi sane jamais

Depuis, la pression du CNPF est

devenue encore plus forte. Crai-gnant que M. Bérégovoy finisse par signer ce décret qui ne lui convient

pression. Ces derniers jours, elle

aurait fait savoir, avec insistance,

qu'elle avait l'intention de dénoncer

l'accord interprofessionnel sur

avoir été licenciés.

Que se passe-t-il? En fait, la réforme du chômage partiel mettrait pas, au moins sur ce point, l'organisation patronale aurait accentué sa series passer de dessires inters, elle

POUR S'OPPOSER A LA SIGNATURE D'UN DÉCRET

sur l'indemnisation du chômage partiel

Le CNPF menace de dénoncer l'accord

chargé de faire appliquer les déi-

ons prises. M. Fabius a, toutefois, la possibilité de faire appel à des organismes, aux commissaires de la République et à des services qui, normalement, ne dépendent pas directement de lui, ne dépendent pas directement de lui, et qui pourront lui faciliter sa mis-

M. Fabius contrôlera aussi un groupe technique permanent de hauts fonctionnaires qui réanira notamment les commissaires de la République des régions concernées.

Ce sont, au total, douze ministres qui font partie de ce comité intermi-nistériel : économie, finances et bud-get : affaires sociales et solidarité nationale; intérieur et décentralisation, transport; agriculture; industrie et recherche; éducation natio-nale; urbanisme et logement; commerce et artisanet; formation professionnelle; emploi et le secrétaire d'Etat placé auprès du premier ministre, M. Jean Le Garrec,

Ainsi M. Fabius figure-t-il en sixième position sur la liste,

Dans l'entourage du premier ministre, on souligne que la struc-ture mise en place pour le redéploie-ment industriel n'est pes inhabi-tuelle. Des comités interministériels permanents fonctionnent déjà à 'hôtel Matignon, notamment pour l'aménagement du territoire (CIAT) ou pour la jeunesse. Enfin, le ministre de l'industrie et

de la recherche, M. Laurent Fabins, propose de recevoir, le mardi 10 avril, les responsables politiques, économiques et sociaux lorrains, a annoncé, vendredi soir, le ministère

puisqu'elle amènerait alors les orga-nisations syndicales à négocier de nouveau le régime d'indemnisation

national de la CFDT - qui était intervenu à plusieurs reprises pour

demander la signature du décret -

vient d'adresser, le 4 avril, une lettre

au ministre des affaires sociales, dans laquelle il « s'étonne » de la

non-parution du texte - Le recours

au - chomage partiel total », souligno-t-il, ne doit être permis que

dans des situations exceptionnelles. L'opposition du CNPF à toute forme un peu contraignante d'inci-tation à la réduction du temps de

travail fait partie d'un jeu stratégi-que qui ne doit pas conduire le gou-

Pour l'houre, on assure, au minis-

tère des affaires sociales, que M. Bérégovoy va signer le texte pro-chainement, bien que l'on recon-naisse la réalité de la pression exer-

du 17 janvier et du 16 février). la convention sur l'assurance chô-Déjà, au moment de la consultation sur le projet de décret, le patronat mage, si le décret voyait le jour. La menace est à poine voilée, donc,

tion proposée. Celle-ci, en effet, imposait des limitations à un usage qui se répandait, et elle obligerait la du chômage partiel avec le risque de direction départementale de la

Denis Bonvalot: une force tranquille dans la tourmente

It est celui per léquel l'explosion n'est pas, jusqu'à mainte-nant, arrivée. Quarante-deux ans, une stature de colosse, dégageant une impression de force tranquille », une voix toujours celme et posée, même au plus fort des tourmentes. L'his-toire syndicale, si elle n'est pas ingrate, retiendra son nom : Denis Bonvalot, « patron » de la

Il n'est pas aisé de faire son pudeur, l'homme se livre peu, refuse toute publicité personnelle, et, durant ces demiers événements, il a plutôt fui les caméras. Mais il est parrout : sur es quais de la gare de Metz pour gistes et des militaires qui aient en venir aux mains : dans les rues de Longwy, pour signifier aux gauchistes du groupe 4 1979-1984, même combat » (1), que la «fête » est finie : aux états généraux de Lorraine pour faire adopter finalement la motion de l'intersyndicale (le Monde du 4 avril).

C'est son demier combat ici : ia CGT l'a choisi pour être son représentant, son ambassadeur dès le mois de juin prochain, à Prague, au sein de la Fédération syndicale mondiale (FSM).

Parce que c'est précisém sa demière lutte en Lorraine, Denis Bonvalot y met toutes ses forces, toute son autorité. Tard dans la nuit et tôt dans la matinée. Cat amoureux d'Aragon et de Paul Eluard, ce féru de romanciers allemands de la première moitié du siècle, ce forcené de lecture est en même temps un homme d'action. Rêve et résité.

Famille de gauche, père résis-tant tué en 1944 ; ce père qui exerçait le métier de chauffeur et qu'il n'a pas connu ; originaire de Langres (Haute-Marne), patrie de Denis Diderot — « d'où mon prénom » - où il est né en 1941 ; service militaire en Algérie, où le touchent profondément les notions de pecifisme et de mondialisme ; plutôt anarchiste à

Septembre 1962. La « quille ». La Lorraine est alors qualifiée de « Texas français ». Famille à Moyeuvre. Le choix, avec son BEPC, entre l'usine et le bureau. Denis Bonvalot opte pour. les hauts fourneaux, chez De Wendel, OS 2, machinista. Il se

1965, après une rencontre avec des cheminots. Il est muté de partout, tant son zèle syndical semble intempestif, jusqu'à se

retrouver isolé dans un bureau à Dieulouard, au fond de la

Cela ne l'empêche pas de fonder. comme partout où il est passé, une section syndicale. Printemps 1966 : il prend sa carte au parti communiste. Deux rencontres vont marquer sa via : d'abord Maurice Claude, dirigeant CGT des cheminots de Nancy, qui lui donne des respon-sabilités départementales dans le tés départementales dans le secteur « jeunesse ». Puis Albert Balducci, secrétaire de l'union départementale (UD) CGT de Meurthe-et-Moselle, qui, juste après mai 1968, « l'engage » comme permanent à l'union locale (UL) de Nancy. Sa carrière syndicalista est désormais tra-

1968-1970 : grèves très dures, sur les salaires, les condi-tions de travail, les fermetures d'entreprises, notamment dans le bătiment et la confection. Huit semaines d'arrêt de travail, en 1970, aux Grandes Chaudronne-ries de Lorraine. Combat épique.

A partir de 1970, la « casse » c'est son terme - commence dans la sidérurgie et s'accélère. Juste avant les élections prési-dentielles de 1974, Denis Bonvalot est nommé secrétaire de l'union départementale CGT de Mourthe-et-Moselle. Albert Baiducci devenant secrétaire régional. Juste avant les émeutes de janvier-février 1979 à Longwy, plébiscité par les instances locales et départementales du syndicat, il accède (décembre 1978) au poste de secrétaire régional CGT Lorraine, M. Balducci prenant sa retraite. Tradi-

Se grande fierté : entre 1968 et 1974, l'union locale CGT de Nancy est passée de 21 000 à 66 000 adhérents. Il ajoute aussitôt : « Au niveeu régional, mon successeur fera mieux que moi, car il regardera les choses avec un ceil neuf. » C'est sa hentise : quoi il a accepté Preque et ses aléas. Avec sa conscience de cágétista- et de communista. montré ici, que les idées peuvent être plus fortes que les violences. que les violences ne sont, somme toute, que « marginali-

Wendel, OS 2, machiniste. Il se syndicalise d'emblée, per cernaraderie, à la CFTC. La double d'imposture » lui apparaît très vite : le traveil ne lui plaît pes et il est athée. Il quitte tout en juillet 1963.

Il entre, per le petit bout du tunnel, à la SNCF. Commismarchisndises, c'est se qualification, qui n'a pas changé d'un pouce depuis... Il débute à Varangeville (Meurthe-et-Moseile), achère à la CGT fin 1965, après une rencontre avec nuniste de la ville, à se constituer une véritable garde personnelle, de quelque trente m de la CGT et du PCF.

tains employeurs ntilisent en lieu et place de la fameuse «flexibilité-réclamée par le CNPF (le Monde l'indemnisation du chômage partiel, comme elle avait dénoncé, en 1982, Faits et chiffres

 CIT Alcatel prend une partici-pation dans une société américaine de télésurveillance. - CIT Alcatel (groupe CGE) a pris, par sa filiale Telic-Alcatel, une participation de 20 % au capital de la société américaine Sonitrol Corporation, qui l'abrique des systèmes de télésurveil-lance destinés à assurer la sécurité de tontes les catégories de locaux. Sonitrol assure déjà la distribution outre-Atlantique de systèmes d'intercommunication de Telic-

 Baisse du trafic vers la Corse. - Le trafic général avec la Corse a baissé en 1983 de 12 % par rapport à l'année précédente, alors que, jusqu'à cette année, la progression annuelle était de 5 à 6 %. Tandis que la société nationale Corse-Méditerranée, avec cinq car-ferries modernes, propose 1,6 million de places au cours des trois mois d'été, à bord d'Esterel, Corse, Cyrnos, Napoléon et Provence, on enregistre cette année par rapport à la même période de l'an dernier une baisse des réservations de 25 %. - (Cor-

pour Madagascar. - Les pays et orpanismes bailleurs de fonds de Madagascar, réunis, les 5 et 6 avril, à Paris, sous l'égide du FMI, se sont engagés à financer le déficit de la ultérieurement à la demande des balance des paiements malgache, autorités turques. — (AFP.)

gement d'une partie de la dette mal-gache, officiellement estimée à 1,4 miliard de dollars américains.

évalué à 55 millions de DTS (58.3 cée par le CNPF. Dans ce cas, le millions de dollars). Des cogagemillions de dollars). Des engage-ments atteignant 40 à 45 millions de DTS ont été pris, qui permettront, selon un communiqué du FMI de faire face aux besoins en importations et d'améliorer les réserves en devises de Madagascar ». Dans le cadre du club de Paris, les 22 et 23 mars, les pays créanciers de Madagascar avaient décidé le réaména-

 Crédit de 238 millions de dollars du FMI à la Turquie. - Le Fonds monétaire international a ouvert, le 6 avril, à la Turquie un crédit stand by de 225 millions de droits de tirage spéciaux (environ 238,5 millions de dollars), pour une durée d'un an. Ce crédit est destiné à sostenir le programme économique et financier du gouvernement d'Ankara, programme dont l'un des traits essentiels est, selon le communiqué du FMI, «un resserrement substantiel de la politique moné selon de la communique de la politique moné des la communique de la politique moné. taire- et «une forte réduction des crédits de la Banque centrale». Le dits en dollar émanant d'abord de ce qu'on a encore vu cette semaine crédit, qui représente 52,4 % de la l'Etat fédéral américain (nour fiquote-part de la Turquie au FMI (429,1 millions de droits de tirage spéciaux, soit 454,8 millions de dollars), fait suite à l'octroi en juin 1983 d'un crédit stand by d'un même montant qui avait été annulé

cution? La hausse des taux aux États-Unis

Une opération que l'on qualifie fort justement de « monétisation de la dette », puisque une telle pratique appliquée en France sur une grande échelle consiste, pour la banque cen-trale, à financer par émission de monnaie les demandes de crédits présentée, par exemple, par le Tré-sor. Mais d'autres créances, émises par d'autres débiteurs peuvent être linancées par le même procédé, c'est à dire par l'inflation. On voit que la liberté de manœuvre laissée aux au-torités monétaires est strictement limitée, si tant est qu'elles conservent le souci de la stabilité.

(Suite de la première page.)

l'Etat fédéral américain (pour financer le déficit budgétaire), mais aussi des entreprises qui ne trouvent des émissions d'actions nouvelles, et

prunts des pays étrangers (Argen- des dettes, qui s'est bien enclenché moyen de nouveaux crédits. De la continuation de l'inflation de crécette situation, il résulte qu'il existe en permanence sur les marchés monétaire (à court terme) et financier pour financer son déficit. en permanence sur les marchés mo-nétaire (à court terme) et financier créances, dont levolume tend à dé passer la capacité d'absorption des investisseurs ou épargnants, et cela d'antant plus que le doute s'est à nouveau introduit sur la valeur du dollar, manifestement surévalué du point de vue strictement commer-

2) Ce qui caractérise la situation actuelle est l'énorme besoin de cré.

Conséquence : la valeur moyenne de ces créances tend à se déprécier, tions à new-York. Qui dit baisse de la valeur des créances dits hausse du plus les mêmes facilités que l'an dernier de reconstituer leur capital par métique). Cette hausse doit être considérée comme une résultante du sont obligées, en conséquence, d'empurer. A cela s'aionte les empurers de la chose pourrait inverser le mouveprunter. A cela s'ajoute les etc- ment: un processus de contraction

tine, Brésil, France, etc.), qui pour la plupart ne remboursent les inté-rêts de leur dette échue qu'au le continue de l'inflation de l'infl

PAUL FABRA.

· Importations de bœufs et d'agrumes américains au Japon : échec des négociations américanojaponaises. - Les négociations sur la fixation de nouveaux quotas pour importation an Japon de viande de bœuf et d'agrumes américains se sont achevées, vendredi 6 avril, sur un constat d'échec, a-t-on appris de source officielle américaine. Elles pourraient reprendre d'ici un mois. Les négociateurs américams et japonais s'efforcent depuis de longs mois de fixer de nouveaux quotas sur le bœuf et les agrumes. Le précédent accord quiquennal sur ces produits étant venu à échéance samedi 31 mars. -- (AFP.)

Revue des valeurs

BOURSE DE PARIS

OUR tout ce petit monde qui fréquente assidément les allées du palais Brongaiart, la séance de ven-dredi devait être une journée-test et l'on attendait avec impatience de voir comment allait se comporter la Bourse de Paris alors que Wall Street, jouant, depuis de nombreuses semaines, le rôle du chevalier à la triste figure, venait brasquement de plier l'échine la veille sons une ra-faie de relèvements du prime rate pratiqués par l'ememble

Or, faisant preuve d'un sang-froid remarqué, le murché parisien a refusé de céder aux états d'âme du grand frère américain. En baisse de 0,3 % à l'ouverture de la séance, la americani. En quaste le 4,3 à l'ouverture de la séaliei, la cote a, su contraire, fait preuve d'une grande résistance jusqu'à regagner un peu de terrain au fil des cotations pour ne céder que 0,05 % lorsque, selou le rite kabitnel, le préposé vêta de son miforme bleu de auit est venu agiter fré-nétiquement la cloche, donnant aiusi le signal de la fin des

transactions.

Sur ce point, les avis étaient manimes: le test a été positif et la corbeille a manifesté à cette occasion une gramée vitalité dont elle me s'est d'ailleurs pas départie tout au long de la senaine en dépit de l'exode de nombreux professionnels sur les routes des vacances. Après un démarrage un peu timide landi (-- 0,05 %), ce qui a'a pas empéché quelques titres (Munna, Cohea, Printempa, DMC) de se bien comporter, la cote a accéléré la cadence le lendemain (+ 0,83 %) puis mercredi (+ 0,44 %) pour mettre près de 1 point à son actif (0,96 % exactement) jendi, an lendemain de la conférence de presse du président de la République, dont les propos out conforté les boursiers dans l'idée qu'ils se font d'un « socialisme à la française » de plus en plus teinté de reaganisme depuis que M. Mitturrand est

qu'ils se font d'un « socsatisme à in trançaise » un plus en plus teinté de reaganisme depuis que M. Mitterrand est allé serrer la main énergique de son homologue américain. En cinq séances, la Bourse de Paris, complètement dé-connectée de New-York, a grimpé de plus de 2,1 % avec des volumes d'affaires tout à fait honorables pour la pé-dials S'il aut actif que plusieure investigement prochèmes. riode. S'il est avéré que plusieurs investisseurs procèdent actuellement à un allègement de leurs portefesilles en va-leurs étrangères, notamment transattantiques, au bénéfice des actions françaises, le fait le plus intérensant de ces derulers jours est sans doute la présence très active d'ache-teurs étrangers, surtout britamiques. Sam affer jusqu'à

Bâtiment, travaux publics

Le bénéfice net de la société Po-

liet pour 1983 baisse de 18,6 % à 44,5 millions de francs. Le divi-dende net est fixé à 20 F contre 19,18 F.

Le résultat net de Vicat pour

Le dividende pame de 15 F à

J. Lefebwe maintient son divi-

dende net à 10 F pour 1983. Le bé-

néfice net atteint 9,6 millions de france (+ 11 %).

NETTOYAGE

DE PRINTEMPS

La Boursa de Paris, qui fait

régulièrement sa toilette, a en-

trepris un nettoyage de printer du mercredi 23 mai, premie

jour de liquidation de juin 1984,

un certain nombre d'actions à la

cote du marché à règlement

mensuel (le fameux RM qui rem-

place l'ancien marché à terme) tandis que d'autres titres seront

radiés de ce RM à partir du

22 mai pour basculer le lendemain sur le marché au como-

Les sociétés promues au RM de la Bourse de Paris sont ses

· Actions françaises : Ca-

sino (actions à dividende priori-

taire de 100 F), Epeda-Bertrand Faure, Lebon, Synthelabo et, peut-être Sodexho, l'un des

mammouths a du second mar-

ché de Paris (en raison de son

chiffre d'affaires et de sa capita-

lisation boursière) qui pourrait être directement transférée sur

le règlement mensuel, sans pas-

ser, donc, par le comptent, à

condition que la Commission

des opérations de Bourse veuille

bien donner son accord), ce

qu'elle ne devrait pas manquer

Caisse nationale de l'industrie, Roussel Ucief 15 % 1982 de

• Titres perticipatifs

Compagnie générale d'électri-cité (CGE), Rhône-Poulenc,

Saint-Gobain, Thomson et

Actions étrangères :
 Electrolux, Grand Metropolitan

Marseille admettra sur le marché RM, à compter de la même

ciétés : Mines et produits chimi-

Quant aux radiatione, elles

· Sociétés françaises :

Amrep (une mesure qui peut-

être considérée comme une

sanction en raison des repro-

pour des pertes d'exploitation sur lesquelles elle aurait été trop

discrète) mais aussi d'autres ti-

tres qui disposent à présent

d'un marché devenu trop étroit

(Chantiers de France-

Dunkerque, Jeumont-Industrie,

Nobel-Bozel, Saulnes et Gorcy).

Société étrangère : Ban-

ques de Salsigne et Berger.

Usines Renault

et Toshiba.

300 F avec option d'échange.

Obligations françaises :

15,75 F.

1983 augmente de 7,1 % à

Retour aux bénéfices pour Lam-best frères avec un résultat positif pour 1983 de 1,9 million de francs. Les comptes consolidés restent co-pendant déficitaires mais beaucoup

moins: 3,6 millions de france contre

6484

Diff.

+ 21

912 656 259,58 715 151 16 34 + 2,20 258 - 7 347 + 9,10 257 178,70 - 1,80

une perte de 62 millions.

Banques, assurances

12,41 millions de francs.

Chargeans SA Bancaire (Cie)

CFF

Hénia (La) Imm. Pl-Moncess

Locafrance

rétabuil.....

UCB

ou indexé

4 1/2 % 1973

7 % 1973 10,30 % 1975 PME 10,6 % 1976 .

8,80 % 1977 10 % 1978 9,80 % 1978 8,80 % 1978

9 % 1979 10,80 % 1979

10,80 % 1979 12 % 1980 13,80 % 1980 16,75 % 1981

CNB Suez 5 000 F

Comptant R. et obl

Total

Valeurs à revenu fixe

sociétés d'investissement

Le bénéfice net de SADE pour le

6-1-34

6434

1 563

9 628

91,90 91,80 118,25

98,65 98,66 92 36,85 93,30 99,45 102,70 119 25

111,30 + 0,25 111,20 + 0,68 109,45 + 0,78 3,445 - 20 101,90 + 0,68

192,20 + 0,20 102,45 + 0,50 101,85 + 0,25

285 698

1017015

1 449 326

146613

3 avril

256 967

784 44

1071969

98,5

30 558

INDICES QUOTIDIENS (INSEE base 100, 29 décembre 1983)

COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE

(base 100, 29 décembre 1983)

(base 100, 31 décembre 1981)

(*) La chambre syndicule ne publie plus désormais les chiffres relatifs aux tran-

Indice gén. | 164,1 | 164,5 | 166,2 | 167,6 | 167,9

Tendance | 104,6 | 105,5 | 105,9 | 106,9 | 106,8

LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en francs) (*)

317,10 + 1,10

500 - 48 317,96 + 3,90 238 - 4 310 + 6,5 660 + 51

- 7 - 9,21

- 1,30 inch.

Diff.

+ 0.45 + 0.45 + 0.35 + 0.45 tech.

- 17

Auxil, d'extreprises

Test positif

dire que « la Bourse de Paris a tendance à se faire à Londres », comme l'affirme avec humour un professionnel, il est certain que les varintiens de cours constatées sur des titres tels que L'Oréni, BSN, Télémécanique, Moët-Hennesy (cette dernière bénéficiant d'études très favorables parues es même temps) en encore Hic, Elf-Aquitaine et Air Liquide, ne sout pas le fait des seuls opérateurs pari-

politiques et économiques françaises, out su les à profit. En prévision d'une distribution de divi-généreuse dans le secteur pétrolier, Esso, Pétroles Aquitaine, se sont particulièrement bien compor-BP, Elf-Aquitaine, se sont particulièrement bleu compor-tées tandis que le constaerce tessait à se singulariser avec des hamsoes, globales, de plus de 15 % sur Nouvelles Gale-ries, par exemple. Le hâtiment et les travaux publiés out diversement réagi à la dizaine de mesures annoncées par M. Paul Quilès en favour de ce secteur du logement où les mises en chantier out chuté de 555 000 en 1972 à 343 000 dix aus plus tard, les résultats provingires pour 1983 étunt encore buissiers (330 000 environ, solt une diminution de 3 % à 4 % d'une année à Pantre). 3 % à 4 % d'une année à l'autre).

Dans ce secteur, l'action Jean Lefebvre, bien discrète d'habitude, a gagné plus de 10 % mais c'est surtout Maisons Phénix qui s'est distinguée (plus 14 %) en raison des dispositions plus favorables amoncées pour les prêts à l'accession à la propriété. Directement influencés par des résultats 1983 jugés favorables, Lesieur, Générale des esux, pour ne citer que queiques titres, out également rémai à jouer des condes,

A l'inverse, quelques actions out lourdement claté. A côté de Vinigarix et Sampiquet, ex baisse de 19 % chacuse, ce sont surtout Nobel Bozel, Aurep, Chautiers France-Demkerque, Saulnes et Gorcy, qui ont subi des revers avec des baisses de 20 % à 38 %. Ces quaire actions figurant dans la liste des titres qui seront radiés à la fin mai du marché à règlement menonel (voir pur ailleurs) et il était normal que les opérateurs qui les avaient en portefenille

(1) Compie teau d'un coupon de 0,10 F.

registrerait une forte augmentation (73,7 millions de F pour 1982, la

part propre du groupe ressortant à 118,4 millions de F).

0,50 36 5,30

5484 Diff.

285,70

6 avril

S avril

270 092

836712

38 350

1145154

Matériel électrique

services publics

CIT-Akatel

nizet nérale des Eguz .

Lyonnaise des Esux Matra Merlin-Geria Moteur Leroy-Somer

Moulinex
PM Labinal

Signatur Téléméc. Electrique .

Thomson-CSF

ITT(1)

Alimentation

Cédis Éuronarché Guyonne et Gase, Lesieur Martell

Olida-Caby Pernod-Ricard

C.S. Saupiquet
Veuve Clicquot
Vinipris
Nestlé

Source Perrier St-Louis-Bouch C.S. Saupiquet

4 avril

246 899

45 043

1088 565

106,6

98,5

(1) Compte tens d'un coupon de 4,70 F.

Semaine du 2 au 6 avril 1984

cherchent à s'en débarranser. Aurep constitue toutefois un cas à part dans la mesure on su radiation (elle restera ma-turellement catée sur le marché au comptant) peut être in-terprétée comme une sunction après les déboires subis par la firme avec sa fillaie d'exploitation, Union industrielle et festimation (IEE) d'entreprise (UIE).

Fentreprise (U.E.).

Les deux sociétés out d'afficurs teux — en même temps, sunireil — une réunion exceptionnelle de jeur couseil d'administration pour examiner la situation créée après les sourdes pertes subies au Brésil alors que Bouygnes attend lourdes pertes subles au Brésil alors que Bonygues attend avec impatience de pouvoir fonter la moquette de l'avenne Hoche où Aurop abrite son siège social. Si Bonygues réve de prendre sa revanche sur l'affaire Doris qui lui avait échappé il y a deux ou trois aus en raisou de la contre-offensive déclenchée notamment par le groupe pétrolier CFP (actionnaire d'Amrep, celle-ci étant à son tour préseute dans Doris), « M. Francis » n'entend pas payer n'inparte quel prix. D'une part, il vent une participation importante, vraisemblablement de 51 %, mais aussi un réel audit comptable pour détermiser ce que vant actuellement l'action Amrep ou, à défaut, la certifude que la sociéé pourra obtenir les crédits hancaires d'inserince, cette nervacctice.

Comme on pent sistance l'imaginer, cette perspective enchante guère les établissements concernés. Pas plus aribas, actionnaire minoritaire indirect au travers Paribas, actionante munoritaire munect au travers d'Auxiren, que d'auxires grandes hanques de la place (surtout le Crédit lyonnais, semble-t-il) qui continuent à se faire tirer l'oreille. Les discussions sont serrées et le rémion qui devait s'acherver dans l'après-midi de vendredi s'est poursuivie fort tard, empéchant la publication du communiqué final attendu avec imputience pur le communant financière.

Celle-ci ne devrait donc intervenir que le hendi 9 avril, svec l'accord de la Commission des opérations de Bourse qui a été teume informée de ce délai supplémentaire. Il est probable que la cotation en Bourse de l'action Aurep, suspendue le vendredi précédent par les autorités responsables du unarcié dans l'attente « de résultat des dé-libérations » ne represente seus deuts nes le leuf des deresponsance de marcie unas rantente « un ressona des un-libérations » ne reprendra sons donte pas le lumii comme préva initialement. Affaire à suivre.

Produits chimiques Valeurs diverses

	6484	Diff.	Te oeneries net consolide de Lei
nt Mérieux atoire Bellou -Bozei	715	+ 39 - 1 - 2,35 + 40	Bateau Valton pour 1983 serait s périeur de 38 % su moins au préc dent en dépassant 18 millions of francs.
ol-Ucial		- 16 - 9	Le résultat net de la société mès progresse de 6 % à 11,1 millions d

Le dividende set est majoré de

20 % à 10,80 F. Baisse de 6,4 % des bénéfices des

Wagons-Lits pour 1983 qui viennent à 375,1 millions de francs belges. Le dividende net est maintenn à 83 FB. En déficit de 700 millions de francs en 1983 (contre 3 milliards Sans fournir de chiffre, le président de Cit-Alcatel a précisé, que, outre d'importantes plus-values, le résultat aet consolidé pour 1983 enl'année précédente), Pechiney compte dégager un résultat positif à l'issu de l'exercice en cours.

une and	TICDIZ CION			
	1982, la		6484	Diff
roupe res	sortant à	Accord	285 740	tech.
6484	Diff.	ADG L'Air Liquide	323,50 547 438 438 276 844	+ 14 + 23
188	- 2	Arjonazi	436	lack.
1 290	+ 50	Bis	276	+ 21 + 14
129	+ 27	Club Méditerranée . Essilor	844	+ 19
1 400	+ 27 + 50 + 15 + 49 + 90	Europe 1	2 459 663 429	+ 75 + 8
1 886	+ 15	Gle Ind. Part.	429	+ 45
779 1 425	+ 90	Orfal (L')	1 459 2 318	+ 144
965 417	+ 36	Navigation Mixte	252	- 5
96,80	+ 4,36	Nord-Est Presses de la Cité	1 643	- 6.38 + 83
335	+ 6,50	Skis Rossignel	1 330	+ 15
96,80 335 295 425 830	+ 12	Senofi	499,50	+ 27
\$38 1 562	- 40 + 72			
308	0.50	Pétroles		
7 717	_ 26			

Pétroles

	6-4-84	Diff.
Elf-Aquitaine	240	+ 12.50
Esto	614	+ 26
Francarep	370,50	- 19,40
Pétroles (Française)	233	+ 7,28
Pétroles B.P	85,98	+ 4,78
Primagez	220	+ 9,98
Raffinege	103	+ 9,69
Exton	201 00	- 15.90 + 7.30
Petrolina	1 300	1.50
Royal Datch	515	lack.

VALEURS LE PLUS ACTIVEMENT TRAITÉES A TERME (°)

	Nore de titres	Val. en cap. (F)
Facom	68 959	56 950 699
Enrafrance	63 368	52 607 961
Moët-Hennessy (I)	33 491	49 030 641
ELf-Aquitaine (1)	199 732	46 966 534
41/2%73	21 989	40 991 457
Source petrier (1)	72 085	38 494 606
BSN (1)		38 188 720
Carefour (1)	21 476	36 753 606
Hitechi		34 376 249
Air Liquide (1)	58 534	31 477 776
* Da 29 mars sa 5 a	wil.	1

(1) Séasce du vendrali inclute. MARCHÉ LIBRE DE L'OR

			20
	Cours 30 mers	Cours Cantil	do
Ortin (kilo en berra)	100 000	98 500	_
- (kilo en lingo) Filice française (20 fr.)	100 000	86 900	
Place française (10 fr.)	408	628 401	Am
Pièce raisse (25 fr.)	122	23	An
Pilica latine (20 fr.)	600		But
@ Pièce tradelessa (20%.)	676	980	De
Socretain	781	754	Dri
Street States I	760	740	Fre
# Deni-coversin Filice de 20 dellara	4470	410	Go
- 10 dollars	2002	4 200	Ge
Ø - Bollers	1250	1300	Pre
- 50 peecs	3 990	3 365	Ra
9 - 20 mais	751	730	Sei
- 10 floring	634	626	We
• - Erozbies	440	45	We

Comptoirs Modernes aunonce pour 1983 un bénéfice net hors plus-values accru de 2 % à 64,98 millions de francs pour un chiffre d'affaires de 8,5 milliards de francs (+ 10,6 %). Le dividende net est de 15 F contre 13,50 F.

Filatures, textiles, magasins

	6484	DHE
André Roudière	140.06	+ 200
FF Agache-Willot	110.10	- 350
BHY	119,00	+ 0.10
CFAO	6.36	- 5.00
Damara-Serviposte	1 450,00	- 22,00
Desty	993,00	+38,00
DMC	101,00	+ 9,00
Gaiories Lafayette	172	+ 0,00
La Redoute	1 164,00	+ 74.00
Nouvelles Galeries	92,00	+12.60
Printemps	144.00	+ 4.00
SCOA	61,70	+ 3.70

Métallurgie

construction mécanique	
Escaut et Meuse versera 1983 un dividende global de 37	

CORSU NCIL	n mec	unique	٠
Escaut et	Meuse	Versera	роиг
1983 un divid	ende glo	bal de 37	,80 F
contre 36 F. 15,48 millions		mice s'ele	eve a

	6-4-84	Diff.
lispi	90,50 NC	- 1,5
vious Desault-B.	NC 493,20	. 220
h: France-Dunk histo-Chltillon	4.95	- 19
hisra-Chittillon	28,40 36,20	+ 0,70
Prensos-Loire	36,20 365	+ 2,20 - 1,9 + 6,76 - 1,3 + 5
ACOM	821	- 19
ives-Lille	200	in the
onderie (Générale) farino-Weadel	31,60 93,50	- 29 + 35 + 19
tmbott	550 229	+ 19
cageot SA	229	+ 3
burpey	51 127 1350	- 3.8 + 1.50 - 29
agem	1 350 21,50	- 29
aléo	21,50	- 55 + 9 - 420
allourec	60	- 420

Mines, caoutchouc,

outre-mer

Le bénéfice net de la Compagnie Métallurgique et Minière (CMM) pour 1983 atteint 2,22 millions de F contre 2,04 millions. Le résultat net consolidé sera d'environ 1,8 million de F contre 2,6 millions. Le dividende net est fixé à 14,50 F contre 14 F. La CMM va absorber Omni-

mines, filiale de Paribas.			
	6-4-84	Diff.	
Géophysique Imétal Michejin MM Penarroya	820 78,60 910 56.70	+ 2 + 1,10 + 45	
Charter INCO RTZ ZCI	36 141,50 94,50 3,05	- 9,28 - 3,5 - 2 + 9,25	

Mines d'or, diamants

Minorco (groupe Anglo American of South Africa) a fait en 1983 sa rentrée dans l'ère des bénéfices avec un résultat net positif de 5,7 millions de dollars (contre une te de 13,2 millions). Le divinde est maintenu à 6 cents.

	6484	Det.
Ameold	1 227	- 10
Anglo-American	196	- 1.50
Buffelsfontain	618	- 25
De Beers	87.60	
Driefontain	377,31	- 470
Free State	418	- 1,10
Goldfields	36.80	- 170
Gencor	230.50	- 1.50
Harmony	228.50	- 1,50
President Board	447.94	- 12.30
Randfontein	1 449	+ 9
Saint-Helene	364	1 6
Western Deep	625	- š.
Western Holding	423	2

BOURSES ÉTRANGÈRES

NEW-YORK En baisse

ral des taux d'unérêt sux Etansuns, confumé dans la semaine, a posé sur la cote et l'indice Dow Jones des valeurs industrielles a finalement perdu industrielles a l'inaiement perqui 32,66 points d'une semaine à l'autre, à 1.132,22 vendredi, soit sa plus forte hainse hebdomsdaire depuis le début du mois de février dernier, le Dow Jones se mos de tevrier dermer, le Dow Jones se trouvant ramené à sou niveau le plus has depuis un an. La hausse des taxx qui se limitait depois le début de l'année à cer-tains secteurs du marché du crédit s'est 10 1/2 %, le prime rate a été relevé pour le seconde fois en trois semaines pour être porté à 12 % et le taux d'escompte a été hissé de 8 1/2 % à 9 % dans la soirée

		2
	Cours 30 mass	Cours 6 avril
Alcos	40 1/2	37 1/2
ATT	15 1/2	153/4
Booing	38 1/8	36 5/1
Chase Man. Bank	46 5/8	46 1/4
Du Pout de Namours	491/4	47 1/4
Eastman Kodek	63 5/8	63 1/2
Extra	38 5/8	38 3/4
Ford	36 7/8	33 7/1
General Electric	543/4	51 3/4
General Foods	46 5/8	46 7/1
General Motors	45	62 3/4
Goodyear ,	263/8	25 3/8
BM	1137/8	109 1/2
Mobil Oil	41 1/2	39 3/4
	39 1/2 34	30 1/4
Pfiger Schlumberger	527/8	52 1/2
Texaco	39 1/2	38 1/8
UAL Inc.	32 3/4	28 5/8
Union Carbide	55 1/4	54
US Steel	3014	29 1/4
Vestinghouse	443/4	44
Kenna Corp	41 1/4	39 3/4

LONDRES

pundentant, par le particist crizinatae, d'un rapport jugé positif su l'économie nationale, n'a pas suffi à redresser la cote, le marché n'ayant pes donné suite à la tentative de reprise euregistrée

Indices «FT»: industrielles: 865,4 contre 877; mines d'or: 655,5 contre 656,9; fonda d'Etat: 82,79 contre 83,19.

	Cones 30 mars	Cours 6 avril
Bouchess. Bowster Brit. Petroleum Charter Courtsulds De Boers (*)	313 329 473 250 149 8,17	368 305 478 248
Dunlop Free State Gedald Ghazo Gt. Univ. States Lum. Chemical Shell Unileyer Vickers	41 42.3/4 846 673 686 635 345 151	39 48 1/4 815 655 592 628 968 157
War Loan	37 1/4	37 1/4

TOKYO En repli

Après un début de semaine inscrit dans le sillage des records établis les jours précédents, le marché nippon a fait marche arrière pour entrer dans une phase d'ajestement technique. Après avoir dépassé les 11 000 yens landi 2 avril, début de l'année fiscale 1984, l'indice Nikkei Dow-Jones s'est reptié pour terminer à 10 833,72 points, en baine de 134,69, alors qu'il avait gagné
plus de 465 yens la semzine précédente.
De son côté, l'indice général a cédé
26,81 points pour retomber à 849,81.

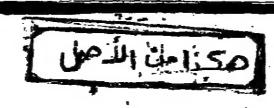
	Cours 30 mars	Cours 6 avril
Aksī Bridgestone Cancu Faji Bank Honda Motus Matushita Electric Mitushita Heavy	500 570 1 470 1 100 1 130 1 880 263	484 571 1 370 1 870 1 100 1 900
Sony Corp Toyota Motors	3 760 1 360	3 510 1 370

FRANCFORT L'attente

mée par la suite, — le développement du conflit social en RFA sur la semajae de travail de trente-cinq heures et la re-montée générale du dollar out incité les acheteurs étrangers à la prudence, alors que la préparation d'importantes opéra-tions en capital (introduction en Bourse de Nixdorf et de Porsche) conduisait les investisseurs domestiques à prendre des investisseurs domestiques à prendre des positions d'attente. Seule la métallurgie, notamment Prensag, a pa tirer son épingle da jeu. L'indice de la Commerz-bank s'établissait vendredi à 1 012,40 contre 1 022,30 la semaine précédente.

	Cours 30 mars	Cours 6 avril
ir moorabank	99 80 165 50 170 180	94 89 161 99 168 174 60
schebank that tadit	380 50 176 50 265 50 141 90	374 50 172 70 265 141
ragen	395 90 207 50	393 210 70

Page 16 - Le Monde Dimanche 8-Lundi 9 avril 1984 ***



Ellere- premieres

AL STREET

1. 1. 1. 1.

etan e viza

The second of

War and

renting ...

But of the

100 m 3

·

**

10 mm in 10

MEUSTES ?

44 Mary 2012

1.00

4:4

10.00

-

- 6:

. . .

A 11.24

105 18

31.25

-

se du sucre et - anne det que de la lice de la l

The Transmission of the State o their friday to halfer, any 3 miles go halfer, any 3 miles go 3 fe fin de de po-cione la sissana possibile provi la sissana po apport

CRNEESE - Law rearly during the law rate on the same are beaute sensible to perspective Field and 1531 4 de la product

The same of

LES MAN THE CAUCAGE AND THE

Crédits - Changes - Grands marchés

L'euromarché

)8K

cièvement sie aux Elèbres des Pris des

Ours Com

ES

.ment

Hreet, le lan

C B: TOE

A STATE OF THE STA

721 222

installe e

1 725 I

0

12

37.72

na di Salah Ngjaran Mari

1000

Section 1

3.7

- -

JRG.

انسیا و برا انداز از ایسیار ادا

7:6

La lancinante présence du Trésor américain La Fed porte son taux d'escompte à 9 %

Il a fallu trois jours et que rien n'aille plus sur le marché international des capitaux pour que celui-ci commence à reconnaître ses erreurs. Vendredi, il tentait de rectifier le tir, avant le relèvement du taux de l'escompte (voir ei-contre) et après le proprie (voir compte (voir ci-contre) et après le passage, la veille, de 11,50 % à 12 % du taux de base bancaire aux Etats-Unis qui a officiellement entériné la tension ininterrompue sur les taux d'intérêt à court terme outre-

Entre-temps beaucoup d'argent a été perdu par ceux qui ont tenté de soutenir des euro-émissions à taux d'intérêt fixe en dollars lancées à des conditions totalement irréalistes. Comment, en effet, s'intéresser à des euro coupons annuels inférieurs à 12 % lorsque les bons du Trésor à trois et cinq ans du gouvernement américain permettent d'obtenir des rapports d'au moins 0,50 % supérieur à ces niveaux?

Les emprunteurs qui sont venus solliciter le marché euro-obligataire cette semaine ont eru que en offrant sous des formes diverses du papier à relativement courte échéance, c'estrelativement courte echéance, c'està-dire trois, quatre ou cinq ans, ils
auraient des chances d'attirer les investisseurs internationaux, et que
ceux-ci en oublieraient les rendements. Il n'en a rien été. La hausse
des taux à New-York a été si rapide
qu'elle a pris de vitesse tout un chacun. Le pire est que ce mouvement semble ioin d'être terminé.

GTE Finance, la filiale aux Antilles hollandaises de ce qui est maintenant la plus grande compagnie de téléphone aux Etats-Unis, a offert au pair 75 millions de dollars d'euro-obligations à douze ans, qui pourront, à la demande des porteurs, étre rembourées pas estéciations pourront, à la demande des porteurs, être remboursées par anticipation tous les trois ans. Le coupon sur les trois premières annuités est de 12 %. Il sera par la suite arrêté pour les trois années suivantes en fonction des conditions du marché en vigueur à l'époque. L'absence de garantie sur la monnaie américaine, conjuguée avec l'ambiance peu propice du marché international des capitaux, s'est révélé néfaste pour GTE. Son euro-émission se traitait vendredi sur le marché gris avec une décote excédant 2,5 points.
Pour avoir aussi visé trop bas ITT Financial Corp., l'une des trois

Financial Corp., l'une des trois grandes sociétés de téléphone des Etats-Unia, s'est également retrouvée en difficulté avec une euro-émission de 100 millions de dollars à douze ans, qui, à l'option des por-teurs, pourra, comme celle de GTE, être remboursée par anticipation tous les trois ans des 1987. Les euro-obligations qui seront émises au pair

Emprent IT at été minime.

La grande banque américaine Citicorp a comm le même sort en offrant avec un coupon annuel de 11,75 %, pour une euro-timission de 100 millions de dollars remboursables par anticipation de trois ans en trois ans jusqu'en 1999. Le papier qui sera émis au pair avec un coupon annuel de 11,75 % est affecté par une décote bien supérieure à 2 points.

Devant ces désastres successifs, le bon sens est revenu vendredi matin. Morgan Gnaranty Trust, l'une des plus prestigieuses banques commer-ciales américaines, est venue offrir an pair 150 millions de dollars sur an pair 150 millions de dollars sur cinq ans, avec un coupon annuel de 12,25 %. Presque en même tempa, 50 millions de dollars ont été proposés sur une durée de cinq ans et un prix au pair par la canadicane. Toronto Dominion Bank, avec un coupon de 12,625 %. Malheuressement le mai était fait. Les deux emprunts étaient recherchés à la veille du weck-end avec des décotes de 1,75, soit la quasi-totalité des commissions bancaires qui, dans les deux cas, s'élèvent à 1,875 %. Affolés par la hausse des taux d'intérêt et les échecs des opérations précédentes, les investisseurs demeurent farouchement sur la réserve. farouchement sur la réserve.

Le marché de l'ECU est lui sussi dans une mauvaise pesse. Les cours des émissions anciennes se sont une fois de plus effondrés. Ainsi qu'il fallair s'y attendre l'euro-emprunt de 100 millions d'ECU lancé huit jours 100 millions d'ECU lancé mit jours plus tôt par la République autrichienne n'est pas parvens à se placer sons le double effet d'un trop grand montant et d'un trop bas cospon (10,625 %). La Nippon Credit Bank, qui, sur les talons de l'Antriche, a lancé an pair une euro-émission de 50 millions d'ECU d'une durée de sept ans, a du mal à écouler le papier, malgré un coupon de 11 %. La SNCF qui dans une quinzaine de jours entend solliciter ce secteur devra, pour allécher le chaland, offrir un coupon bien plus attrayant si, d'ici là, la situation ne s'est pes nettement améliorée.

C'est finalement la partie du mar-

douze ams, qui, à l'option des por-teurs, pourra, comme celle de GIE, être remboursée par anticipation tous les trois ans dès 1987. Les euro-obligations qui seront émises au pair ont été offertes avec un coupon an-nuel initial de 11,50 %. Au même

12 milliards de deutschemarks résultant du versement d'intérêts et du remboursement en principal d'euroémissions suciennes viendrout l'alimenter cette année; d'autre part, la clientèle suisse, qui est la plus importante parmi les étrangers à acquérir ce papier, demoure acheteuse
parce que les coupons sont supérieurs d'au moins 2 % à ceux dont
aout dotés les emprents en reconsie.

parce que les coupons sont supérieurs d'au moins 2 % à ceux dont sont dotés les emprunts en mocnaie helvétique.

Le seul point qui soulève quelque inquiétude est l'importance du calendrier des émissions nouvelles au cours des cinq prochaines semaines. Elles totalisent 1,9 milliard de deutschemarks an travers de douze émissions internationales. C'est beancoup compte teux des l'êtes pascales qui pendant une dizaine de jours tiendront éloignés les investisseurs. Dans l'immédiat l'ambiance reste cependant bonne. L'émission de 300 millions de deutschemarks pour la Banque mondiale qui a vu le jour vendredi a été l'avorablement aocueillie. D'une durée de huit ans, elle sera émise au pair avec un coupon amuel de 7,75 %. Sur le marché gris sa décote ne dépasse pas un point, soit blen moins que la seule commission de vente pour les banques qui s'élève à 1,375 %.

Le 7 mai prochain, le Crédit d'équipement aux petites et moyennes entreprises (CEPME) lancera un curo-emprunt public de 150 millions de deutschemarks. Les débitours français sont rares à l'heure actuelle sur l'euro-marché. Avec l'euro-émission SNCF attendue en ECU, une autre de 50 millions dans la même devise pour la CABCL (Crisse d'aide à l'équipement des collectivités locales) au cours du mois de mai et Francetel, qui a tout récemment levé 5 milliards de yess sur dix aux au Japon,

qui a tout récemment levé 5 mil-hards de yens sur dix ans an Japon, c'est toute la présence française dis-cernable à l'extérieur de l'Hexa-

gone.

Le Trésor français tient de toute évidence à se rendre invisible pour l'instant sur la scène financière internationale. C'est ce qui explique la mise sur pied extrêmement discrète depuis quelque temps d'un certain nombre d'euro-crédits bancaires pour divers emprunteurs du secteur public... De montants modestes, c'est-dire de l'ordre de 30 millions à 50 millions de dollars, ils peuvent être émis dans l'ombre parce qu'ils sont consentis directement par une seule banque ou par seulement deux ou trois établissements.

CHRISTOPHER HUGHES.

Marché monétaire et obligataire

On attendait depuis plusieurs jours une hausse du taux d'escompte de la Réserve lédérale – colle-ci est effectivement intervenue vendredi de la Maison Blanche. Qualifiant la situation de « très ment supplémentaire de relance de la ment supplémentaire de la m effectivement intervenue vendredi soir – mais ce sont les banques américaines qui avaient pris l'initiative vingt-quaire heures plus tôt en majorant lour taux de base bancaire (prime rate), tirant ainsi les conséquences de la progression régulièrement constatée sur les taux d'intérêt, notamment sur les federal funds, l'équivalent du loyer de l'argent au jour le jour en France (ils ont grimpé de 10,15 % à 10,50 % en une sermine, voire 10 1/2 % vendredi). Jeudi après-midi, la First Chicago

dredi).

Jeudi après-midi, la First Chicago Bank, onzième banque des États-Unis pour les dépôts, portait son taux de base (prime rate) de 11 1/2 % à 12 %, donnant ainsi le signal d'un relèvement général du taux bancaire américain, le socond en moins de trois semaines. Le 19 mars précédent, les établissements bancaires d'outre-Atlantique avaient relevé d'un demi-point, pour le fixer à 11 1/2 % leur taux privilégié qu'ils avaient maintenu à 11 % depuis août 1983. Ce dernier niveau était le point d'aboutissement d'une désescalade qui l'avait fait reculer d'une dizaine de points, à 11 1/2 % en un an. on un an.

ca un un.

Le taux bancaire étant relevé d'un point en l'espace d'un mois à poine, on voyait mal comment M. Paul Volcker, le patron du Fed, pouvait éviter de donner un coup de pouce au taux d'escompte officiel que toute la communauté financière attendait. Ce n'est que très tand dans la soirée de vendredi que la Réserve fédérale américaine a fait savoir qu'elle relevait son taux — inchangé depuis décembre 1982, — pour le porter de 3 1/2 % à 9 % « à la lumière de l'écart relativement important, qui s'est creusé ces dernières semaines entre le taux d'escompte et les taux à court terme du marché financier », selon le bref communiqué publié par cette institution.

préoccupante » (c'était au lende-main du second relèvement du main du second relèvement du prime rate des banques américaines), le sociétaire au Trésor.

M. Donald Regan, avait toutefois estimé que la montée des taux touchait à au fin, laisant emendre qu'elle ne devrait pas freiner la reprise économique même si un ralentissement était prévisible. Mais c'est autout en dehors des États-Unis que les effets d'une escalade des taux ne manqueraient pas de se faire sentir, notamment sur les pays en voie de développement, lourdement endettés à l'égard des banques américaines. Une augmentation de 1 % du prime rate alourdirait de quelque 3 milliards de dollars la dette extérieure de ces pays. rieure de ces pays.

En présence d'un processus général de remontée des taux, la Réserve fédérale agit en tout cas avec circonspection. Elle avait, disait-on à New-York, les moyens de relever son taux de 1 point entier alors qu'elle s'est contentée, dans l'immédiat, d'un hausse de 0,5 %.

diat, d'un hausse de 0,5 %.

Le gonflement de 2,2 milliards de dollars de la masse monétaire américaine M-l (circulation fiduciaire et dépôts à vue) annoncé pour la semaine bancaire s'achevant le 26 mars allait également dans le sens d'un relèvement des taux d'intérêt américains, entraînant des réactions en chaîne dans les pays voisins. Ainsi, le Cansda, qui ne peut maintenir trop longtemps des taux inférieurs à ceux du grand frère américain, a relevé, pour la septième semaine consécutive, son taux d'escompte pour le porter de 10,78 % à compte pour le porter de 10,78 % à 10,81 %.

10,81%.
En Europe, on espère contenir la marée, et les présidents des deux premières banques privées ouest-allemandes, la Deutsche Bank et la Dresdner Bank, ont déclaré chacun

ment supplémentaire de relance de l'économie allemande. Le ministre de l'économie, M. Otto Lambsdorff. table sur un tanx de croissance de 2,5 % cette année, pour son pays.

En France, on a coregistré une lé-père détente sur le marché secon-daire gone un terre de marché secon-

En France, on a enregistré une légère détente sur le marché secondaire avec un taux de rendement de 12,86 % sur les emprunts d'Etat à plus de sept ans (coutre 12,95 % la semaine précédente), selon le Crédit Iyonnais, de 13,97 % (contre 14,02 %) pour les émissions du secteur public et de 14,27 % (contre 14,28 %) pour les emprunts privés (deuxième catégorie). A quelques, centimes près, ces taux sont identiques à ceux de jeudi communiqués par la banque Paribas (les taux du 6 avril n'étant pas disponibles).

« La semaine a été bonne mais un léger refroidissement était constaté à la veille du week-end après le relèvement des taux américains », souligne un familier du marché, mettant en avant la remostée à Paris du loyer de l'argent au jour le jour (12,5 %) intervenue vendredi.

Sur le front des émissions, la panse actuelle est jugée salutaire par tous les professionnels qui louent la politique prudente menée par le Trésor après l'emballement des promiers mois de l'aunée. Sovac a lancé un emprunt en deux tranches identiques de 600 millions de francs chacune, l'une à taux révisable et l'autre « à fenêtres » qui a l'air de bénéficier « d'un très très bon placement ». Sont simplement prévues pour les prochains jours deux ou trois opérations de finales bancaires pour des petits montants (300 à 700 millions de francs) mais il faudra anns donte attendre le BALO da 23 svril pour voir réapparaître les grandes signatures.

Les devises et l'or

La hausse du dollar laisse incrédule

instable ces derniers jours, moins d'environ 1,4 %.
toutefois qu'entre les 26 et 30 mars, A l'issue de ce

Encore déprimé lundi matin par l'annonce du déficit record de la ba-lance commerciale des Etats-Unis, le billet vert, dès le soir même, remontait à New-York. Pas encore à cause du loyer de l'argent. Mais, pris à contrepied après l'accord plus rapide que prévu conclu durant le week-end sur la consolidation de la dette argentine, les vendeurs à découvert, et parmi eux une banque britannique et plusieurs établisa-ments américains, rachetaient du dollar précipitamment. Les deux jours suivants, en liaison avec les nouvelles tensions observées outre-Atlantique sur le marché monétaire, la devise américaine gardait le cap. Jeudi matin, cependant, elle fiéchissait quelque peu sur les grandes places financières européennes.

· La dérive fut brève. Quelques heures plus tard, outre-Atlantique, la hausse à peu près générale des taux de base bancaires (prime rate), portés de 11 1/2 % à 12 %, rabrutalement une spéculation rendue déjà vigilante par les bruits d'un relèvement imminent du taux d'escompte, qui s'est finalement pro-duit. Et le dollar de reprendre sa marche en avant, qu'il allait poursui-vre partout à la veille du week-end. D'un vendredi à l'autre, après avoir repassé et largement débordé les seuils des 8 F à Paris et de 2,60 DM

Le dollar s'est montré encore très à Francfort, le dollar a progresse des hommes d'affaires allemands, a

terminant la semaine sur une hausse, quand le contraire s'était produit la semaine précédente. Parrout, il a regagné le terrain perdu pour retrouver ses niveaux du 23 mars dernier. La semaine, il est vrai, a presque entièrement été placée sous le signe des taux d'intérêt (voir ci-dexrus).

Encore déprimé lundi matin par l'annonce du déficit record de la barrance d'une libération les semaines de ces cinq scéances, le était un problème majeur pour tous les pays, mais que, au lieu de se plaindre, les gouvernements européens seraient mieux inspirés de conditions favorables aux investissements américains sur le Vieux Continent. Pour sa part, le gouvernement de Rome a décidé de s'engager sur la voie d'une libération graduelle du contrôle des changes instauré en 1974.

A partir du 2 mai prochain, les yeux fixés sur le danger constitué

M. Wolfgang Roeller, membre du provoquer une baisse du dollar. Mais il ne croit pas à une catastrophe monétaire, estimant que le dol-lar pourrait se stabiliser aux alen-Ces mesur tours de 2,50 DM, ce qui correspond à un repli, somme toute raisonnable, de 4,9 % environ.

Faisant écho à ces propos, M. Beryl Sprinkel, sous-secrétaire au Trésor américain chargé des affaires monétaires, penche également pour une baisse du dollar, mais limitée dans les douze mois à venir. Il ne fournit pas de chiffre, mais, à l'instar de son patron, M. Donald Regan, il ne doute pas que la réduction du déficit budgétaire (150 milliards de dollars en trois ans) sera voté, ni que l'économie américaine sera assez forte pour supporter encore un léger renchérissement des taux appelés ensuite à baisser. Il devrait s'ensui-vre une baisse modérée, donc un re-flux du dollar.

M. Arthur Burns, ambassadeur des Etats-Unis à Bonn, s'adressant à

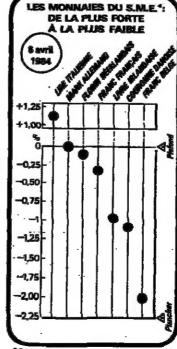
d'environ 1,4 %. A l'issue de ces cinq scéances, le était un problème majeur pour tous

yeux fixés sur le danger constitué touristes italiens pourront emporter par les déficits budgétaires des avec eux, à l'occasion de chaque voyage, 1,8 million de lires (au lien de 1,6 million), dont 1,6 million en directoire de la Dresdner Bank, est lui sussi persuadé que, laissés sans solutions, les problèmes posés par les déficits budgétaires américains vont était dépassé, des justificatifs se-provoquer une baisse du dollar. montant des dépenses supérieures à

Ces mesures tiennent compte d'une sentence rendue par la Cour européenne de justice qui, en janvier dernier, avait jugé contraires les res-trictions en vigueur dans la pénin-sule en matière de transfert à l'étranger de devises, pour tourisme, études ou traitement, médicaux.

Sur le marché de l'or, le cours de Ponce a brusquement décroché le 3 avril pour tomber de 387,20 à 380,40 dollars. Après s'être maintenu à ce palier, il est passé en dessous vendredi (378,75 dollars).

A. D.



Les matières premières

Baisse du sucre et du cacao

Les craintes relatives à une hausse plus sensible des taux d'inté-rét aux États-Unis ont freiné l'activité sur les différents marchés. Le mouvement de hausse qui tendait à s'amorcer sur les prix des métaux METAUX. - Après avoir atteint

leurs plus hauts niveaux depuis deux ans à Londres, les cours du plomb sont pratiquement revenus à leur point de départ. On ne s'attend pas à la continuation de la baisse. Les disponibiliés se raréfient, les stocks britanniques de métal s'amenuisent; ils sont désormais inférieurs de 86000 tonnes à leur sommet d'octobre 1983. Parmi les autres éléments de soutien non négligeables pour le marché on note encore la grève qui vient d'éclater dans cinq mines du Missouri à l'issue du renouvellement des contrats de travail et l'aggravation de conflits sociaux dans plusieurs installations en Australie.

Les cours du zinc n'ont pu se maintenir non plus au haut niveau qu'ils avaient atteint. Tous les producteurs ont toutefois majoré le prix de leur métal pour le porter à 1090 dollars la tonne.

Nouvelle mais plus lente progression des cours de l'étain à Londres loujours grace aux interventions du directeur du stock régulateur. Les réductions d'exportations imposées aux pays membres de l'accord international sont maintenues pour le second trimestre.

La hausse s'est poursuivle sur les cours du nickel à Londres, qui se retrouvent pratiquement à leurs sommets depuis l'ouverture du marché de Londres en avril 1979. Le cuivre a encore légèrement

progressé à Londres, bien que le dégonflement des stocks britanniques de métal n'ait pas répondu aux JUN Lisez JUN

PHILATELISTES (

) Le Mande Des

aux Etats-Unis. TEXTILES. - Faibles variations

des cours du coton à New-York. Pourtant, la récolte mondiale 1984-1985 devrait être particulièrement abondante. Aux Etats-Unis, elle devait s'élever à 11,5 millions de balles contre 7,7 millions de balles en 1983-1984. En fin de saison, les stocks reviendraient à 23 millions de balles, soit 2 millions de moins qu'à la fin de la précidense. La consommation mondiale est estimés pour la saison en cours à 69,25 mil-lions de balles (+ 1,6 million de

DENRÉES. - La reprise a été de courte durée sur le marché du sucre, où les cours out envegistré

espoirs des négociants, la baisse évaluée à 12,19 millions de balles n'ayant été que de 4325 tonnes au qui aurait pu apporter un quelcon-lieu des 60 000 tonnes attendues en que réconfort au marché. Autre élé-raison d'expéditions au Japon et ment plutôt défavorable : la crainte qu'un chargement de sucre de 70000 tonnes vendu par le Brésil ne soit revendu sur le marché mondial à des prix « bradés ».

Le marché du cacao soumis a des influences contradictoires s'est replié. L'incertitude prévaut tou-jours au sujet des perspectives de récoltes de fêves en Afrique et au Brésil. Certes, il est prévu une réduction des stocks mondiaux qui seraient ramenés à 480 000 sonnes. Mais les récoltes des pays de l'Afri-Mais les récoltes des pays de l'Afri-que occidentale seraient supérieures aux prévisions, notamment celle de Côte-d'Ivoire, qui dépasserait les 400 000 tounes. Les troubles qui ont éclaté au Cameroun — cinquième producteur monstal — ons freiné la baisse en fin de semaine.

une baisse sensible. Ce n'est pas la Le calme est revenu sur le marché perspective d'une augmentation de du café, après une folle séance spé-10,81 % de la production de la CEE culative.

LES COURS DU 6 AVRIL (Les cours entre parenthèses sont ceux de la semajne précédente)

(Les cours entre parenthèses sont ceux de la semaine précédente)

MÉTAUX. — Lembres (en sterling par tonne): cuivre (Wirebars), comptant, 1 089,50 (1 082); à trois mois, 1 109 (1 098); étain comptant, 3 675 (8 610); à trois mois, 8 730 (8 595); plomb, 345 (346); zinc, 712 (730); aluminium, 984,50 (985); mickel, 3 515 (3 470); argent (en pence par conce troy), 640,50 (672). — New-York (en cests par livre): cuivre (premier terme), 69,90 (70,50); argent (en dollars par once), 386,50 (396,30) — Penang: étain (en ringgit par kilo), inch. (29,15).

TEXTILES. — New-York (en cests par livre): coton, mai, 80,25 (81,27); juillet, 79,85 (81). — Lembres (en livre); coton, mai, 80,25 (81,27); juillet, 79,85 (81). — Lembres (en louvemant pence par kilo), laine, inch. (49,20).

CAOUTCHOUCG. — Lembres (en nouvemant livre); mai, 365 1/4 (369); juillet, 349 (347); mait, mait, 365 1/4 (369); juillet, 349 (347); mait, mait, 357 1/4

CAOUTCHOUC. — Lendres (en not-venux pence par kilo): R.S.S. (comp-tant), 750-800 (760-815). — Penang (en cents des Détroits par kilo): 245-248 (250-251). DENRÉES. — New-York (en cents par lb; sanf pour le cacso, en dellars par

CERPALES. — Chicago (ca conts par boissess): blé, mai, 365 1/4 (369); juillet, 349 (347); mais, mai, 357 1/4 (351 1/2) ; juillet, 353 1/2 (347). INDECES. — Moody's, 1 077 (1 086,20); Rester, 2 004,60 (2 007,40).

(La ligne inférieure donne ceuz de la semaine précédente.)	COURS	MOYERS	DE CLOTU	RE DU 2 /	LU 7 AVREL
(THE OFFICE AND LONG GOING COME OF 15 15 15 16 16 16 16 16 16 16 16 16 16 16 16 16					
	(Tet office	e não iom e	GOLDIS CERT (T)	s ur seminne	a erademen)

PLACE	The s	\$EIL	Frame frampals	Franc	D. mark	Francis	Florin	Lire helicano
	1,4270	-	12,3592	45,9538	38,1679	1,8656	33,8294	Mai
How-York	1,4415	-	12,5235	46,4792	38,5728	1,2832	34,2114	. 6,8626
	11,367	1,049	-	374,63	367,52	15,5466	272,83	4974
	11,5904	7,9850		37LM -	300,00	15,6377	273,18	4,950
	3,1651	2,170	XXX		3,634	4,857	73,612	1,3415
Init	3,1814	2,1515	26,943	-	\$2,984	4,8513	73,0339	1,333
	3,1357	2,6200	32,496	138,40	-	4,000	1000	1,611
Feedert	3,7371	2,5925	32,4671	120,50		4,2823	88,6931	1,6971
	. NA12	53,00	6,640	24,623	2,60	-	13,13%	3,346
francis	76,5437	53,10	4400	24,6905	28,4822	-	11,163	3,2926
	4,2002	2,956	34.63	133,94	112,12	5,310	-	1,8224
	42135	2,9238	- X.00	135.06	11275	5,5947	-	1,0171
	2314,59	142.00	201,11	745,40	629,88	30,2612	548,71	-
******	2325,M	1613.00	202.60	70,71	623,18	39,3766		:
	311,30	28,30	27,52%	N3,0	15,5542	4,365	76,1840	4,138
Telepo	223.25	224,29	22,87%	184.21	86.400	4222	76,7020	A.1300

A Paris, 100 yeas étaient cotés, le vendredi 6 avril, 3,5812 F contre 3,5615 F le

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

ETRANGER

3. La situation en Guinée.

FRANCE

9. Les nouveaux venus : Michel Bernier.

SOCIÉTÉ

10. Un vaccin français contre la brucel 11. Les misères de la correctionnelle

CULTURE

12. Miragas de la décadence.

ECONOMIE

15. Ce qui a déjà été fait pour la Lorraine. Revue des valeurs. 17. Crédits, changes et grands marchés.

RADIO-TÉLÉVISION (14) Carnet (11); Programs

des spectacles (13); « Journal officiel » (14); Météorologie (14); Mots croisés (13). M. MITTERRAND VA INTER-

VENIR EN FAVEUR D'ANDREI SAKHAROV ET D'AUTRES DISSIDENTS SOVIÉTIQUES.

M. François Mitterrand a indiqué zaine - auprès des autorités soviétiques en faveur de M. Andrei Sakharov, dissident soviétique et prix Nobel de la paix, exilé à Gorki depuis 1980. Le président de la République a donné cette précision à MM. François Léotard (1), député UDF du Var, secrétaire général du Parti républicain, et Michel Noir, député RPR du Rhône, qu'il a reçus à l'Elysée vendredi 6 avril.

Les deux parlementaires, retour de Moscou, lui ont remis un message de Me Sakharov et un autre du proainsi qu'une liste d'intellectuels désirant emigrer en Israel ou aux Etats-Unis et à qui l'autorisation est refusée par les autorités soviétiques.

Le message du professeur Nakim Meiman remis à M. Mitterrand déclare notamment:

- J'ai soixante-treize ans et ie souffre d'une tachycardie qui pro-gresse. Le 13 octobre 1983, ma femme Anna, àgée de cinquante et un ars a été opérée d'une tumeur au cerveau. D'après le professeur John Mac Donald de Washington, elle nécessite des soins par rayons. En URSS il n'existe pas d'appareils modernes permettant de faire ce

· La question de l'émigration est devenue pour nous une question vitale. Ma femme a reçu une invitation généreuse à venir se faire soigner en France par les professeurs Laugier et G. Riche, et en Suède par des membres du Parlement et par l'ancien ministre de la santé. M. K. Ohgland, mais nous n'avons pas réussi à obtenir l'autorisation même pour un simple voyage.

- J'al annoncé mon intention d'émigrer en Israël depuis 1975, et on me refuse toujours régulièresurde et risible que je détiens des se-crets. Or j'al des papiers officiels qui confirment que depuis 1955 je n'ai aucun lien avec des travaux se-

- Je me permets d'attirer votre attention sur la situation de la famille Sakharov. L'académicien Andreī Sakharov est si connu comme humaniste et scientifique qu'il est inutile que je parle de lui – je veux seulement souligner que si aupara vant leur situation était très pénible, elle est devenue aujourd'hui tragique. Me Bonner-Sakharov est menacée de perdre la vue et d'attaques cardiaques fatales. L'une des causes est la campagne d'ignobles calomnies qui dépasse toute limite dont elle est victime. -

(1) Et non Philippe Léotard, con nous l'avons écrit par erreur dans le Monde du 7 avril.

A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Le gouvernement tient compte de certaines remarques de l'opposition au sujet de la réforme du droit des faillites

bunaux appelés à connaître du règlement judiciaire ». A ce propos, c'est par erreur qu'il a été indiqué dans le Monde du 6 avril que

M. Badinter a l'intention de procé-

der à un regroupement des tribu-neux de commerce aboutissant à un

dredi 6 avril, a commencé la ion des articles du projet de loi réformant le droit des faillites (le Monde de 7 avril). Comme il l'avait annoncé lors de la discussion générale, M. Robert Badister, ministre de la justice, a voulu se moutrer ouvert au débat en acceptant divers amendements de l'opposition susceptibles d'améliorer le

L'Assemblée nationale a adopté sens modification notable l'article 1, qui définit la nouvelle procédure de règlement judiciaire destinée à permettre le redressement de permettre le redressement de l'entreprise, le maintien de l'emploi et l'apurement du passif ». Le texte dispone que « le règlement judi-ciaire est assuré par un plan de redressement arrêté par décision de justice, à l'issue d'une période d'observation. Le plan prévoit soit la continuation de l'entreprise, soit la continuation de l'entreprise, soit la continuation de l'entreprise de ces la cession ; lorsque aucune de ces solutions n'apparaît possible, il est procédé à la liquidation ».

L'Assemblée a ensuite précisé que e règlement judiciaire est applicable - à tout commerçant, à tout artisan et à toute personne morale de droit privé qui cesse ses pale-ments », alors que la précédente législation (l'ordonnance de 1967) ne s'appliquait pas aux artisans.

Il est également applicable à « toute personne morale ayant béné-ficié du règlement amtable » insti-tué par la loi du 1 « mars 1984 rela-tive à la prévention et au règlement des difficultés des entreprises (premier volet de la réforme d'ensemble du droit des faillites) et qui « ne respecte pas les engagements finan-ciers conclus avec un de ses créan-

Le gouvernement a accepté que soit porté de vingt à cinquante salariés le seuil (combiné à un niveau de chiffre d'affaires) permettant de bénéficier d'une procédure simplifiée. Par 328 voix (PS-PC) contre 150 (RPR-UDF), l'Assemblée a refusé de porter le seuil à cent salariés

 PROCEDURE D'OBSERVA-TION: le projet initial du gouvernement faisait passer de quinze jours à un mois le délai dans loquel - le débiteur dolt (...) demander l'ouverture de la procédure de règlement judiciaire ». M. Georges Trancham (RPR, Hauts-de-Sei obtient qu'il reste à quinze jours, car, dit-il, - rapidité et efficacité étaient les maîtres mots de cette résorme ».

Le projet prévoyant que comité d'entreprise ou, à défaut, les délégués du personnel, communique confidentiellement au président du tribunal ou au procureur de la République tout fait révélant la cessation des paiements de l'entreprise . le gouvernement tombe d'accord avec l'opposition pour remplacer « communiquent considentiellement - par - peuvent communiquer officiellement . Au contraire, la commission sonhaite supprimer le « confidentiellement », qui, selon M. Gérard Gouzes (PS, Lot-et-Garonne), rapporteur du projet, va de soi. Le gouvernement est finalement battu par sa majorité.

M. Serge Charles (RPR, Nord) s'oppose, sans succès, à ce que « le tribunal statue obligatoirement sur l'ouverture de la procédure, après avoir entendu (...) le comité d'entreprise ou, à défaut, les repré-semants du personnel ».

Sur proposition de la commission des lois, le projet gouvernemental précise qu' un décret en Conseil d'Etat détermine dans chaque département le tribunal ou les tri-

M. François Gicquel, PDG de la RFP. – M. François Gicquel, conseiller référendaire à la Cour des comptes, a été élu jeudi 5 avril: président-directeur général de la Régie française de publicité (RFP) par le conseil d'administration de cette acciété de preparent de cette acciété de preparent de cette société, en remplacement de M. Philippe Le Ménestrel arrivé au terme de son second mandat (le Monde des 21 et 29 mars).

a été tiré à 442 187 exemplaires

Un vin de grande table

touiours à sa place Le numéro da « Monde » ABCDEFG daté 7 avril 1984

ou deux tribunaux par département. Comme le garde des aceanx l'a pré-cisé à l'Assemblée lors de la discussion générale, l'objectif du gouver nement est que « la connaisse contentieux des entreprises en difficulté [soit] regroupée devant un nombre limité de tribunoux », dans un souci « d'efficacité », mais sans limiter le nombre de tribunaux de commerce par département. A propos de la création d'une période d'observation, le texte du ojet, modifié par la commission

projet, modifié par la commission des lois, fixe que « le jugement de règlement judiciaire ouvre une période d'observation en vue de l'établissement d'un bilan économique et social et de propositions ten-dant à la continuation ou à la cession de l'entreprise. Dès lors qu'aucune de ces solutions n'appo-ratt possible, le tribunal prononce la liquidation ». L'opposition tente vainement d'obtenir que le tribunal soit sutorisé à procéder à une liqui-dation immédiate, mais M. Badinter se dit prêt à réfléchir aux problèmes.

La période d'observation est - limitée à trois mois, renouvelable une fois » et susceptible, en ourre, d'être exceptionnellement prolongée pour une durée n'excédant pas six

 LES ORGANES DE LA PROCEDURE : ce sont le juge commissaire, l'administrateur, un naudataire de justice représentant les créanciers et un représentant des salariés qui, en l'absence de comité d'entreprise on de délégué du per-sonnel, est élu par l'ensemble des salariés. Le PC demande sans succès que ceux-ci aient plusieurs représen-tants; en revanche PS, UDF, RPR, obtienment qu'il n'y ait qu'un seul administrateur en titre, mais que d'autres pourront lui être

• LE BILAN ÉCONOMIQUE ET SOCIAL ET LE PLAN DE REDRESSEMENT : le bilan est établi per l'administrateur, et c'est

nal, soit un plan de redressement, soit la liquidation. L'opposition demande, sans succès, que ce bilan insiste sur les aspects financiers du dossier, alors que M. Gouzes explique que l'apport du projet de loi est justement de prendre en compte la totalité de la situation de l'entre-

 LA GESTION DE L'ENTRE-PRISE - Contrairement à la situation actuelle, le projet part du prin-cipe que le « débiteur » — en clair le chef d'entreprise — conserve le plus possible de pouvoir dans la gestion

qu'il ne peut être payé aucune créance née avant l'ouvernire du règlement judicigire. Contrairement à ce qui se passe actuellement, la poursuite de l'activité de l'entreprise est de droit, le tribunal pouvant cependant en ordonner la cessation à tout moment, après avoir entendu le débiteur et les représentants des

Les contrats en cours, à la cessa tion de paiement, doivent continuer si l'administrateur l'exige, mais à la demande de l'opposition, et pour protéger les entreprises cocontractantes, ils ne pourront pas être suspendus pendant la période vation, pour reprendre après.

Une des innovations principales du projet comiste à prévoir que les banquiers qui accorderont des cré-dits après le règlement judiciaire seront remboursés avant tous les autres créanciers, y compris l'Etat et les organismes sociaux. A la et non d'organisations syndicales, demande de la commission, il est nous signale notre correspondant, admis que les fournisseurs accordant trouve en partie son origine dans la un crédit bégésicierogt du même privilège. M. Charles critique vivement cette disposition qui *boule-verse le droit * et qui, dit-il, va décourager les banques de prêter de Dor l'argent aux entreprises naissantes, l'actualité sociale a en fait été marcar leurs chances d'être remboursées quée ces derniers jours dans les en cas de difficulté seront réduites. autres régions, par de nombreux M. Badinter lui répond que c'est la autres conflits. Ainsi, dans les seule façon d'inciter des prêteurs à Bouches-du-Rhône, de multiples prise en cessation de paiement qui a ouvriers de l'entreprise Ugine-donc besoin d'argent pour continuer Aciers. A Decazeville (Aveyron), son activité.

J.-L. A. et Th. B.

EN GRANDE-BRETAGNE

Mort de Sir Arthur «Bomber» Harris responsable du bombardement de Dresde en 1945

Sir Arthur Harris, commandant de la flotte de bombarde RAF peadant la dernière guerre, est mort jeudi 5 avril près de Londres à l'âge de quatre-vingt-ouze ans. Sir Arthur était parthan des raids massifs de unit sur les villes allemandes pour démoraliser la pop lut notamment responsable de celui qui détruisit Dresde en lévrier 1945, faisant près de cent mille morts. - (Reuter, AP.)

Le surnom de «Bomber» qui vait été donné à Sir Arthur Harris résume la carrière d'un des chefs militaires les plus controversés de la econde guerre mondiale.

Né en 1892, il avait passé une partie de sa jeunesse en Rhodésie et était entré pendant la première guerre dans l'aviation britannique. Il sert ensuite aux Indes, puis au Proche-Orient, et se fait déjà à cette époque une réputation de spécialiste des appareils de bombardement. C'est en février 1942 qu'il prend

la tête du Bomber Command, c'est-à-dire du commandement général de a flotte aérienne de bombardemen britannique. L'Angleterre traverse alors ses heures les plus noires de la guerre. Battue par l'Allemagne itlérienne sur pratiquement tous les théâtres d'opérations, terrestres ou maritimes, elle doit constater que ses bombardiers, peu précis dans l'accomplissement de leurs missions et décimés par la défense allemande ne jouent qu'un rôle mineur dans le déroulement de la guerre. C'est alors qu'Arthur Harris invente une stratégie de bombardements mas-

sifs, un tapis de bombes devant s'abattre sur des cités entières. - Nous allons châtier le Ille Reich... ., annonce-t-il. Dès mai 1942, un millier de bombardiers opèrent sur Cologne. D'autres batailles > du même type seront ensuite livrées sur la Ruhr, sur Hambourg, sur Berlin et, finalement, sur Dresde,

En dépit des succès remportés, Arthur Harris est l'objet de multi-ples critiques. Non sculement en raison des morts civils innombrables qu'entraînent les bombardements massifs, mais aussi parce que le

Bomber Command paraît rénugues à consacrer une partie de ses forces à des missions pourtant au moins aussi importantes, comme la destruction des voies de communication alliées en France après le déberquement de juin 1944. On saura cependant plus tard, notamment grace au témoignage d'Albert Speer, le rôle déterminant - à la fois sur le plan psychologique et économique - que les tapis de bombes de Sir Arthur Harris avaient joué dans l'affaiblissement de l'Allemagne.

· Hausse des cotes de MM. Mitterrand et Mauroy. - Selon le « baromètre » établi par la SOFRES à partir d'un sondage réalisé auprès de 1 000 personnes entre les 23 et 28 mars (avant que ne soit comm to their (avant que un sont comme plan sidérurgique), et publié par le Figaro-Magazine du 7 avril, 44 % (au lieu de 43 %, il y à un mois), font confiance à M. Mitterrand comme président de la République contre 52 % (- 1 point) qui ne lui font pas confiance. 31 % (au lieu de 29 %), font confiance à M. Mauroy comme premier ministre contre 62 % (- I point) qui ne lui fout pes confiance. A l'exception de M. Che-vènement, dont la cote est stable et de MM. Fabius et Bérégovoy, qui perdent respectivement l er perdent respectivement 1 et 2 points, les personnalités de la majorité citées voient leur cote de popularité progresser: MM. Rocard (+1), Delors (+4), Jospin (+9), Mauroy (+3), Fiterman (+1) et Marchais (+1). Au sein de l'oppo-sition, seul MM. Barre (+3) et Giscard d'Estaing (+ 1) améliorent leur score; M= Veil reste stable; MM. Chirac (- 1), Chaban-Delmas (- 5), Peyrefitte (- 3), Lecanuet (- 3) et Le Pen (- 1)

POUR CONSTRUIRE UNE MOUVELLE BOITE DE VITESSES AUTOMATIQUE

Le groupe Ford investit 1 milliard de franca dans son usine de Bordeaux

De notre correspondant

tissement de 1 milliard de francs cour la mise en place, à Borde Blanquefort, d'une nouvelle chaîne de fabrication de boîtes de vitesses automatiques du type TVC (transmission à variation continue). Ce modèle est étudié depuis 1969 avec le constructeur néerlandais Van Doorne, qui avait mis as point la boîte « Variomatic » équipant les automobiles DAF. La nouvelle boîte reprendrait le même principe mais serait équipée d'une courroie métai-lique plus résistante que la courroie en caoutchouc des « Variomatic ». Elle serait aussi performante et éco-nomique que les boîtes mécaniques.

En attendant la mise en place de cette nouvelle unité de production, prévue pour mai 1986, la fabrication des boîtes sera assurée à Tillburg. aux Pays-Bas, par l'usine Van Doorne-Transmissie qui à la mise en Doorne-Transmissie qui, à la mise en route de l'unité de Bordeaux, se contentera de produire les courroies métalliques.

Ces nouvelles boîtes, destinées à equiper des voitures de petite cylindrée, seront mises en service sur des Ford Fiesta, mais aussi sur des Fiat

Outre son importance (1 milliard de francs), cet investissement aura pour particularité de déboucher, d'une part sur un produit totaleme nouveau, d'autre part sur un produit vendu à des concurrents enro pratique inhabituelle en Europe pour us constructeur européen. Ca investissement ne correspondra à aucune création d'emplois nouveaux. Il permettra, en revanche, à remettant en service six cents postes de travail et en retrouvant le niveau d'emploi (trois mille six cests salsriés) qui était le sien avant le deuxième choc pétrolier.

Enfin, il faut remarquer que l'annonce de cette mise en place a été un peu précipitée, contrairement aux habitudes de Ford-France. Comme si le coup de chapeau appuyé de M. François Mitterrand, us sa conférence de presse du 4 avril, aux bonnes performances de l'usine Ford de Bordeaux méritait

Grèves et manifestations en France

M. Michel Betons, directeur des établissements dunkerquois des Chantiers du Nord et de la Méditerrance, a été « retenu » dans son bureau, vendredi 6 avril, de 10 heures à 15 h 30, par quelques dizaines de salariés de l'entrep Cette action, qui est le fait d'isolés colère provoquée par l'envoi des premières lettres annonçant un chô-mage technique dans les prochains

Dominée par le drame lorrain, Aciers. A Decazeville (Aveyron), plusieurs centaines de salariés des trois usines métallurgiques ont manifesté, notamment le 5 avril, ea barrant les routes : ceux de l'usine Vallourel sont en grève - illimitée -depuis le 3 avril. A Names (Loire-Atlantique), une certaine de sals-riés des chantiers navals Dubigeon se sont heurtés à la police, vendredi 6 avril, à l'occasion de la visite du président du CNPF, M. Yvon Gat-

A Gonesse (Val-d'Oise), une cen taine de salariés ont occupé les entrepôts de meubles de la société Lévitan, menacés de fermeture. Au Havre (Seine-Maritime), les mateots CGT et CFDT de la marine marchande ont fait la grève durant trois jours pour le déplafonnement des indemnités de retraite es pour l'abaissement de la retraite à cin-

tation a eu lieu au cours d'une journče .« ville morte », en solidarité avec les soixante et un licenciés de la SICMA (matériel aéronautique, trois cents salariés).

DESACCORD ENTRE PARIS ET WASHINGTON

La proposition française de déminer les ports du Nicaragua préoccupe le gouvernement de M. Reagan

Une polémique va-t-elle opposer la France aux Etats-Unis, un peu plus d'une semaine après le voyage de M. Mitterrand outre-Atlantique? Le gouvernement de M. Reagan s'est dit » préoccupé ». vendredi 6 avril. devant une proposition faite par la France d'aider le Nicaragua à déminer ses ports. Le gouvernement français en a été averti, a précisé le porte-parole du département d'Etat, M. John Hughes, qui a ajouté : si cette aide se concrétisait, elle pourrait aider le Nicaragua à - exporter sa révolu-

C'est M. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures, qui a formulé la proposition française dans une lettre adressée récemment M. Betancur, président de la Colombie, pays qui, au sein du groupe dit de Contadors, s'efforce, avec le Venezuela, le Mexique et Panama, de trouver une solution négociée aux conflits d'Amérique centrale. M. Cheysson indiquait dans sa lettre – selon ce qui en a été rapporté à Washington, - que sa proposition avait un caractère - humanitaire - et que, si elle était acceptée, la France s'efforcerait d'opérer avec d'autres pays euro-

Les deux ports principaux du Nicaragua, Puerto-Corinto et Puerto-Sandino, sur la côte pacifi-que, ont été minés. Plusieurs navires trangers et bateaux nicaraguayens ont été endommagés ces dernières semaines par l'explosion des engins qui y ont été posés. Le représentant de la France à l'ONU a qualifié de - blocus déguisé - un tel sabotage, à propos duquel le Wall Street Jour-nal, le quotidien des milieux d'affaires de New-York, met en cause, dans un article publié ven-dredi, le gouvernement de M. Res-

Ce sont des unités opérant à partir d'un navire contrôlé par la CIA qui posent les mines, affurme le journal, Ces unités sont composées de Salvadoriens et d'autres Latino-Américains, qui utilisent des petites embarcations et installent des mines

de type acoustique : le son émis par le moteur des bateaux les fait explo-ser. Le quotidien cite des sources non identifiées proches de la CIA. Le journal du Front sandiniste,

Barricada, a publié la lettre de M. Cheysson. M. Rafael Cordova. membre de la junte de gouvernement de Managua, a déclaré vendredi que la proposition française avait été - acceptée - et « appré-ciée - Selon Barricada, l'ambassadeur du Nicaragua aux Nations unies, M. Javier Chamorro, a affirmé que la proposition française était - une démonstration claire et accablance dirigée contre les Escus-

Il est probable, si la France donne suite à son projet, qu'elle heurtera de front la politique menée par M. Reagan à l'égard du Nicaragua sandiniste. Apparaîtront alors au grand jour les divergences de vues entre M. Reagan et M. Mitterrand sur la conduite à tenir en Amérique centrale, divergences qui avaient été peu évoquées par les deux chefs d'Etat lors du voyage de M. Mitter-rand aux Etats-Unis.

L'ARMÉE CHINOISE A PÉNÉTRÉ AU VIETNAM affirme Hanoi

Un « certain nombre » de régiments d'infantarie de l'armée chisolse out franchi, vendredi 6 avril, la frontière sino-vietnamienne dans la province de Langson (150 kilomètres au nord de Bastol) et les bombardements chinois se sout étendes aux six provinces victanusiennes bordant les 1 200 kilomètres de frontière entre les deux pays, a aunoucé, ce samedi 7 avril, le ministre victanusien des affaires étrangères. Selon Ramol, les troupes chinoises out Seion Hanol, les troupes chi

Pour sa part, Pékis a confirmé que Chine svait confirmé à bombarder les la Chine avait continué à bombarder les régions frontalières du Victoam jendi et vendredi, détraisant de nombreuses ins-taliations militaires et faisant plusieurs morts et blessés du côté vie Mais R's pas mentio

, Chine Nou Bordeaux. - Ford-France a uno. Il est prévu que le constructem italien s'approvisionne ensuite à l'usine de Bordeaux. nontre idents... og Prest A STATE OF THE STA

> A stronger a married a de The report to the same The state of the s aga garang 🗫 P. .. The same of the same 2 . 217 12 WIRE . d 5 100 1 . 405 SEN 247 1 177 48 den hat un malite gratten and the termination

AND RELEASE

Sold To Service

THE PARTY OF THE P

8 55 ES 30 120 150

good to the local

1822 22 22 24

- 1 121 m

Area of Adgarway

and That I begennet.

A TURNEY OF THE PARTY NO.

The fact of the same of the same

Automorris - 1. Genter

dittiet eine eine de

SES BOTHLE LE COMME

timeserane of the state

·美術は3. インス 3F [編集]

2 cmpen - - 300

Mariner of Bark

টি স্কুলত এ এ এক **টেনের** ট

Dien im and it glace !

Matter Corre La :

Transfer of February

Partie o magazine

The terror and in the

To all any reger Gere

With the many and and

Water College in word

The state of the state of

Patrocher francisco &

≥ ± 1974 /7 2008€

Agency of the Company

2 3 1 3 7 1 22 MA

Standard Street

Tar course of camps

to its in contra

French : The state of the state

STEER SEC. OF STEER

Con The Control Section

"14 Themedy anter -

Character south

38 May ... 10/2 14

The Water Company

Transit of frontiere

Con vi continu

1 2 martin 194 # 4

Paris Contain

The state of the s

TE EN - Faire

Partie on the

The state of

Frem un deute de

Nor a ... supers

Maria ales des

De grand Simon

The contraction

BULL TELEVISION TO

that course tribe co The same of the sa

The state of

A 187

Parks State

the state of the British Santage

And the second

100 kg

to a d'autres to the state of the state of 1 3 100 E 11 2 CA

hande to the

South Street

होजानको स्थान व्यक्तिको THE PARTY THAT THE greg ger analom, em Sem THE REST OF THE PARTY. 京都 中国出版の大田で 選集 e et brut. Austaine. Barrier of the sectors of g to bestire the 🎥 graph de les un qualific ga war in trettier 🐞 A LOW DE TO THE PERSON greguments - alleresen artists to the contributer

de

passen Massage desired, his pass

1 1 2 m

Page 18 - Le Monde ● Dimanche 8-Lundi 9 avril 1984 ***

